



Investir dans les populations rurales

République Démocratique de São Tomé et Príncipe

Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)

Rapport de revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

Date du document: 26/12/17

No. du Projet: 1687

No. du rapport: 4599-ST

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Informations de base sur le projet	1
C.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
D.	Produits et effets	5
E.	Impacts du projet	11
F.	Performances de l'exécution du projet	14
G.	Aspects fiduciaires	17
H.	Analyse économique et financière	21
I.	Coûts et financement du PAPAC	23
J.	Performances des partenaires d'exécution	27
K.	Durabilité	27
L.	Leçons apprises	28
M.	Conclusion	29

Appendices

1. Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées
2. Indicateurs du cadre logique avant RMP
3. Récapitulatif des mesures convenues
4. Etat d'avancement du PAPAC sur la période 2015 -2017
5. Aspects financiers: performance financière effective par bailleur et par composante
6. Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
7. Gestion des savoirs, apprentissage et innovations
8. Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de juin 2017
9. Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision d'octobre 2016
10. Feuille de route de la mise en œuvre du PAPAC jusqu'à la clôture
11. Programme de l'atelier de restitution de la RMP
12. Procès - verbal de l'atelier de restitution de la RMP

Documents de travail (DT) – Volume II

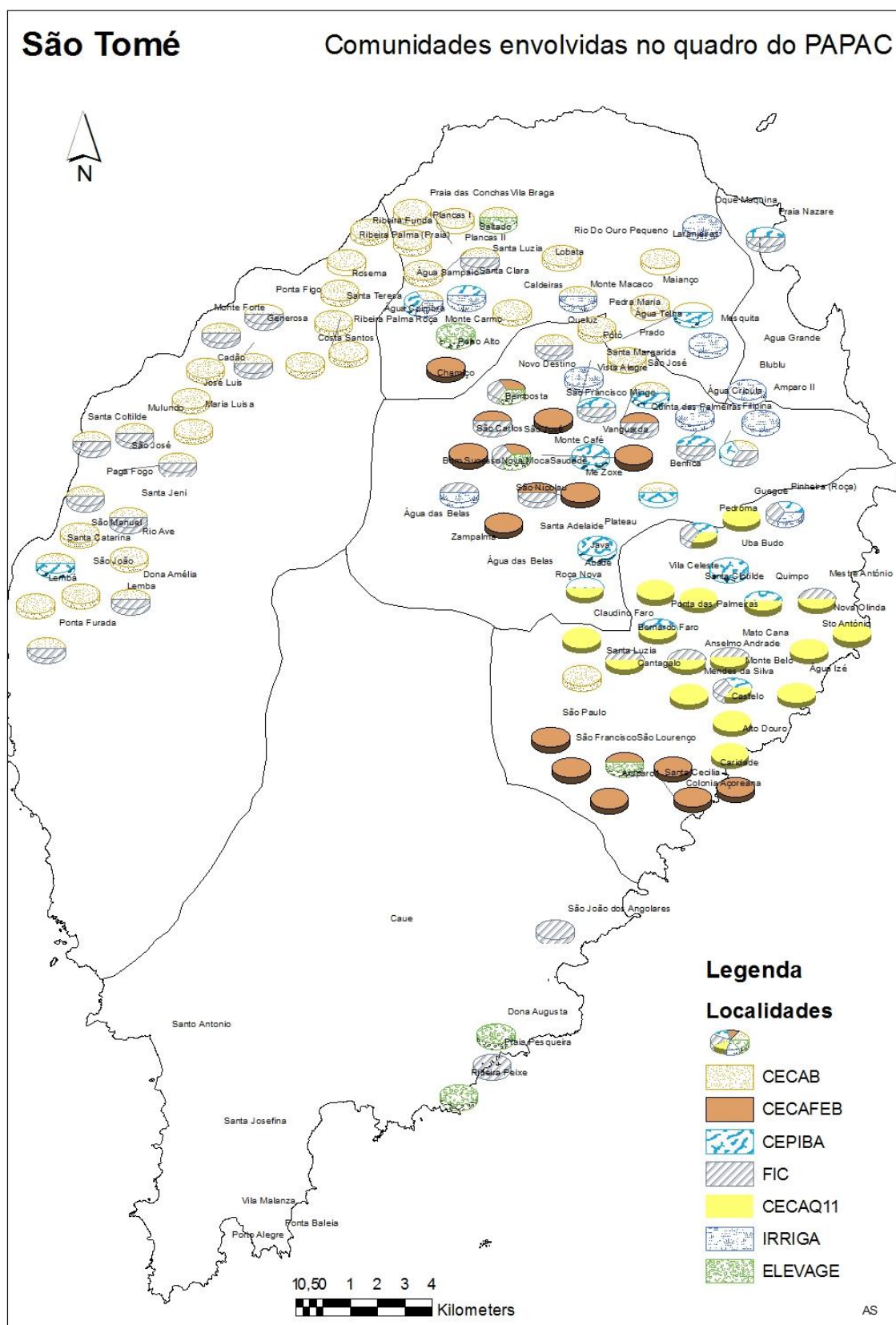
- DT 1: Développement des plantations familiales
- DT 2: Consolidation des Organisations de Producteurs
- DT 3: Ciblage et genre
- DT 4: Suivi et Evaluation
- DT 5: Analyse économique et financière
- DT 6: Coûts et financement du projet
- DT 7 : Aspects fiduciaires

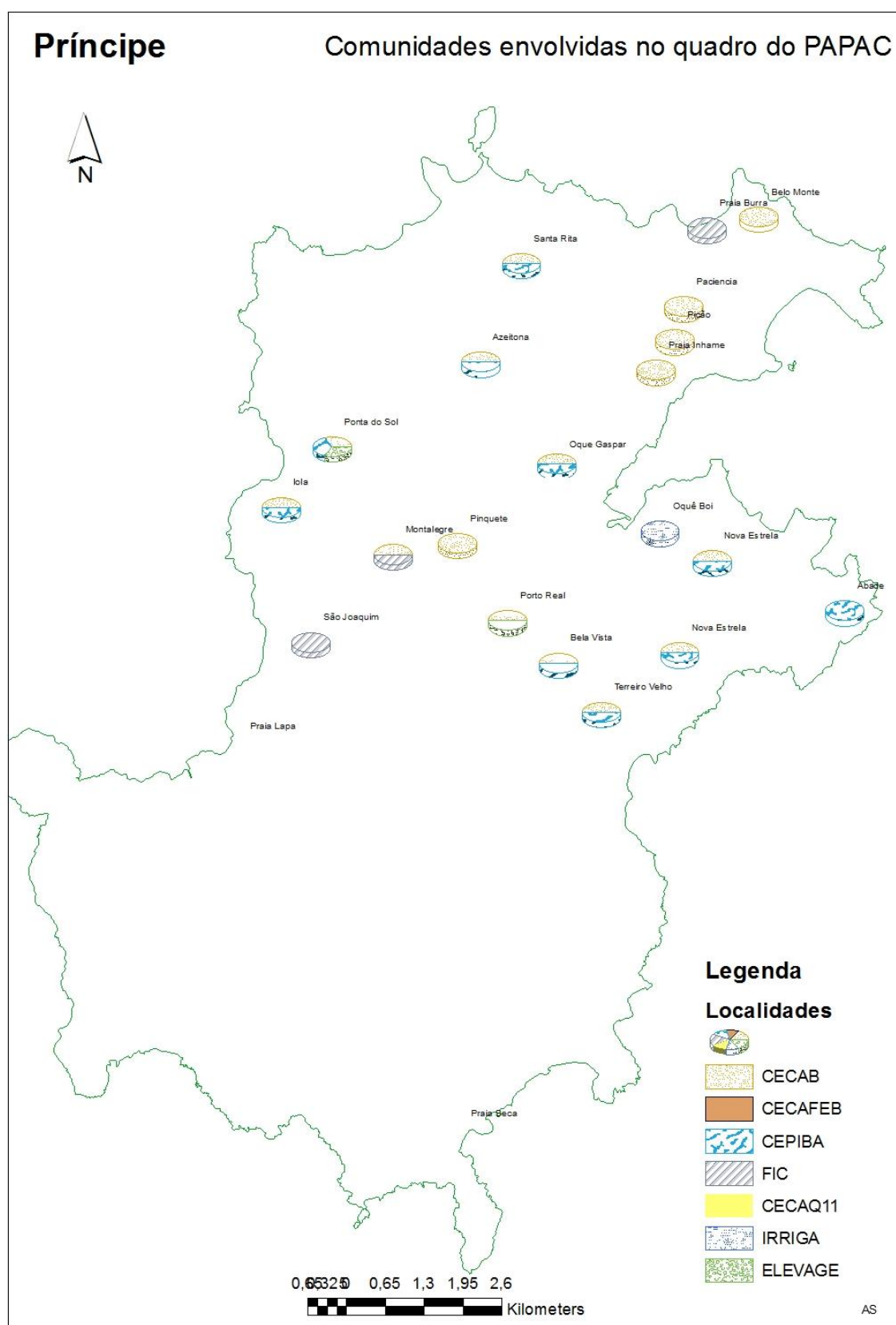
Sigles et acronymes

AEF	Analyse Economique et Financière
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AGRIFAPA	Association pour la gestion du programme de développement de l'agriculture familiale et de la pêche artisanale
ANO	Avis de Non Objection
AT	Assistance Technique
ATP	Assistance technique Permanente
BAfD	Banque Africaine de Développement
CADR	Centre d'Appui au Développement Rural
CAO	Contrat Annuel d'Objectifs
CE	Communauté Européenne
CECAB	Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique
CECAFEB	Coopérative d'Exportation de Café Biologique
CECAQ 11	Coopérative d'Exportation de Cacao de Qualité
CEPIBA	Coopérative d'Exportation de Poivre et Vanille
CIAT	Centre de Recherche en Agronomie Tropicale
CL	Cadre Logique
CNP	Comité National de Pilotage
COPIL	Comité de Pilotage
CTH	Centre de Traitement Humide
CTHT	Centre Technique Horticole de Tamatave
CTS	Centre de Traitement Sec
Db	Dobra
DCP	Document de Conception du Projet
DRF	Demandes de Retrait de Fonds
DT	Document de Travail
EUR	Euro
FENAPA	Fédération Nationale des Petits Agriculteurs
FIC	Fonds d'Infrastructures Communautaires
FIDA	Fons International de Développement Agricole
FLOCERT	Organisme de Certification
GAG	Goutte à Goutte

GEF (FEM)	Fonds pour l'Environnement Mondial
GEPA	Entreprise de Commerce Equitable (Allemagne)
Hom & Ter	Entreprise partenaire de la CEPIBA
IDH	Indicateur de Développement Humain
KAOKA	Entreprise Chocolatière, partenaire de la CECAB
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MFF	Mécanisme Flexible de Financement
PAPAC	Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale
PAPAFPA	Programme Participatif d'Appui à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAPAF	Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRIASA	Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuels
RAF	Responsable Administratif et Financier
RMP	Revue à Mi-Parcours
RSE	Responsable du Suivi-Evaluation
SE	Suivi-Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SMART	Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel (indicateur SMART)
SMRO	Système de Mesure des Résultats Opérationnels (en anglais, ORMS : Operational Results Measurement System)
SP	Sans Prévision
STP	São Tomé et Príncipe
STD	São Tomé Dobra
SYGRI	Système de Gestion axé sur les Résultats et Impacts (en anglais, RIMS: Results and impact management system)
TdR	Termes de Référence
TOMPRO	Progiciel comptable et de gestion de Projets
UCP	Unité de Coordination de Programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZT	Zone Tampon

Carte de la Zone d'intervention du PAPAC





A. Introduction¹

1. Du 09 au 28 octobre 2017, une mission conjointe Fonds International de Développement Agricole (FIDA) – Gouvernement de São Tomé et Príncipe (STP) a procédé à la revue à mi-parcours (RMP) du PAPAC. L'objectif de la mission était d'apprécier les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement et les résultats escomptés et de mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs, des constats et recommandations visant à renforcer ou à corriger éventuellement la stratégie du projet. De manière plus spécifique, la RMP devait procéder à : (i) analyser les performances du projet par composante et ses premiers effets sur les groupes cibles; (ii) mesurer les progrès réalisés dans la gestion du projet, le suivi-évaluation et la gestion administrative et financière ; (iii) documenter les leçons apprises et identifier les facteurs importants qui facilitent ou handicapent la mise en œuvre du projet ; (iv) analyser les perspectives et la durabilité des réalisations du projet après son achèvement ; (v) réviser les coûts du projet et actualiser l'analyse économique et financière ; et (vi) formuler des recommandations pour orienter la mise en œuvre du PAPAC au cours de la période restante du projet.

2. La mission a rencontré Monsieur Teodorico de Campos, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Monsieur José Cardoso Cassandra, Président de la Région Autonome du Príncipe, et les partenaires de mise en œuvre du PAPAC incluant le Coordonnateur du Cabinet de l'Ordonnateur National du FED, la Coordonnatrice du PRIASA II, la Coordonnatrice du Projet Changements Climatiques, le Directeur de l'Élevage, et le Responsable de la Cellule Micro Irrigation/MADR. Elle a également tenu des séances de travail avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP), les Présidents et Directeurs Exécutifs des coopératives appuyées par le projet (CECAB, CECAQ 11, CECAFEB, et CEPIBA), pour analyser notamment le rapport d'avancement des activités du projet pour la période 2015 – 2017, et la revue des activités prioritaires du projet pour la période restante d'exécution du PAPAC (2018 – 2020). La mission a également visité et échangé avec des bénéficiaires d'un échantillon représentatif des réalisations du PAPAC comprenant notamment les plantations et unités de transformation de cacao, café, et poivre, ainsi qu'une porcherie, un poulailler, et des systèmes de micro irrigation en cours d'expérimentation.

3. Une réunion de pré-restitution du travail de la mission s'est tenue le 26 octobre avec la participation de l'UGP et des coopératives. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont fait l'objet d'échanges élargis aux parties prenantes au cours d'un atelier de restitution/validation des résultats de la RMP, tenu le 27 octobre et présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement de São Tomé et Príncipe, pour l'accueil dont elle a bénéficié. Elle tient tout particulièrement à renouveler ses remerciements à l'UGP ainsi qu'aux partenaires et bénéficiaires pour leur disponibilité, la qualité des contributions et des échanges, ainsi que pour la bonne organisation des visites de terrain.

B. Informations de base sur le Projet

4. L'Accord de financement conclu entre le Gouvernement de la République Démocratique de São Tomé et Príncipe et le FIDA signé le 29 septembre 2014, est entré en vigueur à la même date de sa signature pour une durée de 6 ans. Le premier décaissement a été effectué en décembre 2014 et l'atelier de lancement a été organisé en janvier 2015. La date d'achèvement du projet est le 30 septembre 2020 et la date de clôture est le 31 mars 2021.

5. L'objectif global du projet est de continuer le chemin entrepris par les ex-projets PNAPAF et PAPAFA dans la réduction de la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. Son objectif spécifique est de fournir aux ménages ruraux les plus vulnérables, des opportunités durables d'accès à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne.

6. Le PAPAC est structuré en quatre composantes: Composante 1: Développement des plantations familiales; Composante 2 : Consolidation des organisations de producteurs; Composante 3 : Nouveaux domaines d'intervention ; Composante 4 : Coordination, gestion et suivi - évaluation du projet. Le nombre

¹La mission était composée de M. Damien Ngendahayo, chef de mission ; M. Bernard Adrien, expert des composantes techniques ; Mme Anne Françoise Thierry, spécialiste du suivi-évaluation ; Mme Sophie Teyssier, spécialiste de l'analyse économique et financière; et Mme Oumou Touré, spécialiste des aspects fiduciaires. M. Vincenzo Galastro, CPM FIDA, a rejoint la mission du 19 au 28 octobre. La partie gouvernementale était représentée par M. Início da Cruz Q. da Silveira, Point focal du PAPAC auprès du MADR.

prévu de bénéficiaires est de 4 750 ménages ruraux, soit 18 500 habitants, dont 30% de femmes et 30% de jeunes (15 à 35 ans). Le projet intervient sur l'ensemble du territoire national.

7. Le coût total du projet s'élève à 9,854 millions USD répartis comme suit : (i) FIDA (Don) : 6,002 millions USD (60,9%) ; (ii) AFD: 0,706 millions USD (7,2%) ; (iii) Gouvernement : 0,917 millions USD (9,3%) ; (iv) Bénéficiaires : 1,047 millions USD (10,6%) ; et (v) Gap financier : 1,183 millions USD (12,0%).

8. **Gap financier.** A ce jour, le gap financier n'a pu être mobilisé, ce qui provoque un écart de financement de 1 183 000 USD par rapport à la conception du projet. A ce jour, le projet enregistre également un manque à gagner total prévisionnel d'ici à la clôture, d'environ 250 000 USD, dû à la fluctuation du taux de change du dollar américain. Ainsi, le montant du financement FIDA disponible pour toute la durée du projet s'élève à un équivalent de 5,75 millions USD au lieu de 6.002 millions USD initialement prévu. En tenant compte du gap financier non encore comblé, un redimensionnement du projet et une réduction de la durée de son exécution ont été proposés par la mission pour prendre en considération les ressources disponibles pour la période restante de mise en œuvre du PAPAC.

C. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

9. **Pertinence.** La pertinence de l'intervention du projet est justifiée par le fait que le PAPAC poursuit la consolidation des filières axées sur la petite agriculture commerciale, dont le développement a été appuyé par le PAPAFA, en vue (i) de renforcer la viabilité institutionnelle, financière, et technique des trois coopératives créées entre 2007 et 2010 (CECAQ 11, CECAFEB et CEPIBA), et (ii) d'assurer l'accroissement d'échelle de ces trois coopératives et de celle de la CECAB créée en 2003 par l'inclusion dans les quatre coopératives de nouveaux ménages pauvres qui ne disposent pas de revenus suffisants pour accéder à la sécurité alimentaire. Ainsi, les activités prévues à la conception pour les deux premières composantes du PAPAC sont jugées pertinentes du fait qu'elles contribuent à atteindre ces deux objectifs.

10. Contrairement aux deux premières composantes, la troisième composante a une dimension innovatrice ; elle s'appuie sur l'expérience acquise par le FIDA dans d'autres contextes pour la micro-irrigation et sur les premiers résultats de pilotes techniques mis en place à São Tomé pour l'élevage à partir de 2013, notamment avec l'appui de la BAfD et de la coopération taïwanaise. Les deux domaines nouveaux d'intervention (micro-irrigation et petit élevage) ont été identifiés pour la première moitié de mise en œuvre du PAPAC (2015 – 2017) ; ils se situaient dans le cadre d'une vision à moyen et long terme des évolutions, opportunités et défis à venir pour le secteur rural du pays.

11. Force est de constater que les objectifs définis dans le cadre du document de conception du projet (DCP) pour la micro irrigation peuvent à ce jour paraître irréalistes (1 000 bénéficiaires pour 20 ha), en raison du fait qu'il s'agit d'un nouveau domaine d'activité, encore pratiquement méconnu dans le pays et que par conséquent, la définition de systèmes adéquats, l'importation et la vente des matériels nécessaires et l'appui technique ne sont pas encore en place.

12. En ce qui concerne le petit élevage, le PAPAC prévoyait deux opérations pilotes visant à tester la faisabilité d'un modèle associant dans chaque filière, un producteur/transformateur privé national et des ménages paysans appartenant au groupe cible du PAPAC. Les deux partenaires privés identifiés au cours de la préparation du projet ne se sont finalement pas montrés à la hauteur des attentes, et une évaluation de la faisabilité du modèle ne s'est pas révélée positive.

13. Le PAPAC est aligné aux stratégies et politiques nationales en matière de réduction de la pauvreté, développement rural et sécurité alimentaire, et gestion durable des ressources naturelles. En particulier, le projet s'insère dans (i) le Programme « Incitation à la production et à la productivité des cultures d'exportation » de l'axe 2 de la Seconde Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (2012-2016) ; (ii) le Sous-programme 1.2 « Développement des cultures d'exportation » de la Charte actualisée de politique agricole, du développement rural, et des pêches (septembre 2006); (iii) la Composante 1.1 « Amélioration de la productivité des productions végétales » et le Sous-programme II « Valorisation et commercialisation des produits agricoles » du Programme National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (juillet 2012). Le projet est en cohérence et complémentarité avec le Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PRIASA II) financé par la BAD, et le Projet d'Appui aux Filières Agricoles d'Exportation en voie de démarrage sur financement de l'Union Européenne. Il bénéficie également de l'assistance technique apportée par l'Agence Française de Développement (AFD).

14. La stratégie d'intervention du PAPAC est en conformité avec les politiques du FIDA en matière de (i) ciblage et genre, (ii) conseil agricole et organisation du monde rural, (iii) collaboration avec le

secteur privé, et (iv) gestion durable des ressources naturelles. Le projet contribue également à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable. Le PAPAC est également en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) post-2015, et plus particulièrement ceux en lien avec les domaines suivants : « pas de pauvreté » (1^{er} objectif), « sécurité alimentaire et nutritionnelle » (2^{ème} objectif), « égalité des sexes et autonomisation des femmes » (5^{ème} objectif), et « gestion des ressources naturelles terrestres » (15^{ème} objectif).

15. **Evolution de l'environnement de mise en œuvre du PAPAC.** Politiquement, la période de mise en œuvre du PAPAC a été marquée par des élections législatives (2014) et présidentielles (2016) qui se sont déroulées dans le calme et n'ont pas perturbé l'exécution des activités du projet. La zone d'intervention du projet n'a pas été épargnée par les effets négatifs liés aux changements climatiques. En effet, une période plus longue de la saison sèche (6 mois au lieu de 4) a été observée, surtout à partir de 2014. La sécheresse a affecté notamment le volume de production des trois cultures d'exportation appuyées par le projet, mais les données sur les effets négatifs induits par cette sécheresse ne sont pas disponibles. Il convient également de mentionner que les prix mondiaux du cacao, du café, et du poivre ont fortement chuté entre 2014 et 2017. Cependant, leur prix FOB moyen et le prix au producteur n'ont pas baissé dans les mêmes proportions du fait que les coopératives concernées se sont positionnées sur des marchés de niche de commercialisation de produits biologiques. En effet, la baisse considérable des prix internationaux a été compensée en partie par les primes de qualité et de certification (biologique et commerce équitable). Ceci est un bon indicateur de la résilience des coopératives appuyées par le PAPAC aux chocs induits par la variation des prix mondiaux des produits de ces coopératives.

16. **Efficacité.** L'efficacité du projet est appréciée à travers le niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs cumulés en termes de réalisations physiques et financières. En prenant en considération les réalisations en cours² du projet, l'état d'avancement de l'exécution des activités majeures du PAPAC au 31 décembre 2017 se présente comme suit: (i) 4 102 personnes formées aux méthodes/techniques de production agricole (94% de la cible du projet à son achèvement); (ii) 93 groupes (associations) de production créés/renforcés (98%); (iii) 2 430 ha de superficies réhabilitées (96%); (iv) 686 nouveaux planteurs appuyés (72%); (v) 70 installations de transformation (séchoirs) aménagés/remises en état (90%); (vi) 15 installations de stockage (magasins et bacs fermentation) mises en place (83%); (vii) 615 personnes formées à la gestion des infrastructures (154%); (viii) 4 078 membres des groupes de commercialisation formés/consolidés (98%); (ix) 1 034 personnes formées aux affaires et entrepreneuriat (112%) incluant la gestion, comptabilité, commercialisation, plan d'affaires, gouvernance, etc.; (x) 0,08 ha de superficie de périmètre de (micro)-irrigation aménagés ou réhabilités (0,4%); (xi) 14 ménages équipés et formés en micro-irrigation (1%); (xii) 32 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (32%); (xiii) 4 124 ménages touchés (87% de l'objectif global du projet), soit 16 496 personnes bénéficiaires des services du projet dont 50% de femmes).

17. Il ressort de ce qui précède que, à l'exception de la micro-irrigation et la production animale (volaille et porcs) qui représentent 8,7% du financement du projet, le taux de réalisation des produits attendus varie de 72% à 154% pour les activités majeures du PAPAC, ce qui est globalement satisfaisant à mi-parcours du projet. Des disparités importantes existent cependant entre coopératives, particulièrement au niveau de la production commercialisée, avec la CECAFEB et la CEPIBA qui n'atteignent pas 50% de la cible du projet. Il convient également de noter que le projet a enregistré des progrès significatifs dans l'exécution financière du PTBA: 36,4% en 2015, 89% en 2016, 56% sans engagement au 30 septembre 2017, et environ 100% au 31 décembre 2017 (prévision) avec engagements signés³.

18. La réalisation des produits ci-dessus mentionnés va permettre aux coopératives de commercialiser en 2017 (estimation au 31 décembre 2017) 1 050 tonnes pour la CECAB (62% de la cible du projet), 350 tonnes pour la CECAQ 11 (70%), 12,5 tonnes pour la CECAFEB (21%), et 15 tonnes pour la CEPIBA (43%). En ce qui concerne l'autosuffisance financière (Point d'équilibre atteint), seules les deux coopératives d'exportation de cacao ont atteint cet objectif : CECAB depuis 2012 et CECAQ 11 à partir de janvier 2018. Il est prévu que CEPIBA et CECAFEB atteignent l'autosuffisance financière respectivement en 2019 et 2020.

19. Il est à noter que l'UGP, impliquée antérieurement dans la gestion et coordination du PAPAFA, a également assuré la gestion de la composante GEF⁴ « Approche systémique intégrée pour la gestion et la conservation de la biodiversité dans les zone tampons des parcs naturels Obo de STP ». La cellule

² Prise en compte du niveau d'exécution des activités au 31 décembre 2017, suivant les estimations des 4 coopératives

³ La plupart des dépenses des coopératives se font entre octobre et décembre

⁴ Composante intégrée initialement au PAPAFA et au PAPAC à partir de 2015

infrastructures de l'UGP a été également sollicitée par le PRIASA/BAD pour assurer la mise en œuvre de sa composante « infrastructures ». La capacité à conduire de telles activités de manière concomitante à la gestion technique et financière du projet est une preuve supplémentaire d'efficacité du PAPAC.

20. **Efficience.** La mission note que la mise en œuvre du PAPAC se fait à un rythme soutenu de consommation des fonds avec un taux de décaissement des fonds FIDA alloués au projet qui passe de **51% à 75%** entre le 07 octobre 2016 (date de la dernière supervision) et le 30 septembre 2017. L'analyse des dépenses par catégorie (engagements inclus) indique par ailleurs que les coûts d'opérations du projet (salaires + fonctionnement) sont acceptables; ils représentent **26%** des dépenses globales contre **35%** prévu à la conception. Par contre, les dépenses de la sous-composante « Coordination et administration du projet » représentent **23%** des dépenses globales contre **16%** prévu à la conception.

21. Pour la période restante de mise en œuvre du PAPAC, le projet se concentrera plus sur les aspects d'autonomisation des coopératives et ceux liés aux investissements directs en faveur des petits producteurs. Cette période sera également marquée par un désengagement progressif de l'UGP matérialisé par les mesures ci-après convenues avec l'UGP:

- Réduction d'environ 70% des effectifs du personnel (23 en 2017, 7 en 2018, et 5 en 2019) et 60% de la masse salariale annuelle (245 000 Euros en 2017 à 107 000 Euros en 2018 et 86 000 Euros en 2019). Ainsi, les salaires représenteraient 19% des coûts du projet pour la période 2018-2019, et ne subiront pas d'augmentation à partir de janvier 2018. *La mission recommande ainsi de remettre les lettres de préavis au personnel concerné au plus tard le 31 octobre 2017 et de s'attacher les services d'un juriste pour assurer le respect de toutes les dispositions contractuelles;*
- La cellule technique et la cellule infrastructures sont supprimées. Il en est de même des missions de l'UGP à l'extérieur du pays ;
- Les fonds du projet alloués aux coopératives seront consacrés en priorité aux investissements de production pour renforcer la base productive des petits planteurs. La prise en charge des coûts de fonctionnement des coopératives n'ayant pas encore atteint leur autonomie financière (CECAFEB et CEPIBA) sera dégressive (50% en 2018 et 25% en 2019 sur la base des plans de leur dépenses) afin que ces coûts soient supportés en totalité par ces coopératives à partir de 2020. Pour les salaires du personnel de ces coopératives, le projet prendra en charge uniquement ceux des techniciens et socio-techniciens, également de manière dégressive (50% en 2018 et 25% en 2019). Les salaires des Directeurs exécutifs seront supportés exclusivement par les coopératives.

22. **Décaissements.** Au 30 septembre 2017, les taux de décaissement effectif sont estimés respectivement à **75%** pour les deux dons FIDA, **17%** pour le don AFD, **15%** pour le Gouvernement, et **7%** pour les Bénéficiaires. Par source de financement, les taux prévisionnels de réalisation financière au 31 décembre 2017 seraient de **92%** pour les deux dons FIDA (avance initiale incluse), **39%** pour l'AFD sur l'accord signé de 500.000 Euros. Ces projections laissent apparaître des soldes disponibles de **1,2 millions USD** sur les deux dons FIDA au 31 décembre 2017, et 305.000 Euros sur le don AFD, dont **200 000 Euros** hors engagement. Au vu de ce qui précède, le PAPAC pourrait anticiper sa date d'achèvement et de clôture. *La mission recommande que les dates d'achèvement et de clôture initialement prévues au 30 septembre 2020 et au 31 mars 2021 soient ramenées respectivement au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020.*

23. **Rôle du MADR dans la mise en œuvre du PAPAC.** La mission encourage fortement la participation plus active du MADR, en sa qualité d'Agent principal du projet et responsable de son exécution, dans le suivi des activités du PAPAC. A cet effet, les missions de suivi et supervision des activités de terrain par le Comité de pilotage et les services centraux du MADR devraient être intensifiées. Pour permettre à ces institutions d'assurer le suivi/supervision rapproché des activités du projet, *il a été convenu avec l'UGP de rétrocéder au MADR les véhicules et équipements (ordinateurs, etc...) qui seront disponibles à partir de janvier 2018 suite à la réduction du personnel du PAPAC.* Aussi, des formations locales des cadres du MADR pourront être prises en considération dans le PTBA 2018 sur la base d'un plan de formation agréé de commun accord avec le FIDA.

24. La réflexion engagée par le MADR sur la restructuration de la filière café constitue une bonne initiative. A travers le PAPAC, le FIDA se joindra aux autres intervenants (ex. AFD) pour participer au processus de formulation d'une stratégie à long terme de développement de cette filière, sur la base de la capitalisation des acquis du PAPAC. Il en est de même de la stratégie en cours de préparation sur l'irrigation avec l'appui du PRIASA/BAD.

25. **Note stratégique pays.** Au cours du deuxième semestre 2018, le FIDA et le Gouvernement prépareront une Note stratégique pays pour cadrer les investissements prioritaires dans les années à venir, en vue de permettre l'éligibilité de São Tomé et Príncipe à toute éventuelle mobilisation de ressources à travers l'allocation du FIDA pour la période 2019-2021. Dans le domaine de l'irrigation, la Note stratégique capitalisera les expériences de micro irrigation testées avec succès par le PAPAC, et intégrera les activités retenues comme étant prioritaires par le MADR.

D. Produits et effets

Composante 1: Développement des plantations familiales (Voir DT 1 pour plus de détails)

26. La composante 1 « Développement des plantations familiales » est mise en œuvre par les quatre coopératives appuyées par le PAPAC avec chacune desquelles l'UGP a signé une Convention Triennale d'Appui (2015-2017) précisée annuellement par un Contrat Annuel d'Objectifs (CAO). Les CAO définissent également, pour chaque coopérative, un certain nombre d'actions / résultats rentrant dans le cadre de la composante 2 « Renforcement des Organisations de Producteurs (OP) » mises en œuvre par la coopérative et / ou par l'UGP.

(i) Intégration de nouvelles communautés/planteurs

27. Le cadre logique du projet indique qu'à l'achèvement du PAPAC en 2020, 95 groupes de production (associations) auront été créés / renforcés. A mi-parcours⁵, il est remarquable de constater que le niveau global d'atteinte est très satisfaisant (proche de 100%). Il est prévu que ces groupes comprennent un total de 4 350 personnes formées aux méthodes / techniques de production agricole. A mi-parcours, le niveau global d'atteinte est de près de 94%. Pour cet indicateur, la CECAFEB est la coopérative ayant le plus à faire pour atteindre son objectif (elle en est à 67% actuellement). En outre, le projet devait appuyer 950 nouveaux planteurs (>30% femmes et >30% jeunes). A mi-parcours, le niveau global d'atteinte est de près de 72%. CECAFEB et CECAQ 11 sont donc les deux coopératives encore le plus loin de leurs objectifs (43% et 69% respectivement).

(ii) Création, rénovation, densification, et amélioration des plantations

28. En ce qui concerne l'objectif du PAPAC de réhabiliter 2 535 ha à l'achèvement du projet, le niveau global d'atteinte de cet objectif est de près de 96% à mi-parcours (en prenant en considération les projections au 31 décembre 2017). Il existe cependant de fortes disparités entre deux coopératives ayant déjà largement dépassé leurs prévisions (CECAB et CEPIBA, avec 130 % et 135 % respectivement) et les deux autres qui en sont très en-deçà (CECAQ 11 et CECAFEB, avec 78 % et 53 % respectivement).

CECAB⁶

29. La réhabilitation de la cacaoyère continue à être l'un des axes principaux de la coopérative. Les prévisions des PTBA entre 2015 et 2017 étaient sensiblement les mêmes et les objectifs quantitatifs définis pour la période 2015-2017 ont été globalement atteints : la CECAB a (i) réalisé la totalité du programme de taille de production (316 hectares en moyenne par an, pour 300 prévus : **106%**), (ii) la sélection, le marquage et le suivi de 1 236 cacaoyers « élites » utilisés pour produire les greffons (au lieu des 1 200 prévus pour 3 ans : **102%**), (iii) la taille et greffage de régénération de 37 000 arbres improductifs en moyenne par an (objectif de 30 000 : **123%**), (iv) la production de 55 000 plants greffés plantés en moyenne par an (pour une prévision de 50 000 par an : **110%**), (v) la production de 6 650 plants forestiers par an en moyenne (au lieu des 4 000 prévus : **166%**), (vi) l'organisation de sessions d'échange d'expérience entre paysans (région côtière et zones d'altitude). En matière de replantation, les appuis du PAPAC à la CECAB en 2017 ont porté principalement sur les quatre communautés qui ont rejoint la CECAB à partir de 2016. La CECAB ne recevra plus d'appuis du PAPAC, à partir de 2018, pour la réhabilitation / le développement des plantations.

30. Les techniques de plantation/réhabilitation ci-dessus mentionnées, initiées en 2012, ont déjà eu un impact significatif sur la production. En termes de commercialisation, la CECAB a produit 1 019 tonnes en 2015, 974 tonnes en 2016 (soit légèrement moins que l'objectif annuel de 1 000 tonnes) et prévoit 1 050 t en 2017 (pour une prévision initiale de 1 200 tonnes). La production totale sur la période de 2015-2017 devrait donc atteindre environ 3 043 t (soit une moyenne annuelle de 1 014 t : **100%** de

⁵ Prise en compte du niveau d'exécution des activités au 31 décembre 2017, suivant les estimations des 4 coopératives

⁶ Les données présentées ci-après pour les 4 coopératives proviennent de la cellule Suivi-Evaluation du PAPAC ; elles correspondent à la période 2015-2017 (jusqu'à fin août 2017)

l'objectif). Le prix moyen FOB sur la période était d'environ 2 650 euros la tonne, pour un prix au producteur de 50 862 Dobras (Db) le kilo. A souligner que le prix moyen FOB au cours du 1^{er} semestre 2017 n'a été que de 2 420 euros la tonne (contre 2 705 en prévision annuelle), du fait de la baisse considérable des prix internationaux, néanmoins compensée en partie par les primes de qualité et de certification (biologique et commerce équitable) ; le prix moyen au producteur a dû être revu à la baisse (46 550 Db par kg sec contre les 51 450 prévus).

CECAQ 11

31. Comme pour la CECAB, et sur la base de techniques largement similaires, la réhabilitation de la cacaoyère continue à être l'un des axes prioritaires de la coopérative, avec toutefois des performances relativement moindres que celles de la CECAB. Entre 2015 et 2017, en moyenne annuelle, 262 ha sur les 400 ha prévus (**66%**) ont pu bénéficier d'appui à la taille de production et près de 300 ha (sans donnée de prévision⁷) ont pu bénéficier d'appui au réglage de l'ombrage. Les plants de cacaoyers sélectionnés de type « *amelonado* » produits en 2015 ont été plantés. Des difficultés liées à la mise en place des pépinières n'ont en 2016 permis que la production de 25 000 plants greffés (50 000 prévus : **50%**) et la situation s'est améliorée en 2017 avec la production de 70 000 plants (jusqu'à fin août 2017). Un total d'environ 26 250 plants greffés (pour une prévision de 150 000 : **18%**) a donc été produit et planté en moyenne annuelle, de même que près de 61 000 plantes non greffées (sans donnée de prévision).

32. Le sulfate de cuivre nécessaire à la réalisation du programme de lutte contre le mildiou sur 1 700 ha (une fois par an sur l'ensemble de la surface) a été mis en place dans les communautés et les pulvérisations réalisées. CECAQ 11 fait néanmoins état de difficultés à obtenir les quantités désirées auprès du magasin d'intrants agricoles du MADR (à un prix fortement subventionné) et que par ailleurs une proportion significative de producteurs se montrent encore réticents à effectuer cette opération en raison de la main-d'œuvre qu'elle implique. L'utilisation de compost est en principe systématique au niveau des pépinières et lors des plantations sur champ, mais, même s'il est reconnu par la coopérative que le compost améliore la qualité des plants de façon très significative, son coût de production et d'acheminement en limite considérablement l'utilisation. La recherche d'une solution à cette question (éventuellement, production de compost au niveau des exploitations individuelles) serait à approfondir⁸. Enfin, les 5 000 plantes forestières prévues ont été produites au cours de la période. Certaines de ces activités sont désormais financées sur fonds propres de la coopérative, à partir de 2017: sulfatage, production et plantation de plants forestiers.

33. En termes de commercialisation, la CECAQ 11 a acheté 250 tonnes en 2015, 275 tonnes en 2016 (soit légèrement moins que l'objectif annuel de 300 tonnes) et envisage d'acheter 350 t en 2017 (pour une prévision initiale de 350 tonnes : **100%**). La production totale sur la période de 2015-2017 devrait donc atteindre 875 t (soit une moyenne annuelle de 291 t : **97%**). Le prix moyen FOB sur la période était d'environ 2 930 euros la tonne, pour un prix au producteur de 50 333 Db le kilo. Comme la CECAB, la coopérative a souffert de la forte baisse des prix du cacao sur les marchés internationaux.

CECAFEB

34. Sur la période 2015-2017, les résultats en termes de production de plants et de plantation effective de pieds de robusta ont été très en-deçà des prévisions (25 000 plants produits, 10 000 plantés pour une prévision de 50 000 et 40 000 respectivement : **50% et 25%**) ; la situation a été l'inverse pour l'arabica (47 380 plants produits et 44 380 plantés, pour une prévision de 45 000 et 40 000 respectivement : **105% et 111%**). Il était en outre prévu le traitement sanitaire de 310 ha d'arabica, réalisé sur seulement 88 ha (**28%**). Pour 2017, il est prévu la production et plantation de 40 000 plants d'arabica et 15 000 de robusta, le traitement phytosanitaire de 310 ha d'arabica avec du Dipel et la régulation d'ombrage sur 30 ha de robusta. A la fin du 1^{er} semestre 2017, presque la moitié des plants d'arabica ont été produits et plantés, la moitié de la régulation d'ombrage a été réalisée et près de 11 000 plants de robusta ont été distribués.

35. La collecte d'arabica a été d'un niveau très faible en 2015 (3 272 kg de café arabica sec dont 3 tonnes ont été exportées) contre 14 tonnes en 2014. Au cours de l'année 2016, la CECAFEB a collecté 16,766 tonnes de cerises « arabica » et 6,181 tonnes de cerises « robusta », soit l'équivalent de 4 tonnes de café vert « arabica » (pour une prévision de 7 tonnes : **57%**) et 2 tonnes de « robusta » (pour une prévision de 3 tonnes : **66%**). En 2016, la collecte de robusta a été en légère progression par rapport à

⁷ Les PTBA entre 2015 et 2017 contiennent un nombre limité d'indicateurs, ce qui ne permet pas une comparaison systématique des prévisions et réalisations.

⁸ La CECAFEB mentionne qu'un groupe de producteurs a réalisé cette activité à titre expérimental mais que l'expérience n'a pas été couronnée de succès.

celle de 2015 (1,87 t en 2015). La faiblesse de la collecte de la CECAFEB constatée en 2015 et 2016 par rapport à 2014 est liée aux facteurs naturels (période sèche en début d'année, problèmes phytosanitaires) et surtout économiques : le marché interne n'est pas encore saturé et les prix obtenus par les producteurs qui écoulent (directement ou via des intermédiaires) leur production sur ce marché sont nettement supérieurs à ceux envisageables à l'exportation, qui servent de base au prix au producteur pratiqué par la CECAFEB. Pour 2017, il est prévu la commercialisation de 12,5 tonnes de café sec, avec un accroissement du prix au producteur (15 000 Db par kg de cerises contre 12 000 Db précédemment). Le prix moyen FOB (arabica vert) sur la période était d'environ 5 300 euros la tonne⁹, pour un prix au producteur de 13 000 Db le kilo.

36. Les achats de café aux producteurs ont été inférieurs aux prévisions en 2017 en raison (i) d'une période de sécheresse en début d'année ayant entraîné d'importantes pertes, (ii) des difficultés de trésorerie pour l'achat de cerises et simultanément, et (iii) du fait qu'un certain nombre de membres ne remettent pas leur production à la coopérative. En outre, la coopérative cherche à étendre ses ventes de café torréfié sur les marchés national et régional.

37. Il convient de souligner que le traitement phytosanitaire ne peut plus être fait avec du Dipel, qui ne fait plus partie des produits biologiques, et une alternative doit être trouvée. La mise en place de pièges artisanaux à scolytes n'a semble-t-il pas encore permis d'atteindre une densité suffisante et il n'est pas garanti que cette mesure permette de réduire sensiblement les attaques de « broca ». La mission a également noté une utilisation significative de compost organique¹⁰.

CEPIBA

38. La culture du poivre continue à s'étendre d'année en année sur la base de plantations complètement nouvelles (contrairement aux filières cacao et café biologiques, pour lesquelles les appuis du PAPAC visent essentiellement la réhabilitation et densification de parcelles existantes et pour la plupart anciennes). La CEPIBA a ainsi intégré un nombre croissant de nouveaux producteurs en 2016 et 2017, à São Tomé comme à Príncipe, en continuant à appuyer les femmes pour la réalisation des trous nécessaires à la plantation.

39. La CEPIBA est loin de canaliser l'intégralité de la production issue des actions développées avec l'appui des projets successifs (PAPAFPA puis PAPAC) : elle estime qu'entre 20 et 50% de la production de ses membres en 2016 a échappé à ses circuits de commercialisation au profit d'acheteurs locaux.

40. Sur la période 2015-2017, les réalisations ont été les suivantes (en moyenne annuelle) : nouvelles plantations sur 7,53 ha (contre 3 prévus), préparation d'environ 7 200 trous pour l'aide aux femmes (contre 11 700 prévus), production et distribution de 31 200 plants pour de nouveaux agriculteurs (contre 35 100) et enfin production, distribution et plantation de 17 100 pieds de *flemingia*¹¹ (contre 40 100 prévus). Même si ces données moyennes devraient s'améliorer d'ici fin 2017, il semble que l'atteinte des objectifs fixés sera relativement faible en ce qui concerne l'ouverture de trous et la distribution de plantes de *flemingia*.

41. La collecte de 2015 a été de 7,22 tonnes d'équivalent poivre sec ; celle de 2016, de 13,5 t, a été beaucoup plus importante que celle des années précédentes (10 tonnes en 2014). Outre des conditions climatiques plus favorables que celles de 2015, cet accroissement de la collecte en 2016 est dû à la poursuite de l'entrée en production des plantations « PAPAFPA », notamment dans l'île de Príncipe (1,9 t en 2015, 3,4 t en 2016) mais également, selon toute vraisemblance, à une certaine saturation des circuits informels et à la mise en place de l'approche contractuelle. Pour 2017, la production commercialisée prévue est de 15 t ; la production totale sur la période 2015-2017 s'élèverait donc à 35,37 t (soit 11,8 t en moyenne par an sur la période). Le prix moyen FOB (poivre blanc) sur la période était d'environ 12.666 euros la tonne, pour un prix au producteur de 188.650 Db le kilo.

(iii) Actions prioritaires

42. Chaque coopérative dispose encore d'un vaste potentiel de parcelles à réhabiliter / mettre en valeur, et il est clair que la stratégie de développement de chacune d'elles au cours des 3 prochaines années (et à moyen terme) consiste à prolonger / intensifier les efforts faits dans ce sens au cours de la période du PAPAFPA puis celle du PAPAC.

43. C'est pourquoi les appuis suivants sont recommandés par la mission en termes de réhabilitation / intensification des parcelles au cours de la dernière phase du PAPAC (en prenant en compte le fait que la CECAB « sort » du PAPAC à fin 2017):

⁹ Donnée 2016 non disponible.

¹⁰ 10 des 25 remorques commandées en 2017 à un opérateur privé (sur financement AFD) ont été distribuées.

¹¹ Légumineuse permettant de fertiliser le sol et accroître la rétention d'eau.

- CECAQ 11 : 10 nouveaux bénéficiaires, 10 ha, avec une prévision de production de 1,3 t de cacao sec par an à l'horizon 2022 ;
- CECAFEB : 70 nouveaux bénéficiaires, 70 ha, avec une prévision de production de 5,1 t de café sec par an à l'horizon 2022 ;
- CEPIBA : 120 nouveaux bénéficiaires, 20,8 ha, avec une prévision de production de 10,6 t de poivre sec par an à l'horizon 2022 ;

44. Le projet s'assurera que les mêmes cibles de 30% de femmes et 30% de jeunes pour les nouveaux bénéficiaires, sont maintenues au cours de la période restante de mise en œuvre du PAPAC.

Composante 2: Consolidation des Organisations de Producteurs (Voir DT 2 pour plus de détails)

(i) Volet I: Infrastructures rurales

45. Le PAPAC s'inscrit dans la droite ligne du PAPAFPA, en appuyant de façon intensive les différentes coopératives à investir dans des infrastructures « structurantes » (installations et/ou amélioration des sièges des coopératives) et des infrastructures productives (de transformation-traitement et séchage de produits).

CECAB

46. Le PAPAFPA avait déjà financé une série de modules de traitement (ensemble de bacs de fermentation, séchoirs et magasin). Une amélioration majeure de la structure de la coopérative a pris forme en 2015, avec la création du centre de traitement / stockage de Guadalupe, entièrement neuf¹². Simultanément, la CECAB a continué à augmenter la capacité de traitement sur l'ensemble des communautés de la coopérative, sur financement du PAPAC de même que sur financement propre. A fin 2017, le réseau de la CECAB compte 38 communautés, chacune équipée d'un module de fermentation / séchage. Chaque communauté est susceptible d'augmenter sa capacité de traitement au fur et à mesure que sa capacité de production augmente (montée en puissance des parcelles réhabilitées / intensifiées), et accroît alors, souvent sur fonds de la coopérative, son nombre de bacs de fermentation et de séchoirs¹³. Sur la période correspondant à la convention trisannuelle 2015-2017 entre le PAPAC et la CECAB, le PAPAC et la CECAB auront financé respectivement 28 et 20 infrastructures de fermentation/séchage. A souligner que la CECAB « retient » une partie du prix d'achat au producteur pour alimenter un fonds d'infrastructures destiné à ce genre d'investissement.

47. Les deux installations de traitement de la Coopérative (Monte Forte et Guadalupe) sont utilisées à façon en cas d'engorgement temporaire au niveau de telle ou telle association, qui peut en cas de besoin venir y sécher sa production en excès. Deux séchoirs thermiques (à gasoil) ont été acquis et installés à Guadalupe, de façon à faire face aux pics de production apparaissant au niveau des associations et à finaliser le séchage du cacao qui ne doit pas dépasser un certain pourcentage d'humidité¹⁴. Ces deux installations ont respectivement des surfaces et capacités de stockage de 320 m² pour 125 t, et 300 m² pour 115 t, ce qui, rapporté à la production / exportation annuelle actuelle (1 000 t par environ) et à la cadence des exportations, est suffisant à l'heure actuelle.

48. La CECAB a conçu en 2016 un projet d'installation de chocolaterie dans le pays, d'un montant estimé à 300 000 euros, pour lequel elle n'a pas encore trouvé de financement.

CECAQ 11

49. La coopérative a reçu un appui important du PAPAFPA en termes d'infrastructures (notamment pour la création de son siège à Mestre António en 2009), que le PAPAC est venu compléter. Selon le même schéma que la CECAB, le siège (installations « en secours » pour les associations), il dispose de 10 séchoirs¹⁵, soit une capacité totale de séchage de 80 t par an. Par ailleurs, les 20 associations de la coopérative disposeront à fin 2017 de 80 séchoirs, soit 320 t de cacao sec¹⁶). La capacité totale de CECAQ 11 avoisinera donc les 400 t par an, à comparer aux 300 t commercialisées en moyenne par an sur la période 2015-2017, ce qui lui laisse encore une certaine marge de manœuvre.

¹² Cofinancé à 40% par le PAPAC, 45% par la CECAB et 15 % par KAOKA.

¹³ La communauté elle-même participe partiellement, en finançant une partie des travaux tels qu'auvents, etc.

¹⁴ Ce pourcentage limite n'est pas toujours atteint avec les séchoirs solaires.

¹⁵ Un séchoir a une capacité unitaire de 400 kg de cacao sec en 10 jours, à raison de 200 jours d'opération par an.

¹⁶ A raison de 400 kg sec au bout de 17 jours, soit sur 11 cycles sur 200 jours par an, une capacité totale de 32 t par an.

50. La coopérative compte augmenter sa capacité de 5 séchoirs par an en 2018 et 2019 de façon à faire face à la montée en production au niveau des associations. A souligner que ce système décentralisé associé à une capacité de secours au niveau du siège permet une grande souplesse, les associations pouvant augmenter leur capacité à la demande¹⁷ et éviter ainsi des surinvestissements. Sur les 86 séchoirs que compte la coopérative (hormis au siège), 45 auront été financés par le PAPAFA, 33 par le PAPAC et 6 par la CECAQ11. PAPAFA, PAPAC et CECAQ 11 ont en outre financé respectivement 18, 2 et 1 magasins et 17, 5 et 1 bacs de fermentation. Les associations ne financent pas directement les infrastructures. En outre, la coopérative procède chaque année à des réparations sur environ la moitié du parc de séchoirs (à raison de 1 000 euros par séchoir) ; elle est en train de construire un séchoir expérimental (sur financement PAPAC) visant à tester divers matériaux de couverture (plaques de plastique et de zinc, en remplacement des feuillets en plastique souple peu durables).

51. La coopérative a récemment pu bénéficier de financements complémentaires de la part du GEF (local de préparation de gelée de gomme de cacao¹⁸, pour un montant d'environ 15 000 euros en 2015) et du PRIASA II (réaménagement du local à gelée et couverture d'un hangar/salle de réunion, pour un montant d'environ 50 000 euros en 2017).

CECAFEB

52. Sa création est relativement récente (2010), avec l'installation de son siège à Monte Café. Elle a rapidement créé son premier centre de traitement humide, en 2011 à Bem Posta, sur financement du PAPAFA (27 000 euros), puis développé son réseau de centres de traitement au cours des dernières années, avec diverses sources de financement : centre de traitement sec d'Água Casada en 2014 (PAPAFA, pour 48 000 euros, avec un renfort du PAPAC pour 10 000 euros en 2017), puis centre de traitement humide de Colónia Açoriana en 2015 (GEF, pour environ 33 000 euros) et enfin centre de traitement humide de Santa Catarina en 2016 (GEF, pour environ 33 000 euros), en liaison avec l'extension de la zone de production de café robusta dans les zones de Colónia Açoriana, Santa Catarina, Poiso Alto et Água Francisca. Le PAPAC a en outre financé des travaux au siège de Monte Café (en 2016, pour environ 57 000 euros) et la construction d'un centre de compostage à Novo Destino (en 2016, pour environ 1 500 euros). Soulignons que des investissements prévus en 2017 sur financement de l'AFD pour doter le centre de traitement sec d'Água Casada de matériel de déparchage / tri / calibrage de même que de séchoirs ne se sont pas encore matérialisés. Ce centre n'est donc pas en mesure de fonctionner selon sa vocation et n'est utilisé que pour le séchage de café, le *process* de traitement sec étant pour l'instant réalisé à Monte Café, dans les installations et avec les équipements correspondants du « projet libyen », sans garantie de pérennité.

53. La Coopérative souhaite installer un centre de traitement humide supplémentaire, à Poiso Alto, dans la mesure où elle compte déjà 50 producteurs de robusta dans la zone et que ce nombre a tendance à augmenter. Elle a intégré ce projet dans son Plan d'Affaires pour 2018 (10 000 euros, avec le PAPAC). Il serait en tout état de cause judicieux de procéder au préalable à la réalisation d'une étude qui permette de s'assurer de la faisabilité technique et économique d'un tel investissement.

54. De façon générale, la capacité de fermentation et de séchage des CTH est suffisante, dans la mesure où le séchage final est effectué dans le centre de traitement sec (théoriquement, à Água Casada, qui a une capacité de stockage de 35 t, mais de fait à Monte Café). Dans le plus grand CTH (Bem Posta), la capacité de fermentation est de 3 t avec une capacité de séchage de 3 t ; à Colónia Açoriana elle est de 400 kg et 500 kg respectivement et à Santa Catarina, de 1.500 et 600 kg respectivement. Dans le cas de Santa Catarina, il est probable que l'augmentation de la production de café robusta rendra nécessaire l'agrandissement des installations de séchage (projet soumis au PAPAC pour financement en 2019). La même remarque que ci-dessus s'impose, en termes de démonstration technique et économique du bien-fondé de cet investissement.

55. Jusqu'à présent, la coopérative se charge de l'ensemble des étapes de transformation, exportation et commercialisation. Elle a depuis 2017 mis en place un système expérimental au centre de traitement humide de Colónia Açoriana, dont elle rétrocède la gestion à l'association locale dans le cadre d'une convention et lui achète le café sous la forme « *pergamino* » et non plus cerise. Ce modèle semble prometteur et la coopérative envisage de l'étendre aux autres centres de traitement.

56. Innovation importante : la CECAFEB a initié en 2016 la torréfaction locale de café, dans l'optique d'améliorer son circuit de commercialisation sur le marché local, voire à l'export ; il a donc monté un atelier de torréfaction (avec du matériel acquis sur fonds propres, pour environ 4 000 euros) qui

¹⁷ Un séchoir de 21 m² coûte environ 3.000 euros.

¹⁸ La rentabilité de ce type de *process* doit encore démontrer, du fait notamment du coût élevé du récipient.

fonctionne à ce jour, avec une montée en puissance importante. Autre innovation déjà mise en place : la coopérative a installé deux séchoirs d'un type amélioré (avec couverture en zinc, d'un prix unitaire de 6 000 euros), sur financement GEF (à Colónia en 2015 et à Santa Catarina en 2016).

CEPIBA

57. Le siège de la coopérative a été créé à Potó, en 2001. La coopérative comporte deux centres de traitement du poivre, l'un à Rio Lima (São Tomé) et l'autre à Príncipe. Le centre de Rio Lima a été créé en 2007 sur financement du PAPAFPA ; il a dans ce cadre été équipé d'un ensemble de bacs de macération (7 en 2008, pour 3 000 euros et 8 000 en 2014 pour environ 3 500 euros), et un grand bac a été réhabilité en 2015, pour environ 2 700 euros. Le projet PAPAC a apporté son appui pour résoudre la sensible question d'approvisionnement du centre en eau potable, en finançant 2 réservoirs (en 2016, pour environ 16 000 euros) puis deux systèmes d'adduction d'eau qui se sont avérés inadéquats¹⁹.

58. Un nouveau système est en cours de construction (montant de 98 000 euros) et devrait être achevé d'ici fin janvier 2018 ; il devrait permettre de régler définitivement la question de la régularité de l'approvisionnement et surtout, celle, préoccupante, de sa qualité bactériologique. Il est intéressant de noter que le PAPAC a, dans le cas du système d'adduction d'eau de Rio Lima, repris en considération l'aspect « infrastructures sociales » qui prévalait dans le cadre du PAPAFPA : le système a été très largement surdimensionné par rapport aux seuls besoins du centre de traitement du poivre, de façon à permettre l'approvisionnement en eau à la population locale de Rio Lima (et éviter de la sorte les problèmes récurrents de « piratage » rencontrés dans le cadre du précédent système d'adduction d'eau pour ce centre).

(ii) Volet II: Appui à l'organisation et la gestion des OP

59. Le PAPAC a continué à fournir un l'appui à l'organisation et la gestion des coopératives, par le biais de l'appui à gestion administrative et financière et la comptabilité (un comptable de l'UGP « dédié »). Les coopératives ont été dotées du logiciel de comptabilité TOMPRO et le gestionnaire de bases de données du PAPAC travaille actuellement sur la mise en place de bases à CEPIBA et CECAFEB (appui à la CECAP11 sur le système que la coopérative met en place en parallèle avec une entreprise cap-verdienne) pour le suivi des ventes et productions ; ces bases devraient être finalisées d'ici novembre 2017, mais demandent encore à être accompagnées pour une réelle appropriation.

60. Les Plans d'Affaires des 4 coopératives (y compris celui de la CECAB qui ne sera plus financée par le PAPAC à partir de 2018) ont été préparés pour la période 2018-2020. Ces plans d'affaires, dont la mission s'accorde à reconnaître la qualité d'ensemble, ont bénéficié d'un appui important de l'AT sur financement AFD ; par ailleurs une mission spécifique sur la professionnalisation des coopératives a été commanditée fin 2016 par le FIDA. Un pas très significatif a ainsi été fait dans le cadre du PAPAC en termes de renforcement des coopératives et d'amélioration de leur « visibilité ».

61. La CECAFEB a également bénéficié d'un diagnostic organisationnel (sur financement AFD) dont certaines recommandations ont été mises en œuvre. Ce diagnostic visait à renforcer la cohérence interne de la coopérative et limiter la vente parallèle du café aux acheteurs ambulants. Le même exercice serait utile à la CEPIBA qui connaît des difficultés notamment à Príncipe et qui reste fragile, en termes d'ingénierie sociale et associativisme.

62. Les coopératives sont toutes dotées d'équipes techniques (techniciens et socio-techniciens) qui assistent et encadrent les producteurs. En revanche, la fonction de conseil technico-économique aux exploitations familiales n'a pas été développée, malgré une tentative en cours avec l'appui de l'AT de l'AFD sur les flux de trésorerie chez une vingtaine de producteurs de CECAFEB et CEPIBA.

(iii) Volet III : Renforcement du cadre commun aux différentes OP

63. La loi sur l'IGP a été approuvée ; il manque encore une loi sur l'étiquetage, qui permettra de finaliser la conception de logotypes. Le CIAT a nommé une responsable pour l'animation des groupements impliqués dans la définition des modalités et obligations liées à l'IGP. Ces groupements dont les coopératives ainsi que d'autres opérateurs privés de São Tomé font partie sont encore à consolider (élaboration de statuts et règlements intérieurs) et à légaliser. La mobilisation de la consultante internationale pressentie pour la finalisation du processus et la mise en place dès 2018 d'une première IGP est imminente.

¹⁹ Un nouveau système est en cours de construction (montant de 98 000 euros) et devrait être achevé d'ici fin 2017 ; il devrait permettre de régler définitivement la question de la régularité de l'approvisionnement et surtout, celle de sa qualité bactériologique.

64. Les relations internationales établies lors de la période du PAPAFA ont continué. La CEPIBA a ainsi bénéficié d'un appui direct d'Agrisud International pour la conception de son manuel de formation (qui représente un outil d'excellente qualité), et poursuivi ses échanges avec Madagascar ; le directeur de la CECAQ 11 pour sa part est d'ores et déjà consulté en appui-conseil par des partenaires sud-américains. Les coopératives ont pu participer à trois foires et prendre part à trois voyages d'échanges internationaux, contribuant à leur stratégie de prospection et communication.

65. Les achats en commun par les coopératives n'ont pu être mis en œuvre, chaque coopérative disposant de relations privilégiées et parfois de financement de ses partenaires.

66. **Professionnalisation technico-économique des planteurs.** Des formations sont programmées de façon annuelle et réalisées par les coopératives et couvrent un ensemble de thèmes concernant les pratiques culturales le traitement et la gestion ; en outre, des formations spécifiques sur la certification sont réalisées, notamment par la CECAQ 11 et la CECAFEB. En complément de séances « en salle », les formations sont fortement basées sur la pratique sur le terrain, avec un contact individuel entre un technicien et / ou un socio-technicien et le bénéficiaire concerné. Toutes les coopératives insistent à juste titre sur l'intérêt des visites d'échanges entre communautés, qui sont mises en pratique de façon régulière.

(iv) Actions prioritaires

67. **Infrastructures rurales.** Comme indiqué ci-avant, les coopératives ont largement développé leurs capacités (y compris celles de leurs associations) en termes d'infrastructures au long de la dernière décennie et il n'est pas prévu que PAPAC ne s'implique de façon intensive sur cette composante sur la période restante.

68. Pour la CEPIBA, l'un des axes de développement de la coopérative concerne la transformation du poivre : il est patent que les modalités de fonctionnement du centre de traitement de Rio Lima ne sont pas satisfaisantes et la coopérative, à juste titre, souhaite transformer ce centre pour l'adapter aux exigences internationales. Il est fortement recommandé, avant que la Coopérative ne se lance dans des investissements conséquents²⁰, qu'une étude de faisabilité soit réalisée dans les plus brefs délais²¹. Celle-ci pourrait le cas échéant être réalisée avec le concours de professionnels déjà connus de la CEPIBA (le CTHT de Madagascar) et celui du partenaire commercial (Hom&Ter) et servir de base à un projet bancable. PAPAC ne sera pas en mesure de financer ce projet, mais celui-ci pourrait être présenté au PRIASA II ou à l'Union Européenne, par exemple. En outre, l'UGP devra de façon urgente veiller à ce que les conditions d'utilisation du nouveau système d'approvisionnement en eau de Rio Lima soient formalisées entre l'ENAE (Entreprise Nationale d'Eau et d'Electricité), la CEPIBA et la communauté locale.

69. **Appui à l'organisation et la gestion des OP.** Il est prévu de maintenir un appui à l'organisation et la gestion de la CEPIBA et de la CECAFEB sur la période 2018-2019. Cet appui correspond essentiellement à des frais de fonctionnement (personnel, véhicules, formations de terrain etc.)

70. **Cadre commun et gestion UGP.** En lien avec le suivi-évaluation, il est recommandé de réaliser pour la CECAFEB et la CEPIBA une analyse de leur modèle économique et de leur adéquation aux contraintes des producteurs. Ces « études de cas » pourront ensuite être discutées au sein des coopératives dans des « focus groups » pour compléter les analyses.

71. Les autres actions à mener sont : (i) la finalisation du processus de l'IGP avec une dernière consultation, et (ii) la poursuite des voyages d'échanges et participation à des foires pour la CECAFEB et la CEPIBA.

72. En outre, sur le modèle du diagnostic organisationnel de CECAFEB, il conviendra de réaliser un diagnostic de la performance organisationnelle et économique de la CEPIBA qui contribuera au renforcement de la coopérative, ceci avec l'appui de l'AFD.

Composante 3: Nouveaux domaines d'intervention

²⁰ La CEPIBA estimait initialement le projet à 140-150 000 euros, maintenant revu à 90 000 euros.

²¹ La CEPIBA doit prouver que les problèmes issus de la qualité de l'eau et d'organisation du traitement sont assez importants pour qu'un tel investissement soit réalisé, en montrant l'incidence en terme de production et économique (montant que représente la mévente de poivre en 2016 et 2017 et opportunité économique perdue par la coopérative), puis présenter le détail de l'investissement et son incidence économique (recette additionnelle). Elle montrera l'intérêt économique de cet investissement et le temps nécessaire pour l'amortir et « rembourser » l'achat/l'investissement initial ; elle étudiera l'alternative consistant à installer un centre de traitement à Potó plutôt que de remodeler celui de Rio Lima. Une proposition de TdR figure en appendice du DT 2.

73. Deux domaines nouveaux d'intervention ont été identifiés lors de la conception du projet : a) l'introduction dans le pays de matériels et techniques de micro-irrigation, et (b) le test et la mise en place de circuits courts de production et transformation de viande porcine et de volailles de qualité. En outre, un volet de production de café robusta de qualité a été introduit et mis en œuvre par la CECAFEB avec des communautés situées dans des zones humides pour lesquelles aucune autre opportunité économique proposée par le PAPAFA ou le PAPAC n'était adaptée.

(i) Micro-irrigation

74. La cellule d'irrigation est dotée d'un technicien et d'un assistant et a reçu depuis 2016 l'appui d'un consultant externe qui a défini le contenu et procédé au suivi de leur mise en place à intervalle régulier. Les difficultés d'approvisionnement en équipement ont été grandes initialement et ont causé des délais importants de mise en œuvre. Cependant il s'est finalement avéré que le nombre d'accessoires nécessaires pour la micro-irrigation et non disponibles dans le pays sont en définitive réduits.

75. La parcelle de démonstration prévue dans le projet (500 m²) a été mise en place au premier trimestre 2016 chez un agriculteur pionnier de la technique; des essais y sont réalisés depuis, afin de déterminer l'efficacité de plusieurs types de matériels d'irrigation; 6 types de plantations diverses ont été réalisées en 2016 (courgettes, choux, tomate, banane plantain, piment) et 4 au cours du 1^{er} semestre 2017 (poivron, haricot, arachide, carotte); une analyse détaillée de ces résultats en fonction des matériels correspondants et des conditions de culture a été réalisée, indiquant des résultats satisfaisants en termes de productivité (même si ces résultats doivent être considérés avec précaution et n'ont pas de portée statistique).

76. Simultanément divers types de matériels ont été installés « en situation réelle » sur des parcelles-tests, pour de la culture de poivre et pour l'horticulture, de façon à faire l'évaluation technique des systèmes installés (simplicité de mise en œuvre, entretien et fonctionnement, durabilité), détailler le coût par unité de surface de chaque système et l'économie de main-d'œuvre réalisée. Même si l'ampleur et la durée des tests (matériels, accessoires et kits) conduits jusqu'à présent est relativement limitée, les travaux réalisés par la cellule, malgré des moyens techniques limités, ont permis de mettre en évidence des acquis qu'il conviendrait de consolider.

(ii) Elevage de poulets de chair

77. Il était prévu dans le cadre du PAPAC la construction de 2 poulaillers pour la production de 4 cycles de 600 poulets par an par poulailler. Le premier ouvrage a été achevé début 2016 et les données recueillies en 2016 sur les quatre premiers cycles d'élevage de poulets de chair de qualité réalisés durant cette année semblaient démontrer la viabilité technique et économique du modèle adopté. Néanmoins des difficultés auxquelles a été confronté le partenaire au cours de l'année 2016, liées à l'importation de poussins et de ration ont conduit à l'arrêt prématuré des activités début 2017, sans que la construction du 2^e poulailler ne soit achevée.

78. L'UGP est arrivée à la conclusion que le partenariat avec cet opérateur n'est plus viable, mais aucune solution alternative n'a jusqu'à présent été trouvée; un opérateur « de rechange » a appuyé la production d'un cycle en 2017 mais a semble-t-il lui aussi manqué à ses obligations vis-à-vis du groupe et le conflit existant, détecté tardivement par le projet, n'est pas résolu. En tout état de cause, même si le bien-fondé de cette activité est fortement remis en cause, il convient d'assainir la situation de ce partenariat dans les meilleurs délais.

(iii) Elevage porcin

79. Il était prévu dans le cadre du PAPAC la construction de 2 porcheries modèles, gérées par un groupe d'une dizaine de bénéficiaires chacune. Les deux installations ont effectivement été construites et sont opérationnelles. Sur l'une d'elles, à São Lorenzo, la mission a pu se rendre compte de la cohésion et du fort engouement du groupe en termes d'organisation, d'un état général satisfaisant de l'élevage (qualité de l'ouvrage, suivi technique) et de besoins de renforcement de capacités du groupe en termes de gestion. Sur ce site, un 1^{er} cycle de production (engraissement de porcelets) a été réalisé en 2016, avec un bénéfice net positif (distribution de 2,5 millions de Db par membre du groupe); un 2^e cycle s'est achevé fin septembre 2017; de futurs reproducteurs actuellement en engraissement devraient permettre au groupe de s'affranchir de l'achat de porcelets lors du 3^e cycle. La 2^e porcherie, opérationnelle depuis début 2017, a reçu son 1^{er} cycle.

80. Il s'avère que l'opérateur ne se montre plus en mesure de remplir ses obligations, notamment d'acheter les animaux sur pied au prix convenu; il a d'ailleurs indiqué son intention de mettre fin à son partenariat avec le PAPAC à fin 2017. Les groupes se voient donc contraints d'assurer eux-mêmes la commercialisation de leurs animaux (via des maquignons locaux, à la capacité d'absorption limitée), ce

qui les met en situation de forte vulnérabilité. L'appui fourni dans le cadre de l'accord de partenariat arrivant à terme dans des conditions insatisfaisantes, le devenir de ces deux groupes se pose de façon préoccupante en termes i) d'accès et coût de la ration importée, ii) de suivi technique, ii) de capacités en organisation et gestion et iv) de commercialisation.

(iv) Actions prioritaires

81. Il serait judicieux de poursuivre au cours de la période 2018-2019 la consolidation des acquis des tests réalisés sur des parcelles d'agriculteurs en menant une opération d'élargissement significatif de la phase-test, grâce à l'installation d'une soixantaine de systèmes individuels supplémentaires, de façon à obtenir un échantillon significatif et faire l'analyse et l'évaluation des systèmes installés en milieu « réel ». Il conviendrait de limiter l'éventail de systèmes à 4 « modèles » standardisés, 2 pour l'horticulture et 2 pour le poivre en utilisant au maximum les matériels disponibles sur place et en important les équipements nécessaires non disponibles localement (qui se limitent essentiellement à les filtres et goutteurs, dont poids et volume sont limités, ce qui rend leur transport relativement peu coûteux).

82. Ces modèles seraient (i) un « minisystème » de 50 m² destiné au maraîchage, d'un coût approximatif total équivalent à 100 euros et accessible aux familles les plus vulnérables, alimenté par un récipient en plastique de 100 ou 200 litres (disponible dans le pays) ; (ii) un système pour 200 m² de maraîchage d'un coût approximatif de 450 euros, avec un réservoir de 1 000 litres (disponible dans le pays) ; (iii) un système pour le poivre couvrant 320 plantes pour une surface de 1 250 m², d'un coût approximatif de 310 euros ; et (iv) un système pour le poivre couvrant 625 plantes, pour une surface de 2 500 m², d'un coût approximatif de 630 euros. Ces systèmes supposent que l'eau soit disponible déjà plus ou moins en tête du champ, critère qui influera sur le choix des bénéficiaires de cette opération²². Il conviendra de continuer à tenter de résoudre la question de la qualité de l'eau en expérimentant plusieurs types de filtres et, à terme, la question de la disponibilité locale de l'ensemble des matériels par l'intermédiaire d'un magasin de vente local (« loja »).

83. Concrètement, la mise en œuvre de ces activités sur la période 2018-2019 se fera de la façon suivante :

- le PAPAC procède à l'importation du matériel nécessaire pour les kits ;
- ce matériel est remis au magasin du MADR, qui est sous gestion privée, dans le cadre d'une convention à signer avec le PAPAC stipulant les modalités de remise aux agriculteurs intéressés, de suivi/contrôle de stocks, etc.²³ ;
- les agriculteurs intéressés (horticulture et poivre) acquièrent gratuitement auprès de ce magasin le matériel correspondant à un kit, avec engagement de leur part i) d'acheter localement, à leurs frais, le matériel nécessaire pour compléter ce kit ; et ii) de faire en sorte que leur parcelle, après installation du kit, serve de parcelle de démonstration, c'est-à-dire puisse recevoir la visite de personnes souhaitant répliquer le système ;
- il est indispensable de faire en sorte qu'un appui technique minimum soit garanti au cours de la période 2018-2019 pour le suivi de la quinzaine de parcelles-tests déjà installées sur l'île de São Tomé en 2016-2017, pour la finalisation de l'installation du système préparé en 2017 à Quê Boi, à Príncipe, de même que pour l'installation et le suivi des nouveaux kits ;
- dans le cadre de la réduction du personnel du PAPAC en 2018, le poste de technicien micro-irrigation est supprimé. Il se trouve que le technicien occupant jusqu'à présent ce poste est fonctionnaire du MADR et devrait donc réintégrer son ministère de tutelle (vraisemblablement au sein de la cellule irrigation récemment créée). A ce titre, il devrait être en mesure de garantir cet appui technique et il est indispensable de lui fournir le minimum de conditions de travail, sous forme d'un contrat de prestation de service avec le PAPAC et de l'usage d'un véhicule lui garantissant la possibilité d'aller sur le terrain (le cas échéant, l'un des véhicules provenant du PAPAC après réduction du personnel) ;
- il conviendrait par ailleurs d'améliorer la synergie entre la cellule micro-irrigation du MADR et la CEPIBA, notamment en ce qui concerne le suivi des bénéficiaires du projet « Changements Climatiques » et ceux, présents et futurs, du PAPAC ;
- il est souhaitable de mobiliser les coopératives, tout particulièrement la CEPIBA pour i) l'identification des bénéficiaires, ii) le cas échéant la formation des socio-techniciens à l'installation et au suivi des systèmes standards mis en place, et iii) le suivi-conseil pour l'entretien et la bonne utilisation de ces systèmes. Il est impératif que ceux-ci soient installés avant le début de la « gravana » (saison sèche), soit d'ici mai-juin 2018 ;

²² Voir par ailleurs les critères de sélection dans le chapitre sur le ciblage.

²³ A noter que c'est ce magasin qui est notamment en charge de l'importation et de la vente du sulfate de cuivre pour le compte du Gouvernement.

- il convient enfin que les activités réalisées dans le cadre du champ de démonstration soient arrêtées, au profit de réalisations « en situation réelle » (le caractère démonstratif de ce champ est de fait resté très limité du fait de la faiblesse du nombre de visiteurs du site). Enfin, compte-tenu du peu de temps disponible d'ici la fin du PAPAC, les activités devront être exclusivement axées sur l'île de São Tomé (à l'exception du système de Quê Boi évoqué ci-avant). Le consultant externe devrait idéalement être pressenti au cours de l'année 2018 pour appuyer la consolidation des acquis de la cellule, mais les fonds disponibles risquent de ne pas rendre possible sous cette forme ce travail de capitalisation.

84. Pour la CEPIBA, la micro-irrigation représente l'un des axes développement de la coopérative ; l'introduction de système d'irrigation individuels pour les producteurs ayant accès à l'eau à la parcelle (système d'aspersion), ayant déjà des parcelles en production et « fidèles » à la coopérative est proposée dans le Plan d'Affaires de la coopérative, sous forme d'un prêt de la coopérative aux agriculteurs, remboursé en poivre dès la campagne suivante (pendant 5 ans). La CEPIBA prévoit l'octroi d'un fonds d'investissement (sous forme de don) pour financer cette opération, qui en tout état de cause ne peut être retenue dans le cadre de la 2^e phase du PAPAC. A noter néanmoins que le partenaire de la CEPIBA, Hom & Ter, s'est montré disposé à financer ce montage à hauteur de 12 000 euros.

85. **Elevage de poulets de chair** – Vu les difficultés opérationnelles rencontrées jusqu'à présent dans le cadre de l'unique poulailler construit, il n'est pas jugé judicieux de développer ce domaine d'activités dans le cadre du PAPAC. Il convient néanmoins i) d'assainir la situation contractuelle entre l'opérateur et le PAPAC (restitution des matériels et équipements reçus par l'opérateur etc.) et ii) de ne pas « abandonner » le groupe à son sort, sous peine de voir perdurer, ou empirer, une situation où un investissement important est inutilisé et où le groupe correspondant est en plein désarroi. PAPAC devra garantir un minimum de suivi auprès de ce groupe, en prenant le cas échéant l'attache du CADR du District.

86. **Elevage porcin** – Comme dans le cas des volailles, et même si la situation en termes de partenariat est moins criante que pour l'élevage porcin, il n'est pas jugé judicieux de développer ce domaine d'activités dans le cadre du PAPAC. Sur la base des résultats somme toute encourageants obtenus, PAPAC doit assurer sa responsabilité de maintenir un appui aux groupes, le cas échéant par l'intermédiaire du CADR (ou d'un technicien d'une coopérative compétent en élevage).

87. Une enveloppe budgétaire est réservée au cours de la période restante du PAPAC pour assurer ce suivi technique minimal auprès des 3 groupes (2 porcins et 1 de volaille).

E. Impacts du Projet

88. Bien que l'absence d'une enquête socio-économique à mi-parcours ne permette pas d'analyser l'évolution des conditions de vie des bénéficiaires du projet entre 2014 et 2017, les visites de terrain ont permis à la mission de relever quelques témoignages sur les impacts générés par le PAPAC, notamment en termes de revenus et d'actifs des ménages appuyés.

89. **Augmentation des revenus et des actifs des membres des coopératives.** Les tendances sont positives pour toutes les coopératives, excepté CECAFEB. En effet, les recettes moyennes annuelles des producteurs ont toutes augmenté comparées avec 2014, excepté pour la CECAFEB. Elles dépassent même les prévisions de la mi-parcours pour CECAB et CECAQ11. Pour CEPIBA, l'évolution de l'augmentation des revenus annuels par producteur devrait être néanmoins moins rapide que ce qui est prévu en fin de projet (23 millions Dbs/an au lieu des 60 millions Dbs/an prévus initialement en 2020). L'augmentation du prix au producteur est également satisfaisante pour l'ensemble des coopératives, avec néanmoins des efforts encore à réaliser par CEPIBA (81% de la cible prévue en fin de projet).

90. Les augmentations de production prévues sur les années à venir issues des plantations actuelles sous-tendent une évolution toujours croissante des recettes par membre dans les années à venir. En effet, les résultats visibles actuellement sur les producteurs ayant bénéficié de réhabilitation dans les années passées permettent d'envisager les mêmes effets sur les bénéficiaires actuels du PAPAC, qu'ils soient déjà affiliés aux coopératives ou nouvellement intégrés. Ceci est d'autant plus vrai que les coopératives ont capitalisé durant le projet dans des facteurs de production et de transformation, jugés durables (entretien assuré vu l'intérêt stratégique pour la transformation et le stockage), et que la professionnalisation des producteurs, indexée en partie sur leur production, est jugée encourageante à mi-parcours et se poursuit (seulement 31%²⁴ en catégorie A contre 60% attendus en fin de projet). Les taux particulièrement très élevés dans les catégories C et D reflètent une maîtrise insuffisante des paquets technologiques améliorés par les producteurs.

²⁴ Hors données CEPIBA non disponibles à la rédaction de ce rapport.

Tableau 1 : Professionnalisation des producteurs des quatre coopératives

	CECAB	CECAQ11	CECAFEB	CEPIBA	Cible finale prévue dans le CL	Toute coopératives confondues hors CEPIBA	Taux d'atteinte de la cible	Toute coopératives confondues avec CEPIBA	Taux d'atteinte de la cible
Catégorie A	45%	10%	16%	0%	60%	31%	51%	28%	47%
Catégorie B	14%	30%	12%	2%	20%	19%	94%	17%	87%
Catégorie C	17%	40%	21%	9%	10%	25%	247% ²⁵	23%	234%
Catégorie D	24%	20%	51%	89%	10%	26%	257%	31%	308%

91. **Création d'emplois.** Les coopératives génèrent également un nombre important d'emplois permanents (estimés à environ 110) et temporaires (environ 200) à leur siège et dans les communautés. Les emplois permanents comprennent des salariés de l'administration, des techniciens et socio-techniciens, des responsables qualité, etc.... Les emplois temporaires concernent principalement la transformation et la manutention.

Tableau 2 : Création d'emplois non-agricoles permanents et temporaires dans les quatre coopératives

	CECAB	CECAQ11	CECAFEB	CEPIBA	Total
Emplois permanents	41	32	16	16	105
Emplois²⁶ temporaires	80	77	18	17	192
Total	121	109	34	33	297

92. **Sécurité alimentaire.** Sans régler totalement le problème d'insécurité alimentaire, les recettes additionnelles issues des filières d'export, permettent l'achat d'aliments supplémentaires et contribuent à améliorer la résilience des ménages bénéficiaires face l'aggravation de la sécheresse qui semble préoccupante.

93. **Accès aux marchés.** Un indicateur d'effet a été introduit dans le cadre logique (nombre de producteurs qui bénéficient d'un plus large accès au marché), lié aux infrastructures de transformation et stockage. Cet indicateur n'est pas réellement suivi pour l'instant et devra être analysé dans l'enquête finale à travers des questions déclaratives sur l'évolution de cet accès (ex. Avez-vous amélioré l'accès aux marchés locaux ? internationaux ? quelle part de production additionnelle ?). Néanmoins, dès à présent, les installations et le positionnement stratégique de CECAFEB sur le robusta a permis d'offrir un meilleur accès au marché local aux membres de la coopérative.

94. **Impacts environnementaux.** Ces impacts ne sont pas suivis spécifiquement sur le PAPAC, bien que certains effets aient été mis en évidence dans le cadre du projet GEF²⁷, également mis en œuvre par l'UGP. Cependant, tous les systèmes de production soutenus sont certifiés « bio ». De même, les plantations contribuent au maintien et à la régénération du couvert forestier, bien qu'une préoccupation persiste sur l'absence d'étude d'impact environnemental dans le cas des défrichements en pente, notamment dans le cas du café. D'autre part, l'énergie solaire est très largement la principale source d'énergie utilisée dans les transformations des produits. Enfin, les techniques promues visent explicitement à améliorer la résilience aux aléas climatiques en améliorant la productivité des systèmes de production.

²⁵ Taux élevé dû à de nouveaux coopérateurs dont les productions et rendements sont encore faibles. Parmi les nombreux membres CECAQ11 (environ 1 200), beaucoup sont dans la catégorie C

²⁶ Il faut ajouter à ces emplois un nombre important de pépiniéristes sous-contractés par les coopératives

²⁷ Projet d'Approche écosystémique intégrée pour la gestion et la conservation de la biodiversité dans les zones tampons des parcs naturels Obô de São Tomé et Príncipe, Rapport d'achèvement, septembre 2016.

95. **Autres bénéfiques.** Les revenus complémentaires issus du cacao qui, contrairement au poivre ou café, offrent le principal revenu, semblent contribuer à l'amélioration des conditions de vie, notamment l'accès à l'électricité et les frais liés à la scolarité des enfants, ainsi que pour l'accès à un logement décent et à l'acquisition de biens d'équipement (ex. réfrigérateur, téléphone, matelas). Une partie est également investie dans des outils de production agricole. Les ménages cultivant le poivre font également du cacao et semblent généralement mieux nantis que les producteurs de café ou cacao exclusif.

96. L'accès à la terre pour les jeunes reste encore difficile en raison de la rareté de la ressource et du prix d'achat élevé. Malgré cela, le succès des coopératives incite à un retour à la terre dans certaines communautés (ex. avec CECAB à Que Luz où 50% des terres étaient abandonnées en 2006 et où maintenant seuls 5-7 parcelles sont inexploitées). L'accès à la terre pour les jeunes (ex. bénéficiaires des activités d'élevage) restent encore difficiles en raison de la rareté de la ressource et du prix d'achat élevé (environ 2-3000 EUR/ha). D'autre part, le travail de la terre n'attire pas toujours les jeunes pour des raisons de pénibilité du travail et de revenus limités (ex. 30000 Dbs/j de revenu contre 90000 Dbs/j pour la production de vin de palme par exemple). Malgré cela, le succès des coopératives incite à un retour à la terre dans certaines communautés (ex. avec CECAB à Que Luz où 50% des terres étaient abandonnées en 2006 et où maintenant seuls 5-7 parcelles sont inexploitées).

97. Un autre impact visible, non inscrit dans le projet, est le développement d'actions sociales dans les communautés par les coopératives cacaoyères (ex. médicaments, participation aux funérailles, ...) et l'investissement dans des infrastructures communautaires (ex. ponts, crèche).

98. La portée des activités d'élevage (production de porcs et volaille) est très limitée²⁸ (cf. ci-dessous) et restent dans les zones couvertes par les coopératives (CECAFEB pour le porc et CECAB pour la volaille). Les effets sont pour l'instant également relativement faibles et l'augmentation de recettes n'est pas concluante : à San Lorenzo, 100 EUR de bénéfice par membre en 2016²⁹ contre environ 150 EUR/an pour la collecte des Buzios (revenu aléatoire) et environ 100 EUR/mois pour la production de vin de palme). L'activité de porc permet surtout de générer un revenu additionnel avec une charge de travail comparativement limitée. L'élevage de porcs à San Lorenzo pourrait permettre un complément de revenus durable, mais est dépendant de nombreux facteurs externes non-assurés (marché pour de grande quantité, respect du contrat par l'acheteur, accompagnement supplémentaire pour la professionnalisation, notamment en gestion et prospection, disponibilité des aliments). Un effet non-négligeable est cependant que, dans le cas de San Lorenzo, la porcherie a contribué au repeuplement de la communauté³⁰.

99. Seul un poulailler a été mis en place en 2016 dans la communauté de Vila Braga et stoppé en 2017 en raison d'un déficit de paiement de l'acheteur³¹. Seuls deux cycles ont ainsi fonctionné, générant autour de 80 EUR/membre. La poursuite de l'activité n'est donc pas assurée. De manière générale, elle ne resterait également qu'un complément de revenus, derrière le maraichage et la culture de Cacao (métayage).

100. Certains **facteurs négatifs, internes et externes au projet**, ont réduit les effets attendus, notamment de CECAFEB et CEPIBA : (i) taux élevé de mortalité pour CECAFEB lié aux plantations en saison sèche jusqu'en 2015 ; (ii) prix de vente bas du café arabica sur le marché international en 2016 pour CECAFEB ; (iii) problème récurrent de vol pour CEPIBA ; (iv) vente hors-coopérative pour les deux coopératives liée à l'existence de marchés locaux (contrairement aux autres coopératives où environ 95% des bénéficiaires livrent à la coopérative) ; (iv) dépendance aux importations pour l'élevage (alimentation des animaux).

F. Performances de l'exécution du Projet

Coordination et gestion du Projet

101. **Gestion des conventions/contrats avec les coopératives.** L'UGP a établi un partenariat efficace avec les Coopératives dotées de responsabilités du suivi quotidien de la composante « Développement des plantations », sur la base des conventions triennales et des contrats annuels d'objectifs (CAO). Le fait que tous les Directeurs Exécutifs des Coopératives soient des anciens Responsables des filières concernées dans le cadre du PAPAFPA, a beaucoup facilité la mise en œuvre des conventions et des CAO, jugée très satisfaisante. La supervision des activités de la composante

²⁸ 24 bénéficiaires pour le porc et 8 pour la volaille.

²⁹ Contre 300 EUR d'augmentation de revenu issu du porc prévus par le projet.

³⁰ Une personne en 2014 contre 30 aujourd'hui.

³¹ Le projet doit appuyer la relance de l'activité en 2017 par une action auprès de l'acheteur.

« Appui à l'organisation et à la gestion des OP » sont assurées par la Cellule technique avec l'appui de l'AT. A l'exception du café robusta intégré dans les activités de la CECAFEB, l'UGP a contractualisé la mise en œuvre des activités de la composante « Nouveaux domaines d'intervention » à des prestataires privés avec des résultats insatisfaisants (voir Composante 3 dans la section D « Produits et effets »).

102. **Comité de Pilotage (CP).** Depuis le démarrage du PAPAC, le comité de pilotage du Projet a tenu 6 réunions (3 en 2015, 2 en 2016, et 1 en 2017) pour l'approbation des PTBA et la validation des rapports annuels. Les membres du CP se sont même impliqués dans le suivi des activités du PAPAC en organisant une visite des réalisations du projet. Cette visite a permis aux Représentants de l'Administration centrale d'apprécier les effets des réalisations du projet et de donner des orientations pertinentes au PAPAC en vue d'améliorer ses performances.

103. **Appui des institutions nationales.** Les relations du projet avec la tutelle technique (MADR) sont matérialisées par la présence du Point focal³² du MADR auprès du PAPAC qui participe dans les réunions de coordination de l'UGP et dans les missions conjointes de suivi et supervision du FIDA - Gouvernement. Cependant, cet arrangement n'a pas amélioré l'implication jugée insuffisante des services centraux du MADR (Agriculture, Elevage, CADR) et des délégations du CADR³³ dans le suivi des activités du projet. Pour la période restante de sa mise en œuvre, le PAPAC devra renforcer sa collaboration avec ces services techniques, particulièrement pour le suivi des bénéficiaires du petit élevage (porcs et volaille) et de la micro-irrigation. Il convient de noter que le Point focal de la Direction régionale de l'Agriculture à Principe assure le suivi des activités du PAPAC. Le Président de la Région Autonome du Principe s'implique dans le suivi de la mise en œuvre du projet sur le terrain. Au cours de la rencontre avec la mission, il a indiqué que la Région pourrait allouer des fonds pour appuyer une vingtaine de producteurs dans la réalisation des plantations de poivre.

104. **Appui du FIDA.** L'appui fourni par le FIDA se réalise à travers les missions conjointes de supervision directe incluant des équipes compétentes de consultants internationaux. Ces missions ont permis de traiter les différents domaines d'intervention du PAPAC. Le FIDA a toujours été réactif et prompt dans le traitement des dossiers soumis à son appréciation (approbation PTBA, non objection, paiement des DRF, etc.). Des réponses sont données dans les délais les plus courts possibles et ont très souvent permis de résoudre en grande partie les contraintes dans l'exécution du projet. Le FIDA a aussi accompagné le projet par la mobilisation de consultants avec de l'expertise avérée, ce qui a permis l'amélioration des performances du PAPAC dans la mise en œuvre des activités.

Ciblage et genre (Voir DT 3 pour plus de détails)

105. **Ciblage et portée.** Le PAPAC cible principalement les petits producteurs des quatre filières concernées, ainsi que les ménages vulnérables exclues de ces filières en raison du zonage des cultures et du manque d'accès à la terre. En l'absence de réelle stratégie de ciblage³⁴, le projet évolue malgré tout très positivement à la RMP, et atteint déjà 87%³⁵ des 4 750 ménages³⁶ bénéficiaires prévus à la conception, principalement des membres des coopératives. De plus, le ciblage des coopératives correspond en majeure partie à des petits producteurs issus des communautés rurales, avec néanmoins une variabilité entre coopératives en termes de surface et de vulnérabilité : (i) médiane des surfaces pour CECAB de 1,5 ha, 2,5 ha pour CECAQ11, 1 ha pour CECAFEB et 0,25 ha pour CEPIBA ; (ii) ménages de CECAFEB plus vulnérables en termes de revenus que la moyenne de la zone, derrière CECAQ11 et bien derrière les deux autres coopératives (cf. Rapport d'enquête 2015).

106. Concernant la stratégie d'extension des zones desservies par les coopératives, le nombre d'associations équipées a augmenté de 79 à 93 (14 nouvelles communautés touchées sur 16 prévues). CECAQ11 est en deçà ne touchant que trois nouvelles communautés regroupées dans deux associations. Ces nouvelles associations laissent prévoir des effets démultiplicateurs à long terme sur l'intégration potentielle de nouveaux membres.

107. Les coopératives ont également généralement atteint la grande part de leur cible en termes d'intégration des nouveaux : 72% de nouveaux par rapport à la cible finale de 950³⁷ pour l'ensemble des coopératives (CECAB : 86%, CECAQ11 : 69%, CEPIBA : 89%); à l'exception de la CECAFEB qui

³² A partir de février 2017

³³ Au niveau district

³⁴ Hors celle définie dans le DCP

³⁵ Des doublons estimés à environ 245 ont été identifiés (non retirés du total), notamment entre les coopératives de cacao et les deux autres coopératives, les producteurs de cacao produisant en complément du café ou du poivre.

³⁶ Pour les données désagrégées, voir état des lieux du cadre logique (Appendice 4). Cependant, au vu de certaines incohérences des cibles dans le DCP et la mission de supervision d'octobre 2016, la ventilation de la cible à atteindre en 2020 est définie à la RMP de la manière suivante : (i) 4 350 de bénéficiaires des coopératives, inclus les 950 nouveaux, (ii) 100 pour l'élevage ; (iii) 300 bénéficiaires additionnels pour l'irrigation sur 1 000 au total dont 700 déjà bénéficiaires des coopératives.

³⁷ Cible révisée lors de la mission de supervision de novembre 2016 (1 200 prévus dans le DCP)

n'atteint que 43%. Les deux coopératives de cacao sont maintenant dans une stratégie de croissance verticale en investissant dans les planteurs déjà membres, et ne vont plus intégrer de nouveaux membres de manière significative. Par contre, d'ici la fin du projet, CEPIBA et CECAFEB devraient poursuivre leur croissance horizontale (environ 190 nouveaux prévus au total) auxquels s'ajoutent 11 additionnels prévus par CECAQ 11, tout en investissant dans les membres existants, ce qui devrait permettre d'atteindre la cible totale de nouveaux membres.

108. **Parité homme-femme.** Le cadre logique reflète effectivement le suivi de l'inclusion des femmes dans les activités du projet, à travers la désagrégation des données. Concernant l'accès aux facteurs productifs, l'enquête de référence montrait effectivement des différences : (i) de représentation des femmes parmi les membres des coopératives ; (ii) de revenus entre les ménages dirigés par des hommes et des femmes (supérieurs de 11% en moyenne pour les hommes, et jusqu'à 76% de différence dans le cas de la CECAFEB)³⁸. En comparaison à cette situation, la tendance d'intégration des femmes dans les coopératives est positive : au-dessus de 30% des nouveaux membres pour toutes les coopératives, excepté la CECAFEB qui n'a intégré que 19% de femmes, mais qui avait un taux initial important (43%). La participation totale des femmes dépasse ainsi 30% à la RMP (reflétant la composition sociale des communautés à majorité féminine), avec néanmoins une variabilité entre coopératives : (i) 38% de part de femmes dans CECAB ; (ii) 34% dans CECAQ11 ; (iii) 36% dans CECAFEB, et (iv) seulement autour de 20% dans CEPIBA.

109. La représentativité des femmes dans les associations membres des coopératives est par contre encore limitée : moins de 25% des membres des conseils d'administration des coopératives, 70% d'associations CECAB et CECAFEB comptant des femmes dans leurs instances, et seulement 30% pour CECAQ11 et CEPIBA. De même, pour ce qui est de leur renforcement technique, les femmes représentent encore moins de 17% des socio-techniciens dans les coopératives (0% pour CECAFEB), et excepté pour CEPIBA où un des deux techniciens est une femme, les autres coopératives n'en comptent pas parmi leurs techniciens.

Tableau 3 : Participation des femmes aux instances de décision et contrôle des coopératives et associations membres.

Instances	CECAB	CECAQ11	CECAFEB	CEPIBA
Conseil d'administration des coopératives	25% (1 femme sur 4 membres) / 36% si inclus conseillers (4/11)	25% (1/4)	0% (0/3)	20% (1/5)
Bureau de l'assemblée	33% (1 femme sur 3 membres)	0% (0/3)	0% (0/3)	33% (1/3)
Conseil de surveillance	33% (1/3)	0% (0/3)	0% (0/3)	0% (0/3)
Conseil de discipline	/	/	/	0% (0/1)
Techniciens	0	0% (0/3)	0% (0/2)	50% (1/2)
Socio-techniciens	13% (1/8)	13% (1/8)	0% (0/2)	17% (1/6)
Part des associations avec des femmes dans leurs instances de décisions	70%	30%	70%	30%

110. Les activités d'élevage ont permis d'inclure majoritairement des femmes (58% pour le porc et 63% pour la volaille). Par contre, elles sont faiblement concernées à ce jour par la micro irrigation (seulement 2 femmes sur 14 personnes équipées de kits).

111. **Inclusion des jeunes.** Les données sur l'inclusion des jeunes sont plus difficiles à obtenir. L'information n'est pas suivie systématiquement ni par les coopératives, ni par le projet. De plus, aucun d'eux n'a réellement développé de stratégies pour l'intégration des jeunes.

112. De manière générale, exception faite de CECAFEB (cf. ci-dessous), les jeunes sont encore difficiles à toucher en raison de l'accès limité à la terre (rareté des parcelles disponibles et coût élevé des terrains (2 à 3000 EUR/ha)) ainsi que du processus relativement lent de redistribution des terres abandonnées (et en nombre limité) aux jeunes par l'Etat. Le travail se poursuit par le Ministère de l'Agriculture, qui a ainsi demandé récemment à CECAQ11 de recenser ces terres abandonnées. Ce travail peut être élargi aux autres coopératives, avec un travail de sensibilisation dans les communautés pour que les jeunes fassent une demande au Ministère pour bénéficier de ces terres. Il faut également

³⁸ Avec un cas particulier pour CECAQ11 pour laquelle les femmes gagnent en moyenne 7% de plus que les hommes

noter que l'avantage comparatif du travail de la terre, en comparaison d'autres activités tel que la production de vin de palme, n'est pas clair pour les jeunes, d'où la nécessité d'intensifier la sensibilisation sur la rentabilité des cultures d'exportation dans les communautés où les coopératives sont présentes, tel que réalisé par CECAFEB.

113. Bien que la tendance d'intégration des jeunes dans les coopératives soit positive pour CECAFEB et CEPIBA (autour de 40% des nouveaux producteurs intégrés), CECAQ 11 n'a a priori inclus aucun nouveau jeune. Ainsi, malgré une progression, le projet est en deçà de ses objectifs en termes de part des jeunes dans les coopératives (environ 21% au lieu des 30% prévus). Il est à noter que dans le contexte actuel, l'objectif de 30% de part de jeunes dans les coopératives peut paraître surestimé, et il est peu probable que la part actuelle augmente de manière significative d'ici la fin du projet. Cependant, l'objectif doit être maintenu car la tendance reste néanmoins positive.

114. Les résultats significatifs de CECAFEB s'expliquent eux par un travail important de sensibilisation à la fois auprès des jeunes pour investir dans le café comme retraite pour le futur (en alternative au maraichage) et auprès des parents pour le transfert des terres entre générations. Il est en effet indiqué dans le DCP que 15% des membres des coopératives devraient atteindre 60 ans d'ici la fin du projet, ceci implique qu'une partie va céder ses terres dans les années à venir, d'où la nécessité d'intensifier cette sensibilisation par les coopératives.

115. Un aspect positif des activités d'élevage est qu'elles ont permis d'inclure des jeunes sans parcelle (qui peuvent néanmoins travailler comme métayers) : 54% des bénéficiaires de porcs à San Lorenzo et 50% des bénéficiaires de volaille à Vila Braga.

Suivi-évaluation (Voir DT 4 pour plus de détails)

116. Le suivi-évaluation du projet est généralement satisfaisant. Cependant si les données sont globalement disponibles, deux faiblesses sont identifiées : (i) comme déjà mentionné lors des missions précédentes, le contrôle de fiabilité des données semble limité et les données diffèrent généralement suivant les sources, ce qui a rendu les analyses difficiles au moment de la RMP ; (ii) ces données sont également sous-exploitées pour des analyses, bien que certains éléments analytiques soient insérés dans le PTBA 2017. Certains outils sont utilisés, sans être réellement appropriés, pour le suivi des résultats mais n'ont pas de valeur statistique et doivent venir seulement compléter les analyses qualitatives³⁹.

117. **Disponibilité et fiabilité des données.** La base de données du projet PAPAC doit encore être ajustée pour sortir les tableaux de bord consolidés actualisés (PTBA, Cadre logique), ceci d'ici fin 2017. Les données de suivi directement liées aux activités productives sont généralement disponibles au niveau des coopératives, ce qui permet de suivre les indicateurs du cadre logique. Les objectifs triennaux sont fixés dans les conventions triennales et les objectifs du PTBA dans les contrats annuels. Le projet poursuit son appui à l'opérationnalisation des bases de données des coopératives, qui alimentent le système du PAPAC, et sert en parallèle au suivi des productions (système de traçabilité), ceci pour CECAFEB, CEPIBA et CECAQ11. CECAB reste encore sur un système informatisé où l'entrée principale est l'association (les données désagrégées étant disponible sous forme papier dans les associations). Toutefois, la mise en place du SIG au sein de CECAB avec l'appui de ses partenaires privés devrait permettre un suivi au niveau parcelle à terme.

118. Par contre, les données sur les personnes formées et les taux d'adoption des formations ne sont pas claires, avec un nombre de formés et des taux d'adoption très élevés pour CECAQ11 (au-dessus des 80% prévus). De même, les rendements⁴⁰ et l'accès élargi au marché ne sont pas clairement suivis. Aucun outil (ex. enquête exhaustive et statistiquement significative) n'a été mis en place pour collecter ces données.

119. La désagrégation des bénéficiaires par sexe est réalisée par les coopératives, mais insuffisamment pour les jeunes. Les données sur les installations de stockage réalisées et en cours ne sont pas directement disponibles au sein de la cellule S-E, notamment pour CEPIBA. Les formats des PTBA fournis par les coopératives ne sont toujours pas harmonisés au sein de la cellule et la confrontation avec l'exécution financière n'est pas immédiate.

³⁹Base de données disponible sur une enquête réalisée en juin 2017 auprès de 32 membres de coopératives sur des indicateurs socio-économiques, mais dont les résultats sont difficilement exploitables pour analyser une évolution par rapport à la situation de référence en raison de la taille de l'échantillon (ex. % de personnes touchées par la disette passé de 28% en 2017 contre 19% en 2014)

⁴⁰ Dont l'indicateur de suivi est le nombre de personnes ayant augmenté leur rendement

120. La cellule S-E suit effectivement sur le terrain les réalisations des coopératives sur des échantillons représentatifs, ce qui constitue un rôle supplémentaire de supervision et contrôle pour les coopératives auprès de leurs membres. Par contre, les activités d'élevage ont été insuffisamment suivies par la cellule S-E : les bénéficiaires de poulets n'ont reçu aucun accompagnement depuis début 2017.

121. **Cadre logique.** Le cadre logique (CL) élaboré lors de la conception était bien structuré, mais comptait beaucoup d'indicateurs qui n'étaient pas tous SMART et peu d'indicateurs quantifiés. Ce CL a été revu lors de la mission de suivi de février 2016 de manière pertinente, en revoyant les cibles de manière réaliste et intégrant les indicateurs SYGRI sollicités par le FIDA, néanmoins avec un nombre toujours élevé d'indicateurs (39 non désagrégés), d'autant plus qu'il convient de les désagréger par coopérative et ensuite par femme et jeune.

122. **SYGRI.** De manière générale, le suivi et le reporting des indicateurs SYGRI sont jugés satisfaisants. Les indicateurs de niveau 1 sont renseignés de manière complète, malgré la réserve déjà soulevée concernant la fiabilité des données. Les quatre indicateurs de 2^{ème} niveau liés aux coopératives sont renseignés, de manière jugée pertinente, sur la base d'indicateurs de soutien également pertinents. Les deux indicateurs de 2^{ème} niveau liés à l'irrigation ne sont pas remplis en raison des activités non réalisées.

123. **Enquêtes et études.** Le projet a réalisé de juin à août 2017 une étude de cas sur un échantillon restreint de 32 bénéficiaires (12 CECAB, 6 CECAQ11, 8 CECAFEB, 6 CEPIBA), dont 24% de femmes, ceci sur la base des mêmes questions que l'enquête de référence sans exploitation réellement possible des résultats. Une étude⁴¹ sur l'évolution des indicateurs du PAPAC (inclus période PAPAFPA) a été réalisée permettant d'analyser les tendances d'atteinte des objectifs, en l'absence d'enquête réelle de terrain.

124. **Gestion des savoirs et capitalisation.** Très peu d'actions de capitalisation ont été menées jusqu'à présent, néanmoins l'AT de l'AFD a élaboré un document sur les techniques utilisées dans les coopératives. Un manuel sur la culture du poivre, jugé de très bonne qualité, a été produit par CEPIBA avec l'appui d'Agrisud. Le gestionnaire des bases de données du PAPAC a produit des cartes de localisation des coopératives, activités d'élevage et irrigation, jugées pertinentes et qui doivent être affinées et partagées. De plus, le projet a produit à la mi-parcours un film promotionnel sur les actions et effets du projet et des coopératives, jugé également de bonne qualité et informatif, avec de nombreux témoignages des bénéficiaires sur l'évolution de leurs conditions de vie.

125. **Actions prioritaires.** Les priorités du SE d'ici la fin du projet consistent à : (i) impliquer plus fortement les membres du Comité de pilotage dans la supervision du projet ; (ii) capitaliser les acquis du projet ; et (iii) préparer l'achèvement (cf. feuille de route suivi-évaluation et achèvement).

126. De manière générale, le projet doit se focaliser sur la gestion du savoir et capitalisation, ceci dès à présent et jusqu'à juin 2019 : (i) document de synthèse sur les modèles économiques adaptés et performants de filière d'exportation de produits agricoles ; (ii) manuel de formation/vulgarisation « genre-sensible » sur le modèle de celui de CEPIBA pour la filière cacao et le café ; (iii) études de cas qualitatives d'expériences de femmes et jeunes dans le café et le poivre ; (iv) capitalisation du processus de montage d'une IGP à São Tomé ; (v) diagnostic de la performance organisationnelle et économique de CEPIBA.

127. Pour la préparation du rapport d'achèvement, une feuille de route doit être élaborée et mise en œuvre dès à présent, intégrant entre autres : (i) une enquête exhaustive unique déclarative ; (ii) des études quantitatives et qualitatives sur les formations et taux d'adoption, sur les effets des techniques de réhabilitation sur les productions, sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières concernées. Ces études, excepté l'enquête finale qui mobilisera une assistance technique spécifique, devront être réalisées par la cellule SE avec l'appui méthodologique et l'encadrement de l'AT de l'AFD et en mobilisant les gestionnaires, techniciens et socio-techniciens des coopératives, d'autant qu'un certain nombre d'études ont un intérêt direct pour elles.

128. Il est fortement recommandé que l'assistance technique fournie par l'AFD se poursuive jusqu'à la fin du projet, étant donné que les deux années restantes sont focalisées sur la consolidation des acquis, les évaluations et la capitalisation, et qu'une assistance méthodologique est nécessaire pour le projet sur tous ces aspects.

129. Dans le cas d'un arrêt de la l'assistance technique de l'AFD, il convient d'apporter un appui méthodologique pour la réalisation/consolidation des études en cours et à venir. En absence de fonds

⁴¹ Etude de cas sur l'impact des techniques de réhabilitation et de développement des plantations mises en œuvre par les coopératives dans le cadre du PAPAFPA et du PAPAC, Septembre 2017

disponible au sein du projet pour une consultation, il est recommandé de prévoir un spécialiste en capitalisation dans la prochaine mission de supervision du FIDA en octobre 2018. Ce spécialiste apportera un appui méthodologique supplémentaire aux appuis externes déjà prévues dans le budget (quoique limité) pour la réalisation des travaux de capitalisation (expertise locale, stagiaire, volontaire, ...). Le spécialiste appuiera également le RSE et gestionnaire des données dans la finalisation des TdR pour l'enquête finale, qui se tiendra à partir de juin 2019.

130. **Bases de données.** Il est recommandé de finaliser effectivement la base de données interne du projet PAPAC d'ici fin 2017 pour être en mesure de sortir les PTBA et cadre logique actualisés.

131. De même, il est recommandé de finaliser les bases de données des coopératives d'ici mars 2018 afin qu'elles soient en mesure de suivre leurs producteurs et productions de manière informatisées et d'ensuite poursuivre l'accompagnement sous forme de contrôle des données saisies et consolidées, ceci jusqu'à la fin du projet. Un intérêt particulier doit être porté à cette recommandation qui a été faite à plusieurs reprises dans les missions passées et dont le temps de mise en œuvre est anormalement long bien que la mission considère le travail bien avancé.

G. Aspects fiduciaires (Voir DT 7 pour plus de détails)

132. **Décaissements.** Au 30 Septembre 2017, sur un financement total prévu à la conception de 9 854 000 USD pour le PAPAC, le taux de décaissement global **tous financements confondus** est de **48,57%** et passera à **50,24%** avec les décaissements en cours. Les deux dons du FIDA de 3 millions USD chaque, sont décaissés respectivement à hauteur de **95,77%** et **56,83%**. Avec la prise en compte de la DRF N°5 en cours d'envoi au FIDA, le taux de décaissement sera de 61% sur le deuxième don.

133. **Exécution du PTBA 2016.** Le taux d'exécution financière du PTBA 2016 est de **89%**. Par composante, les taux d'exécution financière se présentent comme suit : (i) Composante A: Développement des plantations: **101%** ; Composante B: Consolidation des organisations de producteurs: **82%**; Composante C: Nouveaux domaines d'intervention: **79%** et Composante Gestion et accompagnement du Programme: **92%**.

134. **Exécution du PTBA 2017.** Le taux d'exécution financière du PTBA 2017 est de **56,35%** au 30 septembre. Par composante, les taux d'exécution financière se présentent comme suit : (i) Composante A: Développement des plantations: **60%** ; Composante B: Consolidation des organisations de producteurs: **52%**; Composante C: Nouveaux domaines d'intervention: **50%** et Composante Gestion et accompagnement du Programme: **61%**. Le PAPAC prévoit un taux d'exécution de près de **100%** au 31/12/2017.

135. **Exécution cumulée 2015-2016.** Les taux d'exécution cumulée au 30/09/2017 sur le financement FIDA sont de **108%** pour la composante A ; **54%** sur la composante B ; **50%** sur la composante C et **48%** sur la composante D.

136. Le **parc automobile** du PAPAC est composé de huit véhicules et 12 motos ; les deux véhicules provenant du PAPAFA et six nouveaux achetés en 2016 par le PAPAC. Pour les motos, les dix proviennent du PAPAFA et deux motos achetés en 2016. *La mission recommande de conserver 2 véhicules et 3 motos, et de transférer les autres au MADR.*

137. **Contrepartie.** La mission salue la décision du gouvernement d'affecter au PAPAC des locaux à usage de bureaux à la place des locaux loués actuellement. Les coûts de fonctionnements seront ainsi réduits. *La mission recommande cependant de mobiliser la contrepartie en numéraire pour couvrir au moins les taxes sur les petites dépenses.*

138. **Gestion de la trésorerie.** Le projet envoie régulièrement les DRF au FIDA : même si les dépenses n'atteignent pas les 30% de l'avance, la règle de la période de trois mois est respectée. Le solde du compte désigné du deuxième don au 31 août 2017, fin de la période couverte par la dernière DRF (Don 2 - N°5) est de 657 913 Euros, soit 82% du montant de l'avance, ce qui est une bonne pratique de gestion de la trésorerie, le ratio minimal recommandé étant de 40%. Le solde du compte du premier don est de 85 220 Euros, le FIDA ayant déjà recouvré 586 290 Euros sur l'avance. Une DRF (Don 1 - N°11) d'un montant de 128 371 Euros a été envoyée au FIDA pour recouvrement partiel. *Pour permettre au projet de terminer les décaissements sur ce premier don, la mission recommande d'appliquer un taux de recouvrement de 50% sur cette DRF, les suivantes pouvant servir à 100% pour le recouvrement de l'avance sur ce don.*

139. **Vérification des ECD.** La vérification des états certifiés de dépenses sur échantillonnage est très satisfaisante. Les liasses de pièces justificatives sont complètes et les procédures d'achat et d'approbation des paiements sont respectées.

140. **Suivi des recommandations des missions de supervision.** Toutes les recommandations des missions de supervision ont été mises en œuvre sauf en ce qui concerne l'enregistrement des contributions des bénéficiaires. Il reste à disposer des justificatifs des contributions des coopératives, sous forme de rapport financier détaillé. *La mission recommande que les coopératives envoient au PAPAC, avec chaque rapport trimestriel contenant le total de leur contribution par composante, un rapport financier détaillé par nature de dépense ou d'équipement, rapport signé par le Président, le Trésorier et le Directeur Exécutif de chaque coopérative.* Les sommes décaissées par la coopérative seront ensuite validées par le rapport d'audit annuel.

141. **Suivi des recommandations des missions d'audit.** Toutes les recommandations d'audit sont appliquées ou en cours de mise en œuvre.

142. **Passation des marchés.** Le plan de passation des marchés 2017 comporte 27 marchés dont un marché de travaux (boîte de décantation pour la micro-irrigation), 8 marchés d'équipement, 16 marchés de formation et d'études et 2 marchés assistance technique (irrigation et appui à distance TOMPRO). Le taux d'exécution avec livraison est de 33% : 9 marchés exécutés /livrés. Sept marchés sont en cours d'exécution; trois en cours de passation et huit n'ont pas encore démarré (quatre concernant la formation à l'extérieur ; un pour le conseil juridique et trois pour les équipements pour l'élevage de porcs). Le PAPAC va annuler certains de ces huit marchés non encore passés, selon les besoins actuels.

143. **Dépenses par catégorie.** Sur le 1er don, les taux de décaissement par catégorie sont de : 68.75% pour la catégorie « Infrastructures », 44,63% pour la catégorie « Consultations », 88,67% pour la catégorie « Equipements », 109.92% pour la catégorie « Biens, services et intrants », 76.04% pour la catégorie « Formation », 83.73% pour la catégorie « Salaires », 57.84% pour la catégorie « Coûts de Fonctionnement ».

144. Sur le 2ème don, les taux de décaissement par catégorie sont de : 57.57% pour la catégorie « Consultations », 1.66% pour la catégorie « Equipements », 23.24% pour la catégorie « Formation », 0.42% pour la catégorie « Salaires », et 124.5% pour la catégorie « Coûts de Fonctionnement ». Les fonds non alloués de 222 844 DTS ne sont pas encore utilisés.

145. *La mission recommande d'envoyer au FIDA une demande de réallocation des coûts par catégorie de dépenses, en fonction du nouveau budget 2018-2020 convenu avec la mission.*

H. Analyse économique et financière (Voir DT 6 pour plus de détails)

Nombre de bénéficiaires

146. Au moment de la RMP, le nombre de bénéficiaires directs atteints à travers les investissements du projet s'élevait à 4.157 dont : 4.111 membres des coopératives (dont 53 % pour CECAB, 29 % pour la CECAQ 11, 10 % pour CECAFEB et 8 % pour la CEPIBA) auxquels s'ajoutent les 46 bénéficiaires de « nouveaux domaines d'intervention » dont 14 bénéficiaires dotées de systèmes de micro-irrigation à titre d'expérimentation et de démonstration, ou qui ont bénéficié de l'assistance technique du projet pour monter des systèmes privés, 2 groupes (10 et 14 bénéficiaires, dont 8 et 6 femmes respectivement) bénéficiant d'une formation et assistance technique pour la production de porcs et 1 groupe (8 bénéficiaires) pour la production de poulets, soit un total de 32 bénéficiaires des activités d'élevage

147. A la suite de la révision des objectifs du projet par la RMP, le nombre de bénéficiaires directs, qui devraient être atteints à travers les investissements du Projet n'est pas modifié et est maintenu à 4 750 ménages, avec les plantations (composante A), et en particulier l'inclusion de 200 nouveaux membres, et la continuation des réhabilitations / plantations auprès des membres déjà bénéficiaires des appuis des coopératives ; concernant la composante B. renforcement des organisations paysannes, tous les membres des coopératives continueront à bénéficier du projet par le biais des activités menées par ces dernières – formation, assistance technique, transformation et commercialisation de la production, prospection, etc.; Concernant la composante C. Nouveaux domaines d'intervention, il est prévu d'équiper 52 nouveaux bénéficiaires de l'irrigation goutte à goutte (GAG), ce qui portera le nombre de bénéficiaires de 1 000 à 66, et le maintien de l'appui aux 32 bénéficiaires des activités d'élevage.

Révision de l'analyse économique et financière initiale du PAPAC

148. Le PAPAC intervient à la suite, et dans la continuité du PAPAFA, auquel s'est également joint le projet GEF. En effet, le PAPAC vise pour l'essentiel à compléter les investissements déjà réalisés par le PAPAFA dans les filières d'exportation « de niche » (Cacao, Café et Poivre) impliquant une grande proportion de petits producteurs organisés en coopératives. Les appuis du PAPAC ont donc été conçus pour assurer la viabilité économique et financière des coopératives créées avec le PAPAFA. L'analyse financière et économique du PAPAC ne peut donc s'envisager séparément du PAPAFA (et GEF).

Néanmoins, le PAPAFPA ayant appuyé d'autres filières que les seules coopératives, il est impossible d'obtenir une situation de référence permettant d'évaluer de façon réaliste les bénéfices additionnels nets induits par les seuls investissements du PAPAC.

149. A la conception, l'analyse économique a été faite sans appliquer de facteur de conversion entre les prix financiers et les prix économiques. Cette hypothèse repose sur la parité fixe de la monnaie nationale avec l'Euro, alors que l'essentiel des échanges avec l'extérieur (importations et exportations) se font avec l'Eurozone. En outre, les filières considérées, du fait des choix de marchés de niche « productions bio », n'utilisent que très marginalement des produits importés (bouillie bordelaise pour combattre le mildiou sur le Cacao, DIPEL pour la lutte contre la « broca » pour le poivre et le Café). La CECAFEB est d'ailleurs en train de substituer l'utilisation du DIPEL par des pièges. Ces hypothèses s'avèrent donc toujours pertinentes.

150. Par ailleurs, l'autre poste qui aurait pu mériter un facteur de conversion est celui de la main d'œuvre (MO), qui représente l'essentiel des coûts de production dans les 3 filières considérées. Toutefois, et malgré un taux de chômage important, il ne semble pas que le coût de la main d'œuvre agricole soit orienté vers la baisse. Les coûts de MO occasionnelle sont ainsi passés de 2 à 4 Euros/jour entre 2014 et 2017. Cette hausse du coût de la main d'œuvre est due à la demande accrue de MO pour la production agricole, non seulement au niveau des parcelles familiales dans les filières cacao, café, poire et maraîchage, mais également du fait d'entreprises agricoles (CLAUDIO CORALLO, SATOCAO, AGRIPALMA). D'autre part, la migration des jeunes, souvent sans terre, vers les zones urbaines plutôt que leur fixation dans les communautés rurales, contribuent au manque de main d'œuvre et au renchérissement de cette dernière.

151. L'analyse économique du PAPAC est basée sur une simulation réalisée en confrontant les coûts économiques du projet à des estimations de la valeur économique de la production additionnelle créée par les producteurs membres des coopératives de cacao, café et poivre. L'irrigation et les productions de viande porcine et de volaille ne seront pas considérées dans cette révision car le faible degré de réalisation des activités, en réduit l'impact et en font des productions très marginales du projet. De plus, les expériences antérieures de production de viande n'ont pas démontré la durabilité de cette activité sans appuis extérieurs, alors que la production de poulet est d'ores et déjà arrêtée.

152. L'analyse économique initiale avait conduit à un taux de rentabilité économique sur 20 ans de l'ordre de 24% pour le Cacao (CECAB), supérieur à 10% pour le café et variant de 34 à 12% pour le poivre, selon les scénarii.

153. Les analyses effectuées sur la base des résultats acquis du projet, semblent confirmer la viabilité économique et financière de celui-ci, quoiqu'à des niveaux très inférieurs aux estimations initiales. Ainsi, le TRI pour la CECAB est de 4% sur 20 ans, CECAB 11 qui bénéficie de meilleurs prix de vente FOB et redistribue moins aux producteurs (44.000 Db/kg contre 46.550 à la CECAB) a un TRI de 6,8 % ; la CEPIBA et la CECAFEB affrontent par contre un défi majeur de coûts de productions élevés, en particulier les coûts de productions variables qui dépassent le prix de vente des produits. Il s'ensuit qu'aux conditions actuelles, ces coopératives ne sauraient être rentables. Par contre, elles peuvent le devenir avec une réduction de ces coûts variables d'au moins 20%. Il est important que ces deux coopératives, mais également les coopérative de cacao, puissent réaliser une analyse fine de leurs coûts variables et des processus qui les occasionnent, afin d'envisager les mesures à prendre pour améliorer leur productivité.

154. Pour toutes les filières / coopératives, le TRI obtenu est inférieur au taux de référence (12 %) ; il est néanmoins équivalent ou supérieur au taux de rémunération de l'épargne locale, qui est inférieur à 3% pour l'épargne à vue, et à 4% pour l'épargne à terme.

155. Par ailleurs, il convient de mentionner que les TRI obtenus sont probablement sous-estimés, car ne considèrent que la production additionnelle des membres intégrés dans les coopératives grâce au PAPAC, sans considérer la production additionnelle des membres « anciens ». Ces derniers ont bénéficié des appuis des projets antérieurs dont l'effet se fait sentir à moyen - long terme, raison pour laquelle ils n'ont pas été intégrés dans le calcul des résultats du PAPAC. Mais la continuation de l'appui des coopératives à ces membres anciens a également bénéficié, de façon au moins partielle, du PAPAC. Les TRI obtenus sont donc probablement sous-estimés.

156. En revanche, les bénéfices pour les producteurs sont évidents : les rendements et la production progressent, et permettent en 10 ans un revenu brut annuel additionnel de 29 millions de dobras pour la CECAB. Pour la CECAB 11, le revenu brut annuel additionnel est évalué à 16 millions par rapport à une production sans projet, pour un revenu net total (hors coût de main d'œuvre) de 22 millions. Les revenus nets (hors coûts de MO) du poivre atteignent 4 à 9 millions/an sur ¼ ha et 23 millions pour 1 ha de café. La rémunération de la journée de travail croît sur 10 ans de 2 à 12 € /jour pour le cacao biologique

(CECAB) et de 3 à 6 € pour le cacao de qualité, elle atteint 6 € / jour pour le café et 7 à 8 € pour le poivre.

157. A ces bénéfices économiques monétaires, il convient en outre d'ajouter les bénéfices sociaux nombreux que ces coopératives apportent aux membres, en termes de formation, infrastructures sociales et économiques, création d'emplois, etc.

I. Coûts et financement du PAPAC pour 2018-2020 (Voir DT 5 pour plus de détails)

Révision des coûts

158. Les coûts du projet ont été révisés et mis à jour. En effet, le budget initial du projet s'élevait à 9,85 millions USD, dont 6 pour le FIDA, et comportait un « gap » de 1,2 millions USD qui restaient à mobiliser. Ce cofinancement de 1,2 millions USD n'a pu être mobilisé, et le budget global doit donc être réduit d'autant.

159. Par ailleurs, l'actualisation du taux DST/USD et USD/Euro au 30 Septembre 2017 fait apparaître un gap additionnel de 159 110 USD. En effet, le projet a ouvert un compte en Euros et a réalisé tous ses mouvements dans cette monnaie, qui bénéficie d'une parité fixe avec la monnaie nationale. La dépréciation de l'Euro face au USD a permis ainsi un « gain de change » de 106 910 USD qui a partiellement compensé la perte de change due à la conversion des DST en USD au long du projet, estimée à 266 020 USD.

160. La contribution de l'AFD a été revue à 500.000 Euros (convention signée), celle des bénéficiaires (coopératives et producteurs) réévaluée en fonction des contributions et valorisations prévues dans les contrats d'objectifs signés entre les coopératives et le PAPAC, confrontées aux contributions déjà réalisées mais non enregistrées. La contribution du Gouvernement a été maintenue, et actualisée en fonction des contributions déjà réalisées.

161. Le budget total du projet s'établit désormais à 7, 853 millions USD et la contribution du FIDA, au 20 Septembre 2017, à 5,753 millions USD pour un taux de réception moyen DST/USD de 0,95864.

Tableau 4 : Révision du budget PAPAC en USD par source de financement

Budget	Total FIDA	AFD	Gouvernement	Bénéficiaires	Gap financier	Total
Initial	6 002 142	706 160	916 784	1 046 584	1 182 672	9 854 341
Révisé	5 753 245	600 000	916 784	1 200 544	-	8 471 033

Actualisation du budget

162. Le budget global a été actualisé à environ 8,471 millions USD dont 68% pour le FIDA, 7% pour l'AFD, 11% pour le Gouvernement et 14% pour les bénéficiaires. Compte tenu des décaissements effectifs et des engagements prévus jusqu'au 31/12/2017, les fonds encore disponibles, ayant servi de base pour la programmation des activités sur la période 2018-2020, sont répartis comme suit : 1,234 millions USD du financement FIDA, 0,420 millions de l'AFD, 1,132 millions pour les bénéficiaires et 0,803 millions attendus sur la partie gouvernementale, soit un total de 3,589 millions USD.

163. **Réduction des coûts de gestion.** L'actualisation des activités du projet pour tenir compte du financement effectivement disponible a conduit à une réduction de la durée du projet comme mentionné ci-dessus, et une révision à la baisse des coûts de gestion, justifiée par la réduction des activités à venir. Les coûts de gestion sur l'ensemble du projet seront ainsi limités à 24 % du total, contre 33% initialement prévus.

164. **Révision des coûts par composante.** Les coûts totaux révisés du projet par composante pour la période restante de sa mise en œuvre, y compris les imprévus physiques et les prévisions pour hausse des prix, sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 5: Coûts par composante 2018 – 2020

PAPAC - 2018- 2020 (000 USD) - hors taxes	FIDA	AFD	Gouvernement	Bénéf.	Total
A. DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS	361	-	83	566	1 009
B. CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS	277	420	660	566	1 923
C. NOUVEAUX DOMAINES D'INTERVENTION	20	-	3		23
D. GESTION ET ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME	575	-	57	-	633
Total	1 234	420	803	1 132	3 589

Financement du PAPAC 2018-2020

165. Il ressort du tableau ci-dessus (tableau 5) que le budget alloué aux activités du PAPAC pour la période restante de mise en œuvre du projet sera financé à hauteur de 34% par le FIDA, 12% par l'AFD, 22% par la contrepartie gouvernementale, et 32% par les bénéficiaires.

166. Le gouvernement prendra en charge 8,2 % du coût des plantations (composante A), 34 % des coûts de consolidation des coopératives (composante B), en particulier en ce qui concerne la subvention aux produits phytosanitaires – sulfate de cuivre, bouillie bordelaise, les droits sur le matériel importé, et le cadre commun et appuis techniques aux coopératives, et 13,3% des coûts des nouveaux domaines d'intervention. Pour la composante D: (i) le déménagement de l'UGP dans les locaux du MADR fait que les coûts de location seront désormais à la charge du Gouvernement, pour un montant équivalent au loyer qui ne sera plus payé – 30.000 USD/an; la contribution du Gouvernement correspondra finalement à 9% des coûts de gestion et suivi – évaluation

167. La mobilisation des fonds par les bénéficiaires a été reconduite aux mêmes niveaux voire légèrement augmentée, ce qui correspond à une plus grande proportion des coûts totaux (13,4% contre 10% à la conception); leur contribution passe à 24 % des plantations, et 15 % pour la composante B.

Proposition de réallocation des fonds FIDA

168. La réallocation des fonds du don 2 du FIDA a été proposée sur la base du budget convenu avec la mission de revue à mi-parcours pour la période 2018-2020. Elle porte sur l'allocation des fonds non alloués de 226 844 DTS ainsi que sur la réduction des allocations des catégories **Salaires** pour 350 000 DTS (baisse de près de 50%) et sur la catégorie **Equipements et Matériel** (baisse de près de 100%). Pour ces deux catégories, les allocations du Don 1 ont permis de couvrir la majeure partie des dépenses correspondantes. Le budget de la catégorie **Biens, Services, Intrants** a été alloué sur ce don pour permettre d'enregistrer les dépenses des coopératives concernant les plantations et les autres appuis tels que convenus avec le ministère pour les années 2018 et 2019. La catégorie **Coûts de fonctionnement** a été relevée et constitue actuellement 8.5% du total du don; le ratio précédent était une faible dotation de 2.7%. Pour les années 2015 à 2016, ces coûts étaient liés à une flotte automobile importée (coût de l'assurance, du carburant et de l'entretien). Actuellement, le budget de la catégorie est pratiquement épuisé sur les deux dons. L'augmentation sur le don 2 permettra de prendre en charge les coûts de fonctionnement de l'UGP réduits au minimum : par exemple, la plupart des véhicules seront transférés au ministère. En ce qui concerne la catégorie **Consultants**, l'augmentation est liée essentiellement aux prévisions de coûts des études pré-achèvement et à la mission d'achèvement.

Tableau 6 : Réallocation du don 2 FIDA par catégorie

N°	Catégories	Allocation par catégorie	Réallocation proposée	Budget après réallocation
I	INFRASTRUCTURES RURALES	0		
II	CONSULTATIONS	870 000	+200 000	1 070 000
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	260 000	-248 156	11 844
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	0	+500 000	500 000
V	FORMATION	45 000	0	45 000
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	710 000	-350 000	360 000
VII	COÛTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	+125 000	185 000

99	NON ALLOUE	226 844	-226 844	0,00
	TOTAL	2 171 844	0	2 171 844,00

169. Le tableau ci-après indique les prévisions de taux de décaissement prévisionnels, avant et après réallocation :

Tableau 7 : Décaissements prévisionnels sur le don 2 FIDA

N°	Rubriques	Allocatio n par catégorie	Déc. Cumulés au 31 mai 2017 selon DRF & LGS au 30/09/17	% déc. au 30/0 9/17	Total Déc. Prév. Juin 17 à Juin 2020	Total Déc. Actuels + Prév au 30 juin 2020	%déc. avant réalloc.	Réallocation proposée	Budget après réallocatio n	%déc. après réalloc .
I	INFRASTRUCTUR ES RURALES	0	0		0	0				
II	CONSULTATIONS	870 000	500 863	58%	677 331	1 178 193	135%	200 000	1 070 000	110%
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	260 000	4 326	2%	906	5 231	2%	-248 156	11 844	44%
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	0	0		381 934	381 934		500 000	500 000	76%
V	FORMATION	45 000	10 461	23%	18 528	28 989	64%	0	45 000	64%
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	710 000	3 000	0%	216 323	219 323	31%	-350 000	360 000	61%
VII	COUTS FONCTION- NEMENT	60 000	74 707	125 %	56 534	131 241	219%	125 000	185 000	71%
99	NON ALLOUE	226 844	0	0%	0	226 844	100%	-226 844	0	
	TOTAUX	2 171 844	1 234 290	57%	1 351 555	2 171 756	100%	0	2 171 844	100%

J. Performance des partenaires de mise en œuvre du PAPAC

170. **Projet GEF.** Le projet "Approche écosystémique intégrée pour la gestion et la conservation de la biodiversité dans la zone tampon (ZT) des Parcs Naturels "Obô" de São Tomé et Príncipe", financé par un don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) de 2,418 millions USD, a été conçu comme un financement additionnel et une composante intégrée au PAPAFA. Il ciblait, en liaison avec les activités de celui-ci, 44 communautés, ayant un impact direct sur l'exploitation des ressources naturelles de la Zone Tampon des Parcs naturels de São Tomé et Príncipe. Il est entré en vigueur le 6 décembre 2012 et s'est achevé au 6 juin 2016. Le Projet était intégré au départ dans le dispositif institutionnel du PAPAFA et, à l'achèvement de celui-ci, le PAPAC a pris le relais en adoptant le même dispositif institutionnel.

171. Le Projet est intervenu notamment sur les 3 Composantes analysées ci-dessus dans le cadre du PAPAC (Développement des plantations familiales, Consolidation des Organisations de Producteurs et Nouveaux domaines d'intervention); il a en effet mis en œuvre 5 conventions avec les 3 coopératives de cacao et café biologiques, sur 33 communautés au total), portant essentiellement sur la plantation de cacao et de café robusta, la construction de centres de traitement humide pour le café et la réalisation de micro-projets (d'élevage en majeure partie). Une convention a ainsi été mise en œuvre avec la CECAB, pour la plantation de 40 000 plants de cacao et 6 400 plantes d'ombrage sur près de 1 000 ha, une avec la CECAQ-11, pour un projet de valorisation de la pulpe de cacao en gelée, et trois conventions avec la CECAFEB⁴².

172. Il a été évalué que le recours à ces coopératives a permis d'obtenir des résultats satisfaisants et susceptibles de se développer de façon durable, en rapport avec leurs plans de développement en termes de régénération et extension des plantations, transformation des produits et diversification des activités ; par contre, les micro-projets mis en œuvre directement avec des associations de producteurs se sont heurtés à des difficultés en termes de suivi technique et de durabilité.

173. **AFD.** Le Gouvernement de São Tomé et Príncipe et l'AFD ont signé une convention d'un montant d'environ 240 000 euros en décembre 2010, avec comme objectif de favoriser le développement économique et social des agriculteurs de la région de Monte Café. Elle a permis notamment

⁴² La première concerne la mise en œuvre de 6 MP pour élevage et de 2 pour cultures alimentaires ; la seconde concerne le développement de la culture de café robusta dans la zone de Colônia, avec la formation des producteurs sur les techniques de culture et de transformation, la mise à disposition d'une unité de traitement humide, le défrichement de parcelles, la préparation de pépinières et la plantation ; enfin la troisième concerne le développement de la culture de café robusta dans la zone de Santa Catarina, avec la construction et l'équipement d'une unité de traitement humide

l'équipement et l'amélioration du siège de la CECAFEB à Monte Café (véhicules et motos, équipements de torréfaction, réhabilitation d'un entrepôt, construction de séchoirs solaires etc.) et l'équipement d'un centre de traitement humide (encore en cours). Cette convention s'achève fin 2017, avec une prolongation de 6 mois pour permettre l'achèvement de tous les travaux et la livraison de tous les matériels et équipements.

174. Une autre convention, d'un montant de 500 000 euros a été signée en août 2015, pour la mise à disposition d'une assistance technique internationale auprès du PAPAC, afin d'accompagner l'autonomisation financière et technique des coopératives mises en place dans le cadre du PAPAFA. Dans ce cadre, un contrat de prestation de services a été signé en juin 2016, pour 30 mois, comprenant une AT résidente pour 26 mois et 3,5 mois d'assistance technique à court terme. Une mission d'évaluation de ces deux conventions a été réalisée en octobre 2017 par l'AFD ; ses conclusions préliminaires ont été partagées avec le projet et la mission à mi-parcours du PAPAC (recentrage de l'AT sur l'appui à la CECAFEB, possibilité de financement d'études en complément du FIDA avant l'échéance du PAPAC) ; son rapport final sera transmis au FIDA dans les meilleurs délais.

K. Durabilité

175. **Durabilité sociale.** Les coopératives mènent un réel travail d'associativisme et coopérativisme pour promouvoir l'ancrage communautaire, ceci consolidé par des actions sociales mises en place en parallèle par CECAB et CECAQ11. Cependant, cet ancrage semble encore relativement faible dans le cas de CEPIBA par exemple, où il existe un fort taux de vente hors-coopérative une fois les investissements en champs réalisés, entre autres pour des raisons de besoin immédiat de trésorerie. De même, bien que la majorité des associations soient déjà légalisées⁴³, leur constitution est liée directement à la structure des coopératives et ne repose a priori sur aucun ancrage social réel, d'où certains risques de dislocation à terme. Cependant, certaines expériences, telle que celle de Poiso Alto (CECAFEB), où l'entraide communautaire est un facteur de développement de la culture du café, méritent d'être valorisées à travers des visites d'échange.

176. Les coopératives sont néanmoins conscientes des difficultés ci-dessus mentionnées, et des mesures sont prises pour assurer une certaine appropriation par les producteurs bénéficiaires, notamment à travers un système de contributions à la plantation, mais celles-ci restent encore relativement faibles. D'autre part, face au taux actuel très bas de paiement des cotisations, un point positif est l'introduction des coûts de fonctionnement dans la structure des prix pour CECAFEB et CEPIBA, sur le modèle des coopératives de cacao, ce qui a l'avantage de ne faire payer que les producteurs qui produisent déjà.

177. **Durabilité institutionnelle.** Avec PAPAFA d'abord, puis de façon plus prononcée avec PAPAC, les investissements du projet se sont concentrés sur les filières d'exportation de produits traditionnels à São Tomé, l'augmentation de la production et de la productivité, l'organisation des producteurs en coopératives et l'accès à des marchés extérieurs de niche rémunérateurs. La consolidation des coopératives a donc représenté l'essentiel des investissements du PAPAC, et en est le résultat le plus évident. La délégation de la mise en œuvre – par le biais de conventions triennales et de contrats annuels d'objectifs, a renforcé l'appropriation des acquis du projet par les bénéficiaires, les investissements ainsi réalisés correspondant aux besoins et demandes des coopératives plus qu'à une identification « externe » de ces besoins. Elle correspond donc à une stratégie réussie de désengagement.

178. La question de la propriété des structures de production des coopératives n'a pas encore été réglée pour un certain nombre d'infrastructures de stockage et transformation, bâtiments, etc..., ce qui présente un risque important pour la pérennité des activités. Il conviendra de procéder systématiquement à la légalisation de ces biens.

179. **Durabilité financière et économique.** Des 4 coopératives créées, deux ont d'ores et déjà atteint l'autonomie économique et financière – CECAB depuis 2015 et CECAQ 11 en 2017; les deux autres coopératives sont encore dépendantes de ressources extérieures, essentiellement pour l'augmentation de leur capacité productive (investissement dans la production via les plantations paysannes, et dans la transformation via des infrastructures décentralisées plus adaptées aux réalités productives⁴⁴. Ces deux coopératives nécessitent également un appui pour le financement de leur fonctionnement ; CEPIBA devrait atteindre l'équilibre (hors amortissements) en 2019 et un résultat

⁴³ 100% d'associations légalisées pour CECAB et CECAQ11 d'ici fin 2017, 15/18 pour CEPIBA, 5/14 pour CECAFEB

⁴⁴ Ainsi, le café doit être traité dans les 6 heures suivant sa récolte, ce qui implique de disposer de centre de traitements humide à proximité des zones de production. L'aire géographique de production du café s'est largement agrandie avec le développement de la production de Robusta, requérant de nouvelles infrastructures.

positif, amortissements inclus, dès 2020. CECAFEB se trouve encore dans une situation délicate, n'obtenant un résultat positif (hors amortissement) qu'à partir de 2021. Néanmoins, ces deux coopératives (CEPIBA et CECAFEB) ont des coûts de production élevés et doivent vérifier l'origine de ces coûts afin d'améliorer leur productivité et rentabilité.

180. **Durabilité technique.** Chacune des 4 coopératives a au cours de la période du PAPAFA et du PAPAC développé ses compétences techniques, grâce à un ensemble d'éléments (appui technique direct du partenaire dans le cas de la CECAB, contacts avec le CHTT de Tamatave dans le cas de la CEPIBA etc.). Elle a simultanément développé son noyau technique de terrain, composé de techniciens et socio-techniciens. Le financement de ce personnel technique par le PAPAC a progressivement diminué, et le maintien de cette capacité technique « de proximité » - qui doit donc de plus en plus être financé sur fonds propres - est indispensable pour assurer un suivi technique rapproché des membres existants de même que des nouveaux.

181. **Durabilité environnementale.** Les systèmes de production promus par le projet, et mis en place par les coopératives sont des systèmes axés sur la gestion durable des ressources naturelles, la lutte contre l'érosion, et la réduction de la consommation des énergies fossiles. Ces systèmes contribuent au maintien, et à la régénération du couvert forestier. L'énergie solaire est très largement la principale source d'énergie utilisée dans les transformations des produits. Les techniques promues visent explicitement à améliorer la résilience aux aléas climatiques. Les quatre coopératives sont certifiées « bio » et évoluent dans un contexte national où l'utilisation de pesticides par les autres producteurs agricoles est nul (ou maîtrisé), ce qui réduit considérablement le risque de contamination « externe » des produits des coopératives.

L. Leçons apprises

182. De façon générale, et de par même la stratégie et le contenu du PAPAC, les résultats et leçons apprises de celui-ci viennent renforcer les acquis du PAPAFA, notamment en ce qui concerne l'impact notable au niveau des communautés rurales visées par le FIDA, le développement progressif d'une petite agriculture commerciale durable et adaptée aux contraintes du pays, la mise au point d'un modèle économique adapté et performant de filière d'exportation de produits agricoles, l'extension de l'utilisation du modèle cacao à d'autres filières agricoles, l'accroissement sensible des prix FOB et des marges de commercialisation pour les membres des coopératives et l'accroissement du revenu par ménage.

183. Les coopératives de cacao sont aujourd'hui autonomes ou sur le point de l'être. Par contre, des soutiens sont encore nécessaires pour la CECAFEB, et la CEPIBA dans une moindre mesure, avant qu'elles n'atteignent leur point d'équilibre. Vu l'expérience réussie de la CECAB et de la CECQA 11, les futurs efforts visant à appuyer ces coopératives seront probablement gagnants.

184. Malgré le contexte défavorable à l'intégration des jeunes, vu la faible disponibilité des terres, leur intégration dans les coopératives est possible par un travail de sensibilisation auprès des familles et des jeunes, comme l'illustre l'expérience de la CECAFEB. De même, pour l'inclusion des femmes, les mesures incitatives (prise en charge de la trouaison et défrichage) comme proposées par la CEPIBA favorisent effectivement l'intégration des femmes.

185. L'expérience du projet démontre clairement que l'insertion de nouveaux domaines d'activités tels que l'élevage, peu intégrés dans la stratégie globale du projet, n'est pas durable et exige un dispositif spécifique de mise en œuvre. Pour pouvoir avoir des effets, ces activités d'élevage nécessitent également une mobilisation communautaire et une étude de marché en amont, sur les opportunités et risques (approvisionnement en aliments et animaux et débouchés commerciaux), et un accompagnement en aval, notamment en ce qui concerne les aspects techniques et la gestion.

186. La consolidation des 4 coopératives a représenté l'essentiel des investissements du PAPAC et en est le résultat le plus évident. La délégation de la mise en œuvre, par le biais de conventions triennales et de contrats annuels d'objectifs, a renforcé l'appropriation des acquis du projet par les bénéficiaires, les investissements ainsi réalisés correspondant aux besoins et demandes des coopératives plus qu'à une identification « externe » de ces besoins. Elle correspond donc à une stratégie réussie de désengagement.

187. Le développement de la micro-irrigation est un long processus, encore à un stade embryonnaire dans le pays, qui exige que des moyens conséquents soient mis en œuvre par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires. Les moyens limités mis à disposition par le PAPAC pour ce domaine ont certes permis « d'amorcer la pompe » ; il est impératif qu'ils soient relayés et renforcés dans un cadre plus large.

188. L'implication des services centraux du MADR (Agriculture, Elevage, Irrigation, CADR) et des délégations du CADR dans les districts est indispensable dans le suivi des activités du projet. De même, une stricte coordination des projets co-financés par divers bailleurs de fonds est nécessaire pour permettre une meilleure complémentarité de leurs activités.

M. Conclusion

189. Globalement, les performances du PAPAC à mi-parcours de sa mise en œuvre sont jugées satisfaisantes. Ceci est reflété par des taux de réalisation cumulée de la plupart des objectifs physiques compris entre **72%** et **154%** si on prend en considération les réalisations attendues au 31 décembre 2017. Ces bonnes performances du projet ont par ailleurs été notées par les missions antérieures de supervision et de suivi. Seuls les nouveaux domaines d'intervention du projet (petit élevage et micro irrigation) n'ont pas produit les effets escomptés.

190. L'acquis majeur du PAPAC est la consolidation des 4 coopératives (CECAB, CECAQ11, CEPIBA, et CECAFEB), anciennement appuyées par le PAPAFA, dans une logique de partenariat contractuel avec le projet à travers des conventions triennales et contrats annuels d'objectifs. Cette approche a contribué significativement à promouvoir la responsabilisation, l'autonomie et le renforcement institutionnel de ces coopératives. Celles-ci représentent un exemple réussi des appuis du FIDA et du Gouvernement de São Tomé et Príncipe au développement des PME. La pleine autonomie financière en 2018 de deux coopératives (CECAB et CECAQ 11) est l'indicateur de durabilité du modèle proposé par le PAPAFA puis par le PAPAC. A titre indicatif, selon les statistiques de la Banque Centrale, les ventes de cacao réalisées par la CECAB ont représenté en 2015 et 2016 respectivement 42% et 39% de la valeur totale du cacao exporté au niveau national. Pour accélérer l'autonomisation des deux autres coopératives (CEPIBA et CECAFEB), la prise en charge de leurs coûts de fonctionnement par le projet sera dégressive pendant la période restante de mise en œuvre du PAPAC pour que ces coûts soient totalement supportés par ces coopératives à partir de 2020.

Appendice 1: : Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées

Basic Facts

Country	Sao Tome and Principe	Project ID	1687 [1100001687]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000000840
Project	Smallholder Commercial Agriculture Project			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000001546
Date of Update	23-Oct-2017				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	3	No. of Implementation Support/Follow-up missions	2		
Last Supervision	08-Oct-2016	Last Implementation Support/Follow-up mission	01-July-2017		

					USD million	Disb. rate %
Approval	13-Sep-2014			Total financing	9.79	
Agreement	29-Sep-2014	Effectiveness lag	0.5	IFAD Total	6.00	
Entry into force	29-Sep-2014	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	19-Dec-2014			DSF grant	6.00	75
MTR	28-Oct-2017	Last amendment		IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2020	Last audit	20-Jun-2017	ASAP grant	0.00	0
Current completion	30-Sep-2020			Domestic Total	1.90	
Current closing	03-Mar-2021			Beneficiaries	1.00	7
No. of extensions	0			National Govern	0.90	15
				External Cofinancing Total	1.89	
				ADF_FRA	0.70	17
				TBD	1.19	0

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	4	4	1. Quality of project management	4	4 (c)
2. Acceptable disbursement rate	6	6	2. Performance of M&E	4	5 (d)
3. Counterpart funds	3	3	3. Coherence between AWPB & implementation	5	5
4. Compliance with financing covenants	4	3	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	4	5 (b)	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus	4	4

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Filière cacao conventionnel de qualité	5	5	1. Institution building (organizations, etc.)	5	5
2. Filière poivre/vanille	5	5	2. Empowerment	5	5
3. Filière cacao bio équitable	5	5	3. Quality of beneficiary participation	5	5
4. Filière café biologique	5	3 (e)	4. Responsiveness of service providers	5	3 (h)
5. Consolidation des OP	4	4	5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
6. Micro-irrigation	4	3 (f)	6. Potential for scaling up and replication	4	5 (i)
7. Elevage	4	3 (g)			

B.5 Justification of ratings

Gestion financière satisfaisante tant du point de vue de la justification des dépenses que de la tenue de la comptabilité. (b) La passation des marchés est conforme aux directives et au plan approuvé ; la qualité de la documentation et des décisions est satisfaisante. (c) Gestion du projet axée sur les résultats, assurée par un personnel compétent disposant d'une bonne expérience acquise avec le PAPAFPA. Toutefois, le Comité de pilotage et le MADR ne sont pas suffisamment impliqués dans le suivi et la supervision des activités du PAPAC. (d) Données disponibles générées par le système de suivi-évaluation du projet et production régulière de rapports de bonne qualité permettant d'apprécier globalement les produits et effets réalisés par le projet. (e) La viabilité économique et sociale de la filière de café biologique demande encore à être confirmée et la CECAFEB ne sera équilibrée qu'en 2021. (f) Des kits de micro-irrigation en nombre réduit ont été installés comme tests; leur adaptabilité reste à démontrer. (g) Les résultats escomptés pour le petit élevage (porcs et volaille) n'ont pas été atteints suite aux difficultés essentiellement liées aux partenaires privés et au suivi des groupes. (h) Les modèles économiques des coopératives sur des filières d'exportation de niche pourraient être répliqués dans des conditions similaires.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	3	5
C.2 Food security	4	4
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	5	5

Rationale for implementation progress rating

Les coopératives ont capitalisé sur le projet dans leurs facteurs de production et de transformation (ex. pépinières, séchoirs, magasins de stockage, etc.). Les revenus générés permettent aux bénéficiaires d'accéder aux biens alimentaires qu'ils ne peuvent eux-mêmes produire. Toutefois, le problème d'insécurité alimentaire est accentué par la période de sécheresse qui s'allonge d'année en année. Tous les systèmes de production soutenus sont certifiés « bio » et contribuent au maintien et à la régénération du couvert forestier. L'énergie solaire est très largement la principale source d'énergie utilisée dans les transformations des produits. Les techniques promues visent explicitement à améliorer la résilience aux aléas climatiques.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	5	5
--	---	---

Rationale for development objectives rating

La progression de la production se poursuit conformément aux prévisions pour trois coopératives (cacao et poivre). La CECAFEB (café) mise depuis 2017 en priorité sur le marché national et les produits finis, tout en recherchant les partenaires extérieurs pour la commercialisation du café à des prix rémunérateurs. A l'exception du petit élevage, les modes de mise en œuvre et partenaires choisis demeurent appropriés et efficaces. Concernant l'augmentation du prix au producteur, la cible du projet (65% à 75% du prix FOB) est déjà atteinte à 80% et plus par toutes les coopératives. Il en est de même du revenu moyen annuel par producteur, à l'exception de producteurs de café.

C.6 Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	l'autonomisation en cours des coopératives devraient entraîner un achèvement accéléré du projet, avec anticipation d'un an environ. Une réduction du personnel doit être effectuée avec effet au 31/12/2017.
Project implementation progress	Pas de risque majeur même avec la réduction significative du personnel du projet, car la plupart des activités sont déléguées aux coopératives. L'anticipation de la fin de l'assistance technique permanente/AFD pourrait cependant compromettre le bon déroulement des activités de capitalisation et la préparation de la mission d'achèvement.
Outputs and outcomes	Le café arabica reste soumis à des infestations importantes d'insectes (existence de plantations abandonnées au voisinage des parcelles des bénéficiaires). Les activités de micro-irrigation prévues en 2018 ne pourront pas être réalisées si la nouvelle série de kits d'irrigation n'est pas installée avant le début de la « gravana », c'est-à-dire juin 2018, ce qui implique que le processus d'acquisition des matériels, la sélection des bénéficiaires et l'installation des équipements soit achevé à temps.
Sustainability	Les marges de manœuvre de la CECAFEB restent limitées dans un environnement de commerce international beaucoup moins favorable pour le café que pour le poivre et le cacao de qualité. Il y a un risque que l'achèvement anticipé du projet ne lui permette pas d'atteindre son point d'équilibre. Fragilité des groupes d'éleveurs (porcs et volaille) en matière de gestion de l'entreprise, accès à l'alimentation (importée) et au marché. Ces groupes ont encore besoin d'un suivi (intrants, technique, gestion, commercialisation) de proximité.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Préparation du PTBA 2018	Finaliser le PTBA 2018 sur la base des plans d'affaire et des recommandations de la RMP	Novembre 2017	en cours
Plan d'action 2018-2020	Mettre en œuvre les plans d'action/feuilles de route convenus avec la RMP	Continu	2018
Activités d'achèvement et de clôture	Respecter strictement le planning des activités d'achèvement et de clôture	Continu	2019-2020
Etudes thématiques et Capitalisation	Initier les études thématiques et de capitalisation requises pour assurer un bon achèvement du PAPAC et prévoir un spécialiste capitalisation en appui lors de la prochaine mission de supervision	Immédiat et continu	2018
Réduction du personnel	Le projet doit s'attacher les services d'un juriste pour assurer que les dispositions contractuelles sont respectées.	Immédiat	En cours

Additional observations

Prochaine mission de supervision en octobre 2018

Appendice 2 : Cadre logique du PAPAC⁴⁵ (avant RMP)

Synthèse/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables (dont SYGRI*), désagregés par genre, chaque fois que possible	Moyens de vérification	Risques (mesures d'atténuation) et/ou hypothèses
1. But/Objectif global			
Contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire dans les zones cibles du projet, sur les deux îles de Sao Tome et Principe	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence de pauvreté rurale baisse de 10% dans les communautés cibles* - Réduction taux malnutrition des enfants <5 ans* (Malnutrition chronique de 4 à 2%, aigue de 17,2 à 15,2%, insuffisance pondérale de 8,8 à 6,8%) - Disette* réduite de 2,8 à 1,5 mois et ménages touchés de 19 à 10% 	Enquête d'impact par district3 Enquêtes d'impact SYGRI, MICS, EBC, QUIBB, RGPH4	Instabilité politique <i>Capitalisation du dispositif institutionnel du PAPAFA et délégation de la maîtrise d'ouvrage aux coopératives</i> <i>Capital social grandissant des populations cibles</i>
2. Objectif de développement			
Fournir aux ménages ruraux les plus vulnérables un accès durable à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu moyen annuel issu des cultures d'exportation des producteurs (de 24 à 29 millions Dbs/an CECAB, de 10,8 à 21.6 CECAQ11, de 4,8 à 14,4 millions CECAFEB, de 14,7 à 60 millions CEPIBA), - Augmentation du revenu moyen annuel des producteurs de porcs (de 24 à 32 millions), producteurs de volailles (de 24 à 31 millions) - Augmentation du prix au producteur (de 65 à 75% du prix FOB à la CECAB, de 64 à 70% CECAQ11, de 60 à 65% CECAFEB, de 65 à 73 CEPIBA) - 4750 ménages (18 500 personnes, 50% femmes) ont bénéficié des services du projet (1650 ménages de jeunes et 1670 ménages dirigés par des femmes) 	Compte d'exploitation producteurs/coopérative Système comptable des coopératives d'exportation Statistiques douanières Contrat signé avec le partenaire commercial Enquêtes et études de cas	Pratique de stratégies "extensives" par des acteurs commerciaux Prix négociés avec les partenaires extérieurs très inférieurs/moins attractifs que ceux du marché local <i>Fidélisation des ménages/planteurs, qualité et stabilité des partenariats commerciaux des coopératives</i>
Composante A: Développement des plantations familiales			
Effet A.1: Les planteurs de Sao Tome et de Principe, anciens et nouveaux, se sont professionnalisés techniquement et économiquement	<ul style="list-style-type: none"> - 4350 planteurs classés professionnels (60% catégorie A, 20% cat. B, 10% cat. C et 10% cat. D, par type de ménages) <p><i>Durabilité probable après environ 3 ans :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% des groupes de production agricole* (associations) sont opérationnelles <p><i>Efficacité : amélioration de la production agricole*</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la production commercialisée (de 800 à 1700 T/an pour CECAB, de 250 à 500 T/an pour CECAQ11, de 14 à 60 T/an pour CECAFEB, de 8 à 35 T/an pour CEPIBA dont 30% à Principe) - 3480 producteurs (80%) ont augmenté leurs rendements - 3480 producteurs (80%) ont adopté au moins une technique recommandée 	Fichiers "membres", "production" et "vergers" des coopératives Enquêtes et études de cas Comptes d'exploitation planteurs et coopérative Plans d'affaires des coopératives	Aléas climatiques <i>Appui à l'irrigation</i> Marginalisation ou exclusion des ménages les plus vulnérables <i>Appuis spécifiques à ces types de ménages</i>

⁴⁵ Le cadre logique du PAPAC a été révisé lors de la mission de suivi de 15 au 23 février 2016 en collaboration avec les Directeurs exécutifs des Coopératives et la cellule de S&E

Les nouveaux indicateurs de base du SMRO (Système de mesure des résultats opérationnels) ou ORMS (en anglais) ne sont pas encore pris en compte, puisque ce système remplacera le SYGRI seulement à partir de novembre 2017. Les indicateurs SYGRI ont donc été conservés tels quels. A noter que le Cadre logique n'a pas été révisé de manière significative lors de cette revue à mi-parcours (cf. Cadre logique révisé en annexe au rapport de mission).

Synthèse/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables (dont SYGRI*), désagregés par genre, chaque fois que possible	Moyens de vérification	Risques (mesures d'atténuation) et/ou hypothèses
Produit A.1.1: <input type="checkbox"/> Les capacités de production des acteurs ruraux sont renforcées	- 4350 personnes formées aux méthodes/ techniques de production agricole* (2400 CECAB, 1300 CECAQ11, 310 CECAFEB, 340 CEPIBA) > 30% de femmes et 30% jeunes - 95 groupes de production créés/renforcés* (de 34 à 38 CECAB, de 18 à 22 CECAQ11, de 10 à 14 CECAFEB, de 19 à 21 CEPIBA), 4350 membres (>30% femmes)*, 70% groupes ayant des femmes dans instances de décisions* - 2530 ha superficies réhabilitées: Cacao bio 1 000 ha, cacao de qualité 1 200 ha, café 320 ha, poivre 10 ha - 950 nouveaux planteurs appuyés: cacao bio 250, cacao de qualité 300, café 200, poivre 200, >30% femmes et >30% jeunes	Conventions triennales, contrats annuels d'objectifs PAPAC-coopératives Fiches suivi/Rapports trimestriels d'activités des coopératives Rapports supervision cellule S&E de l'UGP Rapports supervision FIDA	
Composante B: Consolidation des Organisations de Producteurs (OP)			
Effet B.1: Les quatre coopératives et leurs associations (à Sao Tome comme à Principe) sont fortes institutionnellement et rentables financièrement, en relation durable et équitable avec des partenaires extérieurs	<i>Durabilité probable après environ 3 ans:</i> - >80% des installations de transformation et stockage sont fonctionnels* - 100% des groupes de commercialisation sont fonctionnels* avec une autosuffisance financière (point d'équilibre atteint) <i>Efficacité:</i> - 4 350 producteurs bénéficient d'un plus large accès au marché* >30% femmes et >30% jeunes	Contrat de partenariats signé avec d'autres bailleurs Compte d'exploitation et audit financier annuel des coopératives Enquêtes et études de cas	
Produit B.1.1 Des infrastructures rurales productives sont construites, améliorant la qualité des produits transformés et facilitant leur commercialisation par les coopératives	- 78 Installations de transformation (séchoirs) aménagés/remises en état* (16 CECAB, 48 CECAQ11, 8 CECAFEB, 6 CEPIBA) - 18 installations de stockage* (magasins et bacs fermentation) (4 CECAB, 6 CECAQ11, 6 CECAFEB, 2 CEPIBA) - 400 personnes formées à la gestion des infrastructures* (190 CECAB, 110 CECAQ11, 70 CECAFEB, 30 CEPIBA) dont >30% femmes et 30% jeunes	Rapports de la cellule infrastructures de l'UGP Rapports supervision cellule S&E de l'UGP Fiches suivi/Rapports trimestriels d'activités des coopératives Mission supervision FIDA	Coût équipe infrastructures trop élevé s'il n'est pas partagé avec d'autres bailleurs <i>Concentration des infrastructures "PAPAC" sur les 3 premières années</i>
Produit B.1.2 Les coopératives sont opérationnelles; elles ont atteint leur point d'équilibre, un bon niveau de gouvernance et utilisent des outils de gestion/comptables performants	- 4 groupes de commercialisation formés/consolidés* (CECAB, CECAQ11, CECAFEB, CEPIBA) 100% (4) avec des femmes dans les instances de décisions* - 4350 membres des groupes de commercialisation formés/consolidés* (2400 CECAB, 1300 CECAQ11, 310 CECAFEB, 340 CEPIBA) >30% de femmes et 30% jeunes - 920 personnes formées aux affaires et entrepreneuriat* (gestion, comptabilité, commercialisation, plan d'affaires, gouvernance, etc.) (380 CECAB, 220 CECAQ11, 140 CECAFEB, 180 CEPIBA) dont >30% de femmes et 30% jeunes - 7 plans d'affaires triennaux élaborés et actualisés à terme - 21 audits annuels réalisés par les coopératives et non qualifiés	Rapports supervision cellule S&E et FIDA Rapports d'activités UGP Plans d'affaires coopératives Fiches suivi/Rapport d'activités coopératives Rapports d'Audits coopératives	Chute des cours du cacao, café et/ou poivre sur le marché international <i>Valorisation des spécificités des produits certifiés de STP (bio, commerce équitable, label, etc.)</i> Ratio impact/coûts insuffisants du conseil technico-économique <i>Utilisation de ressources humaines des OP ou structure inter-coopératives, utilisation pédagogique plan d'affaires, support/accompagnement PAPAC</i>
Produit B.1.3 Les coopératives s'enrichissent d'expériences de pairs internationaux pour accroître leurs capacités de négociation, commercialisation, mutualisation des	- 4 voyages d'échanges internationaux entre OP de mêmes filières - 4 études de marché réalisées - Participation à 5 foires - 4 achats mutualisés - 40 personnes informées/formées sur les textes juridiques nationaux/internationaux (10/coop.)	Rapport d'activités et comptable des coopératives Rapports d'étude Nouveaux textes élaborés ou révisés	

Synthèse/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables (dont SYGRI*), désagregés par genre, chaque fois que possible	Moyens de vérification	Risques (mesures d'atténuation) et/ou hypothèses
achats, dans un cadre juridique national et international mieux défini et maîtrisé	- Une étude de faisabilité pour l'établissement d'un cadre juridique des coopératives à STP réalisée		
Composante C : Nouveaux types d'intervention			
Effet C.1: Les ménages ruraux pauvres ont accès à des activités et des revenus diversifiés	<i>Efficacité:</i> - l'infrastructure de production (Périmètre irrigué): 800 producteurs (80%) ont un accès garanti à l'eau*, >30% femmes et >30% jeunes - augmentation de la production animale commercialisée: 800 porcs et 12500 poulets de chair par an <i>Durabilité probable après environ 3 ans:</i> - >80% des infrastructures de production (Périmètre irrigué) sont opérationnels*	Enquête et études de cas Contrats de production signés entre producteurs et transformateurs privés Cahiers de gestion des transformateurs privés	Demande insuffisante pour pérenniser le circuit d'importation de matériel de micro-irrigation <i>Partenariat avec coopératives/autres OP et projets de réhabilitation/création réseaux d'irrigation. Dès que faisable, recherche de nouveaux marchés pour les producteurs maîtrisant ces techniques (fleurs, épices, exportation de fruits ou légumes, etc.)</i> Maladies phytosanitaires <i>Suivi et vaccination des animaux distribués</i>
Produit C.1.1: L'introduction de la micro-irrigation garantie un accès et une gestion rationnelle de l'eau pour une production agricole diversifiée	- 20 ha de superficie de périmètre de (micro)-irrigation aménagés ou réhabilités* - 1000 ménages équipés et formés en micro-irrigation	Rapports UGP (techniciens élevage, micro-irrigation) Mission Supervision cellule S&E et du FIDA Comptabilité/Cahier de gestion des partenaires transformateurs	
Produit C.1.2: Le petit élevage avicole et l'embouche porcine, en partenariat avec des producteurs-transformateurs privés locaux, constituent de nouvelles opportunités pour les ménages ruraux pauvres	- 100 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale* (50 élevage de porcs + 50 aviculture) dont >30 femmes et >30 jeunes		

Appendice 3 : Récapitulatif des mesures convenues

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à la réduction des effectifs : remettre les lettres de préavis au personnel concerné et s'attacher les services d'un juriste	Coordinatrice/RAF	31 Octobre 2017
Finaliser le PTBA 2018 sur la base des plans d'affaire et des recommandations de la RMP	Coordinatrice	30 novembre 2017
Mettre en œuvre la feuille de route du projet jusqu'à l'achèvement	Coordinatrice	Immédiat
Réaliser l'étude de faisabilité de l'unité de traitement de poivre de Rio Lima / Potó	CEPIBA	31 décembre 2017
Achever les activités et le contrat du champ de démonstration et procéder à la relocalisation des équipements correspondants	Coordinatrice/Spécialiste micro-irrigation	Immédiat
Procéder à l'importation et installer les kits de micro-irrigation	Coordinatrice/Spécialiste micro-irrigation	30-juin-18
Assurer le suivi des parcelles test de micro-irrigation	Coordinatrice/Spécialiste micro-irrigation	Immédiat et régulier
Résoudre les questions relatives aux partenariats « élevage » et garantir un appui régulier aux groupements « élevage »	Coordinatrice/prestataire élevage-gestion	Immédiat puis régulier d'ici fin 2018
Procéder à la légalisation des biens des coopératives	Coordinatrice/consultant-e juriste	30 juin 2018
Finaliser les bases de données des coopératives et mettre en place le système de contrôle des données	Gestionnaire base de données et gestionnaires des coopératives	30 mars 2018
Réaliser des missions de supervision trimestrielles	Coordinatrice / membres du Comité de Pilotage	15 jan. 2018 puis trimestriel
Sensibiliser sur la participation des femmes en prévision des prochaines élections des associations et coopératives	Coopératives, cellule SE	30 mars 2018
Prévoir un spécialiste capitalisation dans la prochaine mission de supervision pour l'appui méthodologique aux études d'effets spécifiques	FIDA	Octobre 2018
Mobiliser la contrepartie gouvernementale en numéraire pour couvrir au moins les taxes sur les petites dépenses.	Coordinatrice/RAF	Immédiat
Appliquer un taux de recouvrement de 50% sur la DRF N° 11 du Don 1	FIDA/RAF	Immédiat
Envoyer au FIDA une demande de réallocation des coûts par catégorie de dépenses, en fonction du nouveau budget 2018-2020 convenu avec la mission.	Coordinatrice/RAF	30 novembre 2017
Envoyer un rapport financier détaillé sur la contribution de la coopérative, de 2015 à 2017, par nature de dépense ou d'équipement, signé par le Président, le Trésorier et le Directeur Exécutif	Directeur Exécutif de chaque coopérative/RAF	10.jan. 2018 et trimestriel
Anticiper la date d'achèvement au 31/12/2019 et la date de clôture du projet au 30/06/2020	FIDA/Gouvernement	30 novembre 2017

Appendice 4: État d'avancement du PAPAC⁴⁶ sur la période 2015-2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur <i>Désaggrégés par genre, chaque fois que possible</i>	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
1. But/Objectif global													
Contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire dans les zones cibles du projet, sur les deux îles de Sao Tome et Principe	Incidence de pauvreté rurale baisse de 10% dans les communautés cibles*	Nb	53%	/	/	/	/	/	43%	/	/	/	/
	Réduction taux malnutrition des enfants <5 ans* (Malnutrition chronique de 4 à 2%,	Nb	4%	/	/	/	/	/	2%	/	/	/	/
	Réduction taux malnutrition aigue des enfants <5 ans de 17,2 à 15,2%,	Nb	17,2%	/	/	/	/	/	15,2%	/	/	/	/
	Reduction de taux de insuffisance pondérale des enfants <5 ans de 8,8 à 6,8%)	Nb	8,8%	/	/	/	/	/	6,8%	/	/	/	/
	Disette* réduite de 2,8 à 1,5 mois	mois	2,8	/	/	/	/	/	1,5	/	/	/	/
	Ménages touchés de 19 à 10%	%	19	/	/	/	/	/	10	/	/	/	/
2. Objectif de développement													

⁴⁶ Surligné en rose : les cibles qui sont révisées dans le cadre logique après la RMP / Surligné en jaune : des cibles avec des taux d'atteinte faibles mais dont les cibles sont maintenues.

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	Augmentation du revenu ⁴⁷ moyen annuel issu des cultures d'exportation des producteurs												
	CECAB	Millions STD	24,0	25,2	9,3	37%	27,5	109%	29,0	9,3	32%	27,5 ⁴⁸	94,8%
	CECAQ11	Millions STD	10,8	13	5,5	42%	13,9	107%	21,6	5,5	25%	13,9	64,4%
	CECAFEB	Millions STD	4,8	8,4	2,7	32%	3,9	46% ⁴⁹	14,4	2,7	19%	3,9	27,1%
	CEPIBA	Millions STD	14,7	19,7	14,3	73%	17,4	88%	60	14,3	24%	17,4	29%
	Augmentation du revenu moyen annuel des producteurs de porcs et volailles	Millions STD											
	porcs	Millions STD	0	/	/	/	/50	/	8 ⁵¹	/	/	/	/
	volaille	Millions STD	0	/	/	/	/	/	7	/	/	/	/
	Augmentation du prix au producteur												
	CECAB	%	65	S.O	79	/	79	/	75	79	105%	79	105%

⁴⁷ Calcul : division des bénéfices des coopératives sur le nombre de coopérants, alors que devrait être « recettes pour les coopérants divisées par le nombre de coopérants » (biais à la hausse). De plus, tous les affiliés sont considérés, ce qui pour CECAQ11 et CECAB est réaliste (95% des membres livrent), mais ce qui est moins le cas pour CEPIBA et CECAFEB (une part importante ne livre pas encore ou livre en dehors de la coopérative), d'où un biais à la baisse sur les recettes réelles perçues par les producteurs-livres.

⁴⁸ Pour les coopératives, beaucoup d'indicateurs suivent une progression croissante (ex. augmentation de production commercialisée, ...). Dans ces conditions, la valeur atteinte retenue n'a pas été le cumul ou la moyenne annuelle mais la dernière valeur atteinte en 2017.

⁴⁹ Faible production commercialisée due à un élevé taux de mortalité des plantations jusqu'à 2015 (60%) et un prix bas de vente à Malongo

⁵⁰ Données incomplètes : difficiles à reconstituées.

⁵¹ Les cibles initiales ont été reformulées puisqu'il s'agissait d'une nouvelle activité pour les bénéficiaires.

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	CECAQ11	%	64	S.O	66	/	66	/	70	66	94%	66	94%
	CECAFEB	%	60	S.O	66	/	66	/	65	66	102%	66	102%
	CEPIBA	%	65	S.O	59	/	59	/	73	59	81%	59	81%
	Bénéficiaires (portée)												
	ménages bénéficiaires	Nb	0	/	/	/	/	/	4750	4124	87%	4157 ⁵²	88%
	femmes	Nb	0	/	/	/	/	/	1425	1109	78%	1109	78%
	jeunes	Nb	0	/	/	/	/	/	1425	872	61%	904	63%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nb	0	/	/	/	/	/	19000	16472	87%	16628	88%
	femmes (50%)	%	0	/	/	/	/	/	9500	8236	87%	8318	88%
Composante A: Développement des plantations familiales													
Effet A.1: Les planteurs de Sao Tome et de Principe, anciens et nouveaux, se sont professionnalisés techniquement et économiquement	Planteurs classés professionnels												
	Catégorie A	%	NR	/	31%	/	/	/	60%	31% ⁵³	51%	31%	51%
	Catégorie B	%	NR	/	19%	/	/	/	20%	19%	94%	19%	94%
	Catégorie C	%	NR	/	25%	/	/	/	10%	25%	247% ⁵⁴	25%	247%
	Catégorie D	%	NR	/	26%	/	/	/	10%	26%	257%	26%	257%
	Catégorie Z	%	NR	/	/	/	/	/	0%	/	/	/	/
	Durabilité probable après environ 3 ans:		/	/	/	/	/	/	/	/	/	6 ⁵⁵	/
	Groupes de production agricole* opérationnels	%	/	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

⁵² 4111 pour les coopératives, 32 élevage, 14 irrigation : doublons non considérés (estimation 245)

⁵³ Hors CEPIBA (données non-disponibles au moment de la restitution). Avec CEPIBA descend à 28%.

⁵⁴ Taux élevé dû à nouveaux coopérants dont les productions et rendements sont encore faibles et CECAQ11 beaucoup de catégories C parmi ses nombreux membres.

⁵⁵ Barème issu du rapport SYGRI 2017 : moyenne rapide des notations attribuées par coopérative (valable pour tous les indicateurs SYGRI de 2^{ème} niveau).

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désagrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	<i>Efficacité:</i> amélioration de la production agricole*		/	/	/	/	/	/	/	/	/	4	/.
	Augmentation de la production commercialisée												
	CECAB	Ton	800	1200	404	34%	1050	88%	1700	404	24%	1050	62%
	CECAQ11	Ton	250	350	138	39%	350	100%	500	138	28%	350	70%
	CECAFEB	Ton	14	29	4,9	17%	12,5 ⁵⁶	43%	60 ⁵⁷	4,9	8%	12,5	21%
	CEPIBA (dont 30% à Príncipe)	Ton	8	17	12,4	73%	15	88%	35	12,4	35%	15	43%
	80% ont augmenté leurs rendements**								80%				
	CECAB	%	/	/	/	/			80%	/	/	/	/
	CECAQ 11	%	/	/	10%	/	10%		80%	10%	13%	10%	13%
	CECAFEB	%	/	/	/	/			80%	/	/	/	/
	CEPIBA	%	/	/	39%	/	39%		80%	39%	49%	39%	49%
Produit A.1.1: Les capacités de production des acteurs ruraux sont renforcées	% de producteurs ayant adopté au moins une technique recommandée								80%			70%	88%
	CECAB	%	/	80%	60%	75%	60%	75%	80%	60%	75%	60%	75%
	CECAQ 11	%	/	80%	100%	125%	100%	125%	80%	100%	125%	100%	125%
	CECAFEB	%	/	80%	24%	30%	24%	30%	80%	24%	30%	24%	30%
	CEPIBA	%	/	80%	100%	125%	100%	125%	80%	60%	75%	60%	75%
	Personnes formées aux méthodes/ techniques de production agricole* (> 30% de femmes et	Nombre	/	4195	3672	88%	3782	90%	4350	3672	84%	3782	87%

⁵⁶ Environ 8-10 T (inclus Arabica et Robusta) + stock de 2016

⁵⁷ Révisé en février 2016 par rapport à 85T prévues dans la cible finale initialement.

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désagrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	30% jeunes)												
	CECAB	Nombre	/	2400	2139	89%	2139	89%	2400	2139	89%	2139	89%
	CECAQ 11	Nombre	/	1300	997	77%	1088	84%	1300	997	77%	1088	84%
	CECAFEB	Nombre	/	155	208	134%	208	%	310	208	67%	208	67%
	CEPIBA	Nombre	/	340	328	96%	347	102%	340	328	96%	347	102%
	Groupes de production créés/renforcés*	Nombre	/	95	92	97%	92	97%	95	92	97%	92	97%
	CECAB	Nombre	34	35	38	109%	38	109%	38	38	100%	38	100%
	CECAQ11	Nombre	18	22	19	86%	19	86%	22	19	86%	19	86%
	CECAFEB	Nombre	10	14	14	100%	14	100%	14	14	100%	14	100%
	CEPIBA	Nombre	17	18	21	117%	21	117%	21	21	100%	21	100%
	% de groupes ayant des femmes dans instances de décisions*de												
	CECAB	%	/	S.O	79%	/	79%	/	70%	79%	113%	79%	113%
	CECAQ 11	%	/	S.O	30%	/	30%	/	70%	30%	43%	30%	43%
	CECAFEB	%	/	S.O	71%	/	71%	/	70%	71%	101%	71%	101%
	CEPIBA	%	/	S.O	33%	/	33%	/	70%	33%	47%	33%	47%
	Superficies réhabilitées	ha	/	2265	2087,57	92%	2430,68	107%	2535	2087,57	82%	2430,68	96%
	CECAB	ha	/	900	1120	124%	1304	145%	1000	1120	112%	1304	130%
	CECAQ 11	ha	/	1200	785,5	65%	935,5	78%	1200	785,5	65%	935,5	78%
	CECAFEB	ha	/	150	163	109%	171	114%	320	163	51%	171	53%
	CEPIBA	ha	/	15	19,07	127	20,18	135%	15	19,07	127%	20,18	135%

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	Nouveaux "planteurs" appuyés: >30% femmes et >30% jeunes	Nb	/	820	648	79%	686	84%	950	648	68%	686	72%
	CECAB	Nb	/	220	216	98%	216	98%	250	216	86%	216	86%
	CECAQ 11	Nb	/	300	207	69%	207	69%	300	207	69%	207	69%
	CECAFEB	Nb	/	150	54	36%	86	57%	200	54 ⁵⁸	27%	86	43%
	CEPIBA	Nb	/	150	171	114%	177	118%	200	171	86%	177	89%
Composante B: Consolidation des Organisations de Producteurs (OP)													
Effet B.1: Les quatre coopératives et leurs associations (à Sao Tome comme à Principe) sont fortes institutionnellement et rentables financièrement, en relation durable et équitable avec des partenaires extérieurs	<u>Durabilité probable après environ 3 ans:</u>	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	5	/
	>80% des installations de transformation et stockage sont fonctionnels*	%	/	80%	100%	125%	100%	125%	80%	100%	125%	100%	125%
	100% des groupes de commercialisation sont fonctionnels* avec une autosuffisance financière (point d'équilibre atteint)	%	25%	50%	25%	50%	25%	50%	100%	50%	50%	50%	50%
Produit B.1.1 : Des infrastructures rurales productives sont construites, améliorant la qualité des produits transformés et facilitant leur commercialisation par les coopératives	<u>Efficacité</u> : Producteurs bénéficient d'un plus large accès au marché* >30% femmes et >30% jeunes	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	5	/
	Installations de transformation (séchoirs) aménagés/remises en état	Nombre		78	69	88%	70	101%	78	69	88%	70	90%
	CECAB	Nombre		16	16	100%	16	100%	16	16	100%	16	100%

⁵⁸ Sur 2015-2016 : 104 nouveaux dont 50 avec le projet GEF.

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	CECAQ 11	Nombre		48	43	90%	43	100%	48	43	90%	43	90%
	CECAFEB	Nombre		8	9	113%	9	100%	8	9	113%	9	113%
	CEPIBA	Nombre		6	1	17%	2	200%	6	1	17%	2	33%
	Installations de stockage* (magasins et bacs fermentation)		/	17	15	88%	15	100%	18	15	83%	15	83%
	CECAB		/	4	4	100%	4	100%	4	4	100%	4	100%
	CECAQ 11		/	5	5	100%	5	100%	6	5	83%	5	83%
	CECAFEB (AFD)		/	6	6	100%	6	100%	6	6	100%	6	100%
	CEPIBA		/	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Produit B.1.2 : Les coopératives sont opérationnelles; elles ont atteint leur point d'équilibre, un bon niveau de gouvernance et utilisent des outils de gestion/comptables performants	Personnes formées à la gestion des infrastructures* dont >30% femmes et 30% jeunes	nb	/	400	615	154%	615	154%	400	615	154%	615	154%
	CECAB	nb	/	190	525	/	525	276%	190	525	276%	525	276%
	CECAQ 11	nb	/	110	90	/	90	82%	110	90	82%	90	82%
	CECAFEB	nb	/	70	N.D	/	N.D	N.D	70	N.D	N.D	N.D	N.D
	CEPIBA	nb	/	30	N.D	/	N.D	N.D	30	N.D	N.D	N.D	N.D
	Groupes de commercialisation formés/consolidés* (CECAB, CECAQ11, CECAFEB, CEPIBA)	nb	0	4	4	100%	4	100%	4	4	100%	4	100%
	Coopératives avec des femmes dans les instances de décisions (dans bureau)	nb	0	4	3	75%	3	75%	4	3	75%	4	100%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés* >30% de femmes et 30% jeunes	Nb	/	4058	4072	100%	4111	101%	4350	4072	94%	4111	95%

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
 Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
 Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	Femmes	nb	ND	30%	35%	117%	35%	117%	30%	35%	117%	35%	117%
	jeunes	nb	ND	30%	20%	65%	21%	70%	30%	20%	65%	21%	70%
	CECAB (Total membres)	Nombre	2051	2139	2139	100%	2139	100%	2400	2139	89%	2139	89%
	Femmes	%	ND	30%	38%	127%	38%	127%	30%	38%	127%	38%	127%
	jeunes	%	ND	30%	24%	80%	24%	80%	30%	24%	80%	24%	80%
	CECAQ 11 (Total membres)	Nombre	958	1156	1189	103%	1189	103%	1300	1189	91%	1189	91%
	Femmes	%	ND	30%	34%	113%	34%	113%	30%	34%	113%	34%	113%
	jeunes	%	ND	30%	12%	40%	12%	40%	30%	12%	40%	12%	40%
	CECAFEB (Total membres)	Nombre	231	416	416	100%	448	108%	310	416	134%	448	145%
	Femmes	%	ND	30%	28%	93%	28%	93%	30%	28%	93%	28%	93%
	jeunes	%	ND	30%	7%	23%	20%	67%	30%	7%	23%	20%	67%
	CEPIBA (Total membres)	Nombre	168	347	328	95%	335	97%	340	328	96%	335	99%
	Femmes	%	ND	30%	31%	103%	31%	103%	30%	31%	103%	31%	103%
	jeunes	%	ND	30%	34%	113%	34%	113%	30%	34%	113%	34%	113%
	Personnes formées aux affaires et entrepreneuriat* (gestion, comptabilité, commercialisation, plan d'affaires, gouvernance, etc.) dont >30% de femmes et 30% jeunes	Nb		/	1034	/	1034	/	920	1034	112%	1034	112%
	CECAB	Nb	0	/	315	/	315	/	380	315	83%	315	83%
	CECAQ 11	Nb	0	/	390	/	390	/	220	390	177%	390	177%
	CECAFEB	Nb	0	/	42	/	42	/	140	42	30%	42	30%
	CEPIBA	Nb	0	/	287	/	287	/	180	287	159%	287	159%

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
 Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
 Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur <i>Désaggrégés par genre, chaque fois que possible</i>	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	Plans d'affaires triennaux élaborés et actualisés à terme	Nb	0	7	7	100%	7	100	7	7	100%	7	100%
Produit B.1.3 : Les coopératives s'enrichissent d'expériences de pairs internationaux pour accroître leurs capacités de négociation, commercialisation, mutualisation des achats, dans un cadre juridique national et international mieux défini et maîtrisé	Audits annuels réalisés par les coopératives et non qualifiés	Nb		12	12	100%	12	100	21	12	57%	12	57%
	Voyages d'échanges internationaux entre OP de mêmes filières	Nb	0	/	3	/	3	/	4	3	75%	3	75%
	Etudes de marché réalisées	Nb	0	/	1	/	1	/	4	1	25%	1	25%
	Participation à 5 foires	Nb	0	/	3	/	3	/	5	3	60%	3	60%
	Achats mutualisés	Nb	0	/	4	/	4	/	4	4	100%	4	100%
	Personnes informées/formées sur les textes juridiques nationaux/internationaux (10/coop.)	Nb	0	40	0	0	0	0	40	0	0%	0	0
	Etude de faisabilité pour l'établissement d'un cadre juridique des coopératives à STP réalisée	Nb	0	0	0	0	0	0	1	0	0%	0	0
Composante C : Nouveaux types d'intervention													
Effet C.1: Les ménages ruraux pauvres ont accès à des activités et des revenus diversifiés	<u>Efficacité:</u>												
	Infrastructure de production (Périmètre irrigué): (80%) des producteurs ont un accès garanti à l'eau*, >30% femmes et >30% jeunes			80%	NR	NR	0	NR	80%	NR	NR	NR	NR
	Augmentation de la production animale commercialisée												
	porcs	nb	0	250	45	18%	136	54%	800	45	6%	136	17%

République Démocratique de São Tomé et Príncipe
Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 09-29 octobre 2017

				Taux Atteinte réel sur période 2015-2017			Taux Atteinte avec projection sur période 2015-2017		Taux Atteinte réel de la cible fin 2020			Taux Atteinte avec projection de la cible fin 2020	
Résultat/produits	Indicateur Désaggrégés par genre, chaque fois que possible	Unité	Valeur de Référence	Cible fin 2017	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte	Cible Fin 2020	Cumulatif réel 2015-2017	% atteinte	Cumulatif projection 2015-2017	% atteinte
	volaille	nb	0	5000	0	0%	0	0%	12500	0	0%	0 ⁵⁹	0%
Produit C.1.1: L'introduction de la micro-irrigation garantie un accès et une gestion rationnelle de l'eau pour une production agricole diversifiée	<u>Durabilité probable après environ 3 ans:</u> 80% des infrastructures de production (Périmètre irrigué) sont opérationnels*	%	/	80%	100%	125%	100%	125%	80%	100%	125%	100%	125%
	Superficie de périmètre de (micro)-irrigation aménagée ou réhabilitée	ha	0	2	0,08	4%	0,08	4%	20	0,08	0%	0,08	0%
	Ménages équipés et formés en micro-irrigation	nb	0	18	14	78%	14	78%	1000	14	1%	14 ⁶⁰	1%
Produit C.1.2: Le petit élevage avicole et l'embouche porcine, en partenariat avec des producteurs-transformateurs privés locaux, constituent de nouvelles opportunités pour les ménages ruraux pauvres	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale* dont >30 femmes et >30 jeunes	nb	0	100	32	32%	32	32%	100	32	32%	32	32%
	Total porcs	nb	0	50	24	48%	24	48%	50	24	48%	24	48%
	femmes	nb	0	15	14	93%	14	93%	15	14	93%	14	93%
	jeunes	nb	0	15	13	87%	13	87%	15	13	87%	13	87%
	Total aviculture	nb	0	50	8	16%	8	16%	50	8	16%	8	16%
	femmes	nb	0	15	5	33%	5	33%	15	5	33%	5	33%
	jeunes	nb	0	15	4	27%	4	27%	15	4	27%	4	27%

** doutes sur la fiabilité des données.

⁵⁹ En 2017, sur la valeur de 35 millions de poussins remis à l'entreprise de volaille, seuls 8 millions ont été reçus par les bénéficiaires.

⁶⁰ 2017 : 9 parcelles poivre, 5 pour maraichage prévues en 2017

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : Performance financière par bailleur de fond (en USD) au 30/09/2017

Source de financement	Préévaluation	Montant USD actualisé au taux de réception pour les fonds FIDA	Décaissements effectifs au 30/09/2017	Décaissements effectifs au 30/09/2017 (%)	Décaissements effectifs + DRF en cours	Décaissements effectifs + DRF en cours (%)
Don FIDA 2000000840	3 001 000	2 731 619,82	2 615 962,04	95,77%	2 615 962,04	95,77%
Don FIDA 2000001546	3 001 000	3 022 110,98	1 717 504,47	56,83%	1 846 833,89	61,11%
Total financement FIDA	6 002 000	5 753 731	4 333 467	75,32%	4 462 796	77,56%
Gouvernement	916 000	916 000,00	132 838,73	14,50%	132 838,73	14,50%
AFD (actualisé au montant signé)	706 000	706 000,00	122 047,39	17,29%	150 059,25	21,25%
Bénéficiaires	1 047 000	1 047 000,00	76 584,28	7,31%	76 584,28	7,31%
Gap financier	1 183 000	1 183 000,00	-	0,00%	-	0,00%
Autres ressources (ventes DAO)	-	-	1 028,57	-	1 028,57	-
Total	9 854 000	9 605 731	4 665 965	48,57%	9 823 307	50,21%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'Euros)

Composante	Don du FIDA					Gouvernement				AFD				Bénéficiaires				Ecart financier			Total toutes sources de financement			
	Montant USD initial	Montant USD taux réception	Montant Euros taux réception	Montant effectif en Euro	Taux exéc. (%)	Montant USD initial	Montant Euro	Montant effectif en Euro	Taux exéc. (%)	Montant USD initial	Montant Euro	Montant effectif en Euro	Taux exéc. (%)	Montant USD initial	Montant Euros	Montant effectif en Euro	Taux exéc. (%)	Montant USD initial	Montant effectif	%	Montant approuvé en USD	Montant approuvé en Euro	Montant effectif en Euro	Taux exéc. (%)
A. DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS	1 114	1 068	902	976	108%	236	199	17	8%	19	16	0	0%	764	646	0	0%	752	0	0%	2 885	2 438	992	41%
Plantations	1 114	1 068	902	976	108%	236	199	17	8%	19	16	0	0%	764	646	0	0%	752	0	0%	2 885	2 438	992	41%
B. CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS	2 436	2 335	1 973	1 070	54%	390	330	12	4%	687	581	150	26%	165	139	57	62%	397	0		4 075	3 444	1 289	37%
Infrastructures rurales	686	658	556	463	83%	119	101	6	6%	46	39	0	0%	109	92	57	62%	237	0	0%	1 197	1 012	526	52%
Appui Organisation et gestion	1 142	1 095	925	283	31%	229	194	0	0%	376	318	150	47%	56	47	0	0%	145	0	0%	1 948	1 646	433	26%
Cadre commun et Cel Techn UGP	608	583	493	324	66%	42	36	6	16%	265	224	0	0%	0	0	0	0%	15	0	0%	930	786	330	42%
C. NOUVEAUX DOMAINES D'INTERVENTION	603	578	488	245	50%	114	96	5	5%	0	0	0	0%	117	99	0	0%	24	0	0%	858	739	250	34%
Micro irrigation	452	433	366	139	38%	82	69	2,38	3%	-	0	0	0%	113	95	0,0	0%	12	-	0%	659	557	141	25%
Elevage	151	145	122	88	72%	32	27	2,28	8%	-	0	0	0%	4	3	0,0	0%	12	-	0%	199	168	90	53%
Café Robusta	0	0	0	18			0	0,00	0%	-	0	0	0%	4	3	0,0	0%	12	-	0%	16	14	18	136%
D. GESTION ET ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME	1 849	1 773	1 498	893	48%	176	149	61,64	41%	-	0	0	0%	0	0	0,0	-	10	-	0%	2 035	1 720	971	56%
Coordination, Administration	1 389	1 332	1 125	750	67%	146	124	66,59	54%	-	0	0	0%	0	0	0,0	-	-	-	0%	1 535	1 298	816,1	63%
Suivi-évaluation	460	441	373	144	39%	30	25	11,19	44%	-	0	0	0%	0	0	0,0	-	10	-	0%	500	423	155	37%
Total	6 002	5 754	4 862	3 183	65%	917	775	110,7	14,3%	706	597	150	25%	1 046	884	57,1	6%	1 183	-	0%	9 854	8 341	3 501,3	42%

Tableau 5C: Décaissements du DON 1 du FIDA (en DTS)

N°	Rubriques	Allocation par catégorie	Décaiss. Cumulés	DRF 11 en cours dep au 31/08 (Euros)	Dépenses sept à dec 2017 (Euros)	Budget prev 2018-2020 (Euros)	Total juin17 à juin 2020 (Euros)	Total DTS juin 17 à juin 2020	Total Décaissements prév au 30 juin 2020	Solde disponible	% prév.
	Avance initiale	0	178 374,08	-64 185,28	-140 105,00	-32 000,00	-236 290,28	-202 534,53	-24 160,45	24 160,45	
I	INFRASTRUCTURES RURALES	120 000	82 504,19	0,00	52 362,00	10 000,00	62 362,00	53 453,14	135 957,33	-15 957,33	113,3%
II	CONSULTATIONS	120 000	53 557,49	19 252,19	15 000,00		34 252,19	29 359,02	82 916,51	37 083,49	69,1%
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	195 000	172 918,36	16 296,80	6 746,00		23 042,80	19 750,97	192 669,33	2 330,67	98,8%
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	715 000	785 999,32	27 006,32	43 984,00	22 000,00	92 990,32	79 705,99	865 705,31	-150 705,31	121,1%
V	FORMATION	110 000	83 649,77	0,00	6 000,00		6 000,00	5 142,86	88 792,63	21 207,37	80,7%
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	430 000	360 046,01	63 320,81	43 283,00		106 603,81	91 374,69	451 420,70	-21 420,70	105,0%
VII	COUTS DE FONCTIONNEMENT	260 000	150 387,07	2 494,44	4 730,00		7 224,44	6 192,38	156 579,45	103 420,55	60,2%
99	NON ALLOUE	0	-	-			0,00	0,00	0,00	0,00	
	TOTAUX	1 950 000	1 867 436,29	64 185,28	32 000,00	0,00	96 185,28	82 444,53	1 949 880,82	119,18	99,99%

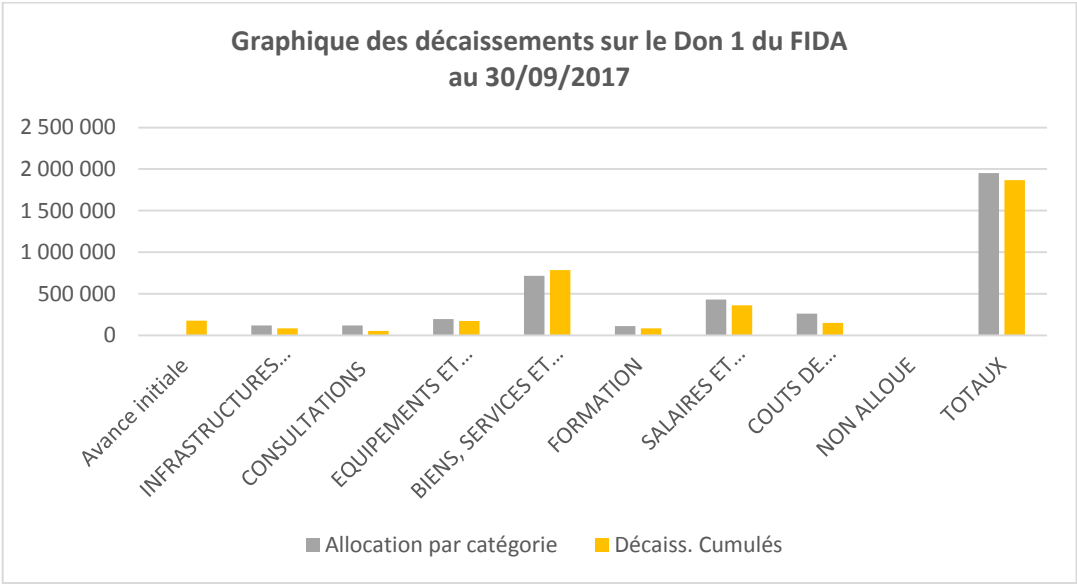
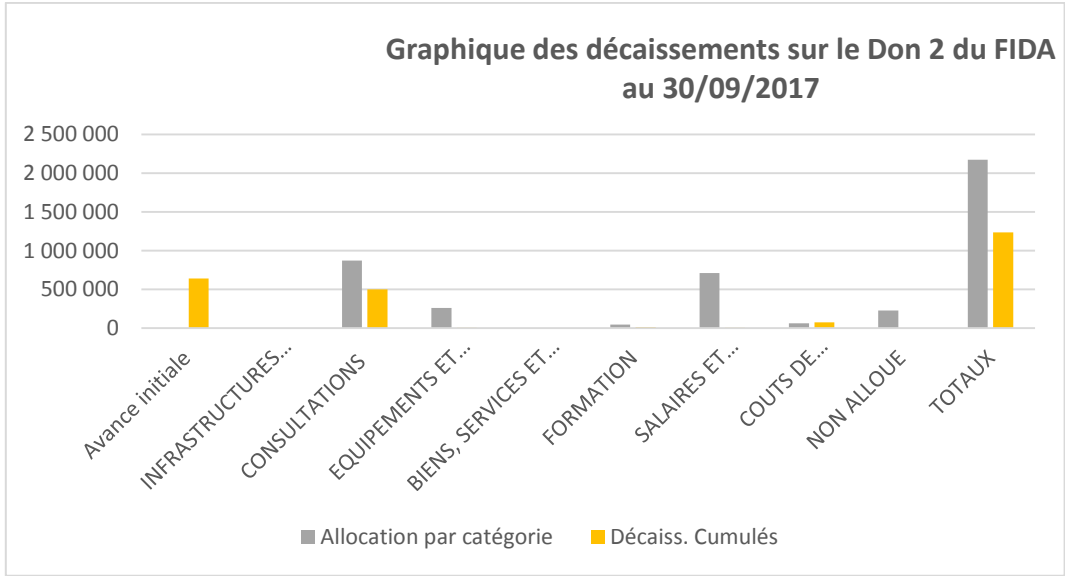


Tableau 5C: Décaissements du DON 2 du FIDA (en DTS)

N°	Rubriques	Allocation par catégorie	Décaiss. Cumulés	Solde disponible	%décaiss.	DRF 5 en cours dépenses au 31/08 (Euros)	Dépenses sept à dec 2017 (Euros)	Budget prev 2018-2020 (Euros)	Total Juin 17 à juin 2020 (Euros)	Total DTS juin 17 à juin 2020	Total Décaissements prév au 30 juin 2020	Reallocation à demander	Budget après réallocation	Taux d'exécution après réallocation
	Avance initiale	0	640 933,20	-640 933,20				0,00	0,00	0,00	0,00			
I	INFRASTRUCTURES RURALES	0	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
II	CONSULTATIONS	870 000	500 862,50	369 137,50	57,57%	105 487,84	532 409,72	208 766,00	846 663,56	677 330,85	1 178 193,35	200 000	1 070 000,00	110,11%
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	260 000	4 325,70	255 674,30	1,66%	1 132,24		0,00	1 132,24	905,79	5 231,49	-248 156	11 844,00	44,17%
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	0	0,00	0,00		0,00		477 417,00	477 417,00	381 933,60	381 933,60	500 000	500 000,00	76,39%
V	FORMATION	45 000	10 461,29	34 538,71	23,25%	1 160,00		22 000,00	23 160,00	18 528,00	28 989,29	0	45 000,00	64,42%
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	710 000	2 999,80	707 000,20	0,42%	1 821,12	43 283,00	225 300,00	270 404,12	216 323,30	219 323,10	-350 000	360 000,00	60,92%
VII	COUTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	74 707,34	-14 707,34	124,51%	0,00	12 000,00	58 667,00	70 667,00	56 533,60	131 240,94	125 000	185 000,00	70,94%
99	NON ALLOUE	226 844	-	226 844,00	0,00%	0,00		0,00	0,00	0,00	226 844,00	-226 844	0,00	
	TOTAUX	2 171 844	1 234 289,83	937 554,17	56,83%	109 601,20	587 692,72	992 150,00	1 689 443,92	1 351 555,14	2 171 755,77	0	2 171 844,00	100,00%



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir	Niveau d'exécution/ Date
Section B.3 Compte dédié	Pour chaque Don : Un compte désigné en Euro sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds pour recevoir les ressources provenant du don.	2014 (don 1) 2016 (don 2)	Disposition respectée: Compte Don 1 ouvert en 2014.
Section B.4 Compte d'opération	un compte d'opération libellé en STD sera ouvert au nom du projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds, pour les opérations relatives au Projet	2014	Disposition respectée: Compte Don 2 ouvert en 2016.
Section B.5 Compte des coopératives	Un compte dédié libellé en STD par le compte d'opération sera ouvert au niveau de chaque coopérative auprès d'une institution financière à Sao tomé ayant l'agrément du Fonds pour les opérations relatives au Projet	2014	Disposition respectée: Compte ouvert par chaque coopérative.
Section B.4 Contrepartie	Un compte de fonds de contrepartie sera ouvert libellé en STD sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fons	2014	Disposition respectée: Le projet a ouvert un nouveau compte en 2014 pour la contrepartie.
Section B.7 Contribution du Bénéficiaire	La contribution du Bénéficiaire au financement du projet est estimée à 917.000 \$EU. Ce montant inclut notamment (a) l'ensemble de droit, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le Bénéficiaire au moyen d'exonération ou en ayant recours à la procédure des chèques tirés sur le Trésor, (b) la contribution du Bénéficiaire sous forme de Fonds de contrepartie aux taxes grevant les petites dépenses et à celles pour lesquelles le recours à la procédure d'exonération ou des chèques tirés sur le Trésor est impossible.	2014-2015 Annuellement	Disposition partiellement respectée : En 2014 et 2015 le gouvernement a versé une somme de STD 1.000.000.000.Les exonérations de taxes sont valorisées et comptabilisées. La contrepartie en numéraire n'a pas été mobilisée pour 2016 et 2017.
Section E.2 Conditions préalables au décaissement	Les éléments ci-dessous constituent les conditions préalables aux décaissements (a) un premier dépôt minimal de 500.000 .000 STD a été effectué par le Gouvernement; (b) L'arrêté portant création de Comité de Pilotage du Projet (CP) est pris (c) Le Décret portant création de l'UGP est pris, (d) Le personnel clé du Projet est reconduit au PAPAFPA, ou recruté par l'Agent Principal selon les procédures nationales, avec l'agrément du Fonds; (e) Le manuel des procédures financières administratives et comptables et le manuel d'exécution sont élaborés et approuvés	2014-2015	Disposition respectée: Toutes les conditions préalables aux décaissements ont été remplies et le don est entré en vigueur
Para 21 Lettre au Bénéficiaire	Les ressources mises à disposition dans le cadre du don ne peuvent pas être utilisées pour le paiement des taxes ou d'impôts	Permanent	Disposition respectée.
Para 24 Lettre au Bénéficiaire	Conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, chaque PPM inclura les contrats proposés, les méthodes de passation des marchés et les procédures d'examen connexes du FIDA	Annuellement	Disposition respectée
Para 30 Lettre au Bénéficiaire	Au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de l'accord de don, le Bénéficiaire désignera des auditeurs indépendants, choisis conformément aux procédures et critères énoncés dans les directives du. Rapport d'audit à envoyer chaque année avant le 30 juin.	120 jours après entrée en vigueur	Disposition respectée; rapports d'audit envoyés avant le 30 juin.
Section 7.01 (b) conditions générales	Les Projets sont mis en œuvre sur la base d'un PTBA [...] avant le début de chaque année du Projet, l'agent principal du Projet soumet, si nécessaire à l'organisme de contrôle désigné par le Bénéficiaire le projet PTBA pour examen. A l'issue de cet examen, l'agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée. Si le Fonds ne formule aucune observation dans le délai de 30 jours suivant la réception du projet PTBA, il est considéré comme approuvé par le Fonds	60 jours avant le début de l'année considérée	Disposition partiellement respectée : En 2015, il y a eu un retard dans la soumission du PTBA 2016 (dû au démarrage du Projet). Le PTBA 2017 a été approuvé par le comité de pilotage en novembre 2016 et par le FIDA en Janvier 2017.
Section 9.02 (b) conditions générales	Le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds	4mois après la clôture	Disposition respectée

Appendice 7 : Gestion des savoirs : apprentissage et innovations

Apprentissage

A la RMP et deux années avant la fin du projet (anticipée à fin 2019), la question de la capitalisation et de la gestion des savoirs est centrale.

Or, les mécanismes n'ont pas encore été mis en place pour assurer cette capitalisation dans de bonnes conditions : (i) absence de stratégie spécifique de gestion des savoirs, communication interne et externe ; (ii) absence de responsable pour cette question, la responsabilité étant remise au RSE qui n'a pas été formé à cette fin.

Il est à noter néanmoins qu'un manuel sur la culture du poivre, jugé de très bonne qualité et « genre-sensible », a été produit par CEPIBA avec l'appui d'Agri sud International. Le gestionnaire des bases de données du PAPAC a également produit des cartes de localisation des coopératives, activités d'élevage et irrigation, jugées pertinentes et qui doivent être affinées et partagées.

Une des recommandations principales de la RMP est justement de focaliser le travail du RSE et du gestionnaire des données sur les études de gestion des savoirs :

- Document de synthèse sur les modèles économiques adaptés et performants des filières d'exportation de niche de produits agricoles, organisés autour de coopératives qui ont réussi à fédérer des petits producteurs. Ces modèles ont été développés durant plus de 10 ans sur le PAPAFA et le PAPAC. Il pourra intégrer des éléments mis en évidence dans la partie Innovations (cf. ci-dessous). Cette capitalisation sera réalisée avec l'appui méthodologique d'un consultant et l'appui financier de l'AFD, à destination du ministère de l'Agriculture, des partenaires techniques à Sao Tomé et autres projets FIDA. Les TdR de cette étude sont proposés en annexe et doivent être soumis à l'AFD pour approbation dans le cas d'une participation financière,
- Réalisation de manuels sur l'exemple de celui de CEPIBA répliquable pour la filière cacao et le café, comme outil de formation notamment. Suivant la coopérative, ce travail de capitalisation des techniques peut prendre d'autres formes (ex. poster, fiches, flyers), mais doit sur l'exemple de CEPIBA être « genre-sensible »,
- Témoignages ou Études de cas qualitatives d'expériences de femmes et jeunes dans le café et le poivre (4 femmes et 4 jeunes par coopérative), ceci comme outils de communication et sensibilisation dans les communautés pour favoriser leur intégration parmi les nouveaux dans les coopératives,
- Document de capitalisation sur la micro-irrigation. L'expérience de la micro-irrigation a pour l'instant bénéficié de l'appui d'un consultant pour la capitalisation, mais le suivi des résultats par le projet a été limité. Il conviendra sur l'ensemble de 66 bénéficiaires de suivre précisément les produits et résultats pour le poivre et le maraichage de manière comparative avec des parcelles non équipées (nombre de parcelles, surfaces, comparaison des rendements, consommation d'eau, fréquentation des parcelles, ...) de même que d'analyser l'efficacité/efficacités des différents systèmes mis en place (qualité/durabilité des matériels etc.). Au-delà des rapports de suivi, cette activité doit faire l'objet de la part du responsable du suivi technique et du RSE d'un document final de capitalisation sur les effets de l'expérience et le potentiel de diffusion de la technologie dans la zone, à réaliser en étroite collaboration avec la cellule micro-irrigation du MADR et la CEPIBA, notamment.
- Etude/enquête sur les formations, profils des formés, taux de participation et adoption des pratiques par type de techniques, ceci afin d'identifier les taux d'adoption dans le cadre du SE du PAPAC mais aussi de fournir des éléments d'analyse aux coopératives dans leurs stratégies de professionnalisation. Un travail a été initié par l'AT de l'AFD (« As Técnicas Inovadoras Introduzidas pelas Cooperativas ») et doit être complété et affiné pour sortir des leçons apprises précises.
- Etude comparée quantitative et qualitative entre les pratiques de réhabilitation (plantation, greffage, taille, ...) et les effets sur les quantités et qualités des productions,
- Etude sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières concernées : état des lieux, contraintes, effets sur les conditions spécifiques de ces groupes cible, perspectives et opportunités, potentiel de terres disponibles, analyse comparée des stratégies des coopératives dans ce sens, représentation dans les instances de décision et postes techniques, ainsi que création d'emplois permanents et temporaires.

De manière générale, ces documents de capitalisation et enquêtes font partie des documents de référence pour le SE et doivent à ce titre être mieux appropriés par la cellule. Les travaux de capitalisation tels que définis ci-dessus doivent être mis en place dès à présent pour fournir les études de capitalisation d'ici le

30/06/2019. La cellule de SE du PAPAC dispose de nombreuses données qu'elle doit néanmoins vérifier et compléter avec les coopératives et prestataires. Les travaux de capitalisation porteront essentiellement sur (i) la compilation des données existantes, (ii) leur vérification, (iii) la complémentation des données disponibles à travers des enquêtes ou interviews des coopératives ou focus groups et (iv) l'analyse des données disponibles pour sortir des conclusions et leçons apprises.

Les produits de capitalisation pourront être harmonisés avec les autres produits autour de trames communes : à titre indicatif, i) la présentation de l'expérience et les facteurs de mise en œuvre, ainsi que les produits (quantitatifs et qualitatifs) ; ii) l'analyse de l'expérience intégrant les acteurs impliqués, les résultats quantitatifs et qualitatifs et impacts, les contraintes/facteurs limitants ; iv) les facteurs de durabilité et reproductibilité ; iii) les principales leçons tirées et défis ; v) les recommandations. Ils doivent s'appuyer sur des supports visuels (graphe, photos, ...) et conviviaux.

Dans le cas d'un arrêt de l'assistance technique de l'AFD en mars 2018, il convient d'apporter un appui méthodologique pour la consolidation des études en cours et à venir (quelques pistes sont proposées dans des annexes au rapport).

En absence de fonds disponible au sein du projet pour une consultation, il est recommandé de prévoir un spécialiste en capitalisation dans la prochaine mission de supervision du FIDA en octobre 2018.

Innovations

Les éléments innovateurs fondamentaux du PAPAC en termes de renforcement des coopératives ont été, pour chacune des 4 coopératives, i) l'élaboration d'une Convention Triennale d'Appui (2015-2017) avec le PAPAC, précisée annuellement par un Contrat Annuel d'Objectifs (CAO) et ii) l'élaboration d'un plan d'affaires pour la période 2018-2020, explicitant ses objectifs de développement économique.

Comme déjà indiqué ci-dessus, dans la prolongation des acquis du PAPAFA, le modèle économique des coopératives pour les filières d'exportation de produits agricoles est une innovation dans le contexte de São Tomé et Príncipe, répliquable dans des contextes spécifiques similaires et sur des marchés de niche. En parallèle, le positionnement des coopératives sur une certification biologique, et Commerce Equitable le cas échéant, peut également être considéré comme une innovation réussie sur les produits d'export dans le pays et il serait intéressant de réaliser une analyse coûts/bénéfices correspondant à ces divers produits.

Toujours sur le plan socio-économique, une innovation intéressante, en attente de retour d'expérience, est l'introduction à CECAQ11 d'une caution sur les plants (2000 Dbs/plant) pour réduire les pertes liées à la faible appropriation, ceci dans un contexte où la philosophie de la coopérative est d'éviter tout service payant dans un esprit d'associativisme.

Le positionnement stratégique de CECAFEB sur le segment du Robusta pour le marché local est également novateur pour une coopérative initialement orientée sur l'export de café vert, ceci permettant à la coopérative d'étendre de manière significative sa zone de production, en complément de la zone agro-écologique restreinte de l'Arabica de même que d'élargir son réseau commercial.

Concernant la dimension technique, il s'agit plus d'adoptions au sein des coopératives que d'innovations à proprement parler. De plus, le degré d'adoption de ces différentes techniques doit encore être évalué de manière plus précise par les coopératives et l'UGP, pour vraiment pouvoir parler d'adoption.

Pour les coopératives cacaoyères, il s'agit de l'introduction (i) du greffage en champs sur pieds de cacaoyer non productifs, largement répliquable, de (ii) l'installation de pépinières directement chez le producteur, ceci ayant pour effet de réduire les pertes dues aux plants greffés plus sensibles pendant le transport, notamment pour les parcelles inclinées où les taux de reprise sont plus faibles, ii) de la taille « de production » sur des arbres improductifs et iv) de la sélection d'arbres « élite » dont les produits ont des qualités organoleptiques reconnues pour la production de greffons dans des « jardins clonaux ». La plupart de ces innovations ont déjà été introduites durant la période du PAPAFA et ont été étendues et renforcées au cours du PAPAC.

Pour CEPIBA, l'introduction de la micro-irrigation dans la culture du poivre est novatrice, mais reste embryonnaire, réservée pour l'instant à des petites surfaces et des producteurs ayant une capacité d'investissement, avec néanmoins un intérêt marqué de la part de l'ensemble de la profession. La majorité des techniques culturales modernes introduites par CEPIBA viennent des visites réalisées à Madagascar,

ayant abouti entre autres à la plantation de deux pieds par tuteur à São Tomé⁶¹, à l'élargissement des trous, à l'adoption d'une légumineuse, Flemingia, pour la fertilisation et l'amélioration de la rétention d'eau, ces techniques étant facilement répliquables chez les producteurs. C'est moins le cas du compost introduit en substitut du fumier, qui représente un coût et demande en travail supplémentaire importants.

Dans le cas de CECAFEB, l'utilisation de porte-greffes de Robusta, plus résistants aux nématodes, pour produire de l'Arabica dans des zones infestées, est une adaptation intéressante, pouvant être mise facilement à l'échelle dans les pépinières et les plantations. D'autres techniques ont également été adoptées par la coopérative vu leur facilité de mise en œuvre : (i) plantation de plants racines-nues permettant un gain sur les coûts de production et transport des plants, l'élimination des sachets en plastique et la réduction de main d'œuvre pour le creusement des trous (le risque d'augmentation du taux de mortalité en champs ne s'est a priori pas concrétisé) ; (ii) taille radicale des arbres anciens, qui a un coût mais dont les effets en termes de relance de la production semblent à la hauteur de l'investissement de départ. Par contre, l'utilisation de pièges pour la lutte contre les scolytes en substitut de produits chimiques doit encore démontrer son efficacité.

Certaines bonnes pratiques peuvent également être mises en exergue : (i) l'intégration des coûts de fonctionnement et de service directement dans la structure des prix de vente (déjà en place chez CECAB et CECAQ11 et en cours d'introduction à CEPIBA et CECAFEB) pour contourner les cotisations, généralement non versées ; (ii) la mise en place de forêts communautaires (3 à 5000 arbres commerciaux/an) par CECAQ11 sans compétition avec le cacao, constituant un complément de revenu et une réserve pour la construction civile dans 10-15 ans ; (iii) la prise en charge des travaux de taille radicale pour les femmes par CECAFEB et de trouaison à CEPIBA pour favoriser leur intégration ; (iv) la sensibilisation des jeunes sur la culture du café autour de la question de l'investissement pour le futur et la retraite, qui a des effets notables.

En termes de traitement et transformation de produits : la CECAFEB a initié en 2016 la torréfaction locale de café, dans l'optique d'améliorer son circuit de commercialisation sur le marché local, voire à l'export ; il a donc monté un atelier de torréfaction (avec du matériel acquis sur fonds propres) qui fonctionne à ce jour, avec une montée en puissance importante.

Par ailleurs, la coopérative a installé deux séchoirs d'un type amélioré (avec couverture en zinc, d'un prix unitaire de 6 KE), sur financement GEF (à Colónia en 2015 et à Santa Catarina en 2016). De même, CECAQ 11 est en train de construire un séchoir expérimental (avec couverture de plaques en plastique). CEPIBA a construit dans son centre de traitement de poivre à Príncipe un séchoir d'un nouveau type (plastique noir, ensemble de plaques de séchage superposées). Dans tous ces cas, les coopératives devront réaliser une étude comparative visant à analyser les résultats obtenus.

⁶¹ Les planteurs de poivre de Príncipe se montrent réticents vis-à-vis de cette norme et continuent à planter un plant par tuteur – ce qui justifierait une étude comparative en termes d'apprentissage/innovation.

Appendice 8 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de juin 2017

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en oeuvre (*)
Point de situation et analyse des innovations techniques introduites et/ou développées durant la première période du PAPAC	Cellule Technique UGP	Mi-sept. 2017	R
Finalisation du Plan d'Affaires de la CECAQ 11 et transmission à l'UGP	CECAQ 11	15/07/2017	R
Amélioration du Plan d'Affaires de la CEPIBA, notamment en ce qui concerne les éléments relatifs à l'irrigation	CEPIBA et Cellule micro-irrigation UGP	09/2017	R
Préparation d'ébauches d'état financier prévisionnel sur la période 2018-2020	CEPIBA, CECAFEB	09/2017	R
Finalisation de la consultation sur la restructuration de la CECAFEB ; définition et mise en œuvre d'un plan de restructuration	CECAFEB et UGP (AT/AFD)	12/2017	R
Définition de la méthodologie concernant le recueil et l'analyse des données relatives à la transition de parcelles entre générations	Cellule S&E et Spécialiste S&E/Mission à mi-parcours	10/2017	R
Résolution de la question de la contamination de l'eau dans le centre de traitement de poivre de Rio Lima	CEPIBA, Cellule Infrastructures/UGP et partenaire	Immédiat	NR
Construction d'un système d'approvisionnement en eau non contaminée	CEPIBA et Cellule Infrastructures/UGP	10/2017	EC
Décision relative au partenariat actuel pour l'élevage de poulets ; le cas échéant, identification d'un partenaire de remplacement, finalisation et mise en œuvre du partenariat.	Cellule Technique/UGP	09/2017	NR
Analyse des résultats du volet élevage porcin du PAPAC ; amélioration de la synergie avec la Direction du MADR	Cellule Technique/UGP	09/2017	NR
Analyse des résultats du volet irrigation du PAPAC	Cellule Technique/UGP	09/2017	R
Remise aux parties prenantes des documents nécessaires à la mission de revue à mi-parcours	UGP	30/09/2017	R
Finalisation de l'étude de cas sur « l'impact des techniques de réhabilitation et le développement des plantations mises en œuvre par les coopératives dans le cadre du PAPAFA et du PAPAC »	Cellule S&E	15/09/2017	R

(*) R ; Réalisé ; EC : En Cours ; NR : Non Réalisé

Le niveau de mise en œuvre des mesures convenues lors de la mission de supervision est globalement satisfaisant : 29 mesures avaient été réalisées au moment de la mission d'appui, 11 étaient en cours (dont 8 ont été réalisées depuis) et 3 n'étaient pas réalisées (et ne l'ont pas été depuis⁶²). Le pourcentage de réalisation est donc en définitive de 86% au moment de la mission à mi-parcours.⁶³

⁶² Il s'agit i) de «faciliter la transmission du foncier entre générations », non réalisée en raison des coûts que cela implique ; ii) du voyage d'études à l'extérieur du pays prévu par la CECAFEB ; et iii) de la saisie du bilan d'ouverture des coopératives CECAB et CECAFEB, ces coopératives n'utilisant pas encore TOM2PRO.

⁶³ Il s'agit i) de la résolution de la question de la contamination de l'eau dans le centre de traitement de poivre de Rio Lima, ii) du partenariat concernant les volailles et iii) de la mise en œuvre de l'élevage porcin.

Appendice 9 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision d'octobre 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en oeuvre (*)
<i>Développement des plantations familiales</i>			
Continuer à intégrer un nombre de nouveaux planteurs de poivre (60 environ) plus important qu'initialement prévu	CEPIBA	2017	EC
Intégrer un programme précis de formation du personnel technique dans le plan d'action	CEPIBA CECAFEB	2017	R
Réorganiser l'équipe technique	CECAFEB appui UGP	T4 2016	R
Anticiper les transmissions de parcelles entre générations et sensibiliser/former les potentiels « héritiers »	Chaque coopérative	2017	EC (en continu)
Faciliter la transmission juridique du foncier entre générations	Chaque coopérative	2017	NR
Organiser des échanges inter coopératives	CECAQ 11 CECAB	2017	R
<i>Renforcement des Organisations de Producteurs (OP)</i>			
Intégrer au plan d'affaires une partie narrative présentant la stratégie de prise en charge par la coopérative à partir de 2018 des actions de réhabilitation et de développement des plantations	CECAB	2017	R
Finaliser les plans d'affaires en suivant le canevas mis à disposition et les transmettre à l'UGP	Chaque coopérative	Octobre 2016	R (sauf CECAQ 11 EC)
Introduire les données réelles de l'année 2016 dans les états financiers des plans d'affaires.	Chaque coopérative	T1 2017	R
Entreprendre la préparation d'un plan d'affaires sur trois ans (2018-2020) et présenter les grandes lignes à la mission de supervision.	Chaque coopérative	T1 2017	R (CECAB et CEPIBA) ; EC (CECAQ 11 et CECAFEB)
Finaliser et valider en AG les PAs	Chaque coopérative	Août 2017	R
Soumettre les versions validées à la mission d'examen à mi-parcours	Chaque coopérative	Septembre 2017	R
Utiliser les PA pour définir le montant des appuis au fonctionnement des coopératives	CECAFEB CEPIBA UGP	T4 2016	R
Réaliser l'audit 2016 des coopératives	Chaque coopérative et UGP	T1 2017	R
Intégrer les résultats du « team building » dans les PA	Chaque coopérative	2017	R
<i>Nouveaux domaines d'intervention</i>			
Lancer la mise en œuvre du volet d'appui-conseil technico-économique	UGP	2016	EC
Appuyer les coopératives dans le calcul des marges nettes unitaires sur leurs différents produits envisagés	UGP	T4 2016	R
Poursuivre le développement et la mise en place des outils de gestion	Agro informaticien et coopératives	2016 et 2017	EC

Poursuivre les contacts avec le Coffee Quality Institute	CECAFEB UGP	2016	R
Réaliser une exportation pilote de robusta	CECAFEB Slow Food	2016	R
Réobtenir une certification « commerce équitable »	CECAFEB	2016	R
Poursuivre l'appui à la recherche de nouveaux marchés	CECAFEB	2017	R
Agiliser le processus de création d'une IGP	Gouvernement, Assemblée Nationale	2016	EC
Réaliser un voyage d'étude à l'extérieur du pays	CECAQ 11 CECAFEB	2017	R (CECAQ 11), NR (CECAFEB)
Poursuivre l'AT ponctuelle au volet irrigation	UGP	2017	R
Intégrer l'étudiant comme technicien junior	UGP	2017	R
Préparer la revue à mi-parcours	S&E UGP et Coopératives	2016 et 2017	EC
<i>Aspects fiduciaires</i>			
Solder les avances sur le premier don et de verser une nouvelle avance à ces trois coopératives : CEPIBA, CECAB et CECAQ 11	RAF	Immédiat	R
Préparer une proposition de réallocation en tenant compte de l'affectation globale des ressources des deux financements FIDA.	RAF / Coordinatrice	Décembre 2016	R
Procéder à la saisie du bilan d'ouverture 2016 des coopératives, sur la base des comptes 2015 audités	RAF et coopératives	Novembre 2016	R (CEPIBA et CECAQ 11), NR (CECAB et CECAFEB)
Envoyer la DRF N° 7	RAF / Coordinatrice	Immédiat	R
Joindre systématiquement le bon de livraison pour tout achat de fournitures signé par deux membres du PAPAC en dehors du SAF et de la direction	RAF	Continu	R
Améliorer l'analyse et la communication concernant les états d'exécution budgétaire et des grands livres analytiques	RAF / Coordinatrice	Continu par quinzaine	EC
Soumettre au FIDA une proposition de plan de recouvrement des avances initiales sur chacun des deux dons	UGP RAF	2016 don 1 2017 don 2	R
Introduire les contributions des bénéficiaires et des autres partenaires dans le système comptable du PAPAC	UGP	Immédiat	EC
Relancer l'appel d'offres pour l'audit des comptes 2016 des coopératives.	Novembre – Décembre 2016		EC
Les coopératives doivent procéder à la saisie du bilan d'ouverture 2016 sur la base des comptes 2015 audités. Elles devront également mettre en œuvre les recommandations de l'audit qui seront retenues dans le rapport final.			
Clôture projet GEF :	UGP	Oct.- Nov.	
Envoyer les DPD au FIDA pour les paiements restant à effectuer : 4 à 5 DPD d'un total d'environ 100 000 \$EU.		(DPD consultants) 6 Décembre (audit)	R
Envoyer la dernière DRF de justification du solde de l'avance (10 677, 32 \$EU) et du reversement (27 915 \$EU) effectué par la coopérative CECAFEB, avec correction de l'imputation antérieure sur la catégorie III	UGP	30 Novembre 2016	R
Transférer au PAPAC les biens acquis sur le financement GEF (1véhicule, 1moto, matériel		Au plus tard le 6	R

informatique et mobilier de bureau)

décembre 2016

(*) R ; Réalisé ; EC : En Cours ; NR : Non Réalisé

Le niveau de mise en œuvre des mesures convenues lors de la mission d'appui est globalement moyennement satisfaisant : 9 mesures sur 13, soit 69%, ont été réalisées au moment de la mission à mi-parcours, 1 est en cours et 3 n'ont pas été réalisées

Appendice 10: Feuille de route pour la mise en œuvre du PAPAC jusqu'à la clôture

Activités	Produits attendus	Responsable	Date butoir
Composante 1			
Développement des plantations familiales	Conventions signées avec CEPIBA, CECAFEB pour deux années (inclus les orientations de la RMP)	Coordinatrice / Directeurs CEPIBA, CECAFEB	22-déc.-17
	Contrats annuels signés avec CEPIBA, CECAFEB et CECAQ11 pour 2018	Coordinatrice / Directeurs CEPIBA, CECAFEB, CECAQ11	22-déc.-17
	Nouveaux planteurs intégrés à CEPIBA (60), CECAFEB (40) et CECAQ11 (11) sur 2018	Coordinatrice / Directeurs CEPIBA, CECAFEB, CECAQ11	31-déc.-18
	Contrats avec les coopératives pour 2018 évalués (inclus réalisations et prévisions)	Coordinatrice	30-nov.-18
	Contrats annuels signés avec CEPIBA, CECAFEB pour 2019	Coordinatrice / Directeurs CEPIBA, CECAFEB	15-déc.-18
	Nouveaux planteurs intégrés à CEPIBA (60) et CECAFEB (30) sur 2019	Coordinatrice / Directeurs CEPIBA, CECAFEB	30-sept.-19
	Contrats avec les coopératives pour 2019 évalués (inclus réalisations et prévisions)	Coordinatrice	30-nov.-19
Composante 2			
Consolidation des organisations de producteurs	Etude de faisabilité de l'unité de traitement de poivre de Rio Lima réalisée	Coordinatrice / Directeur CEPIBA	31-mars-18
	Etude de faisabilité simplifiée / argumentation concernant le CTH de Poiso Alto	Coordinatrice / Directeur CEPIBA / AT AFD	15-déc.-18
	Diagnostic de la performance organisationnelle, institutionnelle et économique de CEPIBA (sous réserve fonds AFD)	Coordinatrice, RSE / consultant	30-mars-18
	Réalisation d'études de « cartographie des processus et des coûts » pour les coopératives CEPIBA et CECAFEB en vue d'identifier les « niches » de productivité et d'efficience, sous réserve de financement AFD	Coordinatrice / Consultante	30-juin-18
	Processus d'obtention IGP finalisé pour opérationnalisation totale (sous réserve fonds AFD ou autre)	Coordinatrice / consultante	30-juin-18
Composante 3			
Nouveaux types d'intervention	Questions relatives aux partenariats « élevage » résolues et appui régulier fourni aux groupements « élevage »	Coordinatrice/Prestataire élevage-gestion	Immédiat puis régulier 2018
	Activités et contrat du champ de démonstration arrêtés et relocation des équipements correspondants réalisée	Coordinatrice/Specialiste micro-irrigation	Immédiat
	Kits de micro-irrigation importés et installés	Coordinatrice/Specialiste micro-irrigation	30-juin-18
	Suivi des parcelles test de micro-irrigation assuré	Coordinatrice/Specialiste micro-irrigation	Immédiat et régulier
Composante 4			
Coordination	PTBA 2018 élaboré et soumis au FIDA	Coordinatrice	15-déc.-17
Aspects fiduciaires	Lettres de préavis au personnel envoyées	Coordinatrice/RAF	31-oct.-17
	Juriste contracté pour assurer le respect de toutes les dispositions contractuelles	Coordinatrice/RAF	31-oct.-17
	Démarche pour la contrepartie gouvernementale engagée et suivie	Coordinatrice/RAF	Immédiat
	Demande de réallocation du budget par catégorie de dépenses, pour le 2 ^{ème} don, envoyée au FIDA	Coordinatrice/RAF	30-nov.-17
	Rapports financiers détaillés sur la contribution des bénéficiaires trimestriels envoyés à la coordination (avec régularisation des années précédentes dans le 1 ^{er} rapport)	RAF / Directeurs CEPIBA, CECAFEB, CECAQ11, CECAB	10-jan.-2018 et trimestriel
Suivi-évaluation	Base de données informatisée du PAPAC finalisée avec sortie actualisée des tableaux de bord PTBA et cadre logique	Gestionnaire Base de données / gestionnaires coopératives	15-déc.-17
	Bases de données informatisées de CEPIBA et CECAFEB finalisées et totalement opérationnelles et utilisées par les coopératives	Gestionnaire Base de données	30-mars-18

Activités	Produits attendus	Responsable	Date butoir
	Contrôle systématique des données, instauré, avec échantillonnage de contrôle	Gestionnaire Base de données	Immédiat puis régulier
	Suivi des jeunes intégré dans les données collectées systématiquement	Gestionnaire Base de données	Immédiat puis régulier
	Préparation de la mission de supervision FIDA d'octobre 2018	FIDA	30-août-18
	Missions de supervision trimestrielles des membres du comité de pilotage	Coordinatrice / Point focal MADR	15-jan.-18, puis trimestriel
	Note stratégique pays approuvée par le FIDA	FIDA	31-déc.-18
Capitalisation	Manuels de formation/vulgarisation des filières cacao et café élaborés et diffusés	Coordinatrice, RSE / consultant	31-déc.-18
	Document de synthèse sur les modèles économiques adaptés et performants de filière d'exportation de produits agricoles finalisé (Fonds FIDA et sous réserve des fonds AFD)	Coordinatrice, RSE / consultant-e	31-déc.-18
	Etudes de cas qualitatives d'expériences de femmes et jeunes dans le café et le poivre (communication pour l'inclusion des femmes et jeunes)	RSE, gestionnaire base de données	31-déc.-17
	Etude sur l'analyse et perspectives de développement de la filière café à Sao Tomé (sous réserve fonds AFD)	Coordinatrice, RSE / consultant-e	30-mars-2018
	Spécialiste capitalisation pour l'appui méthodologique aux études d'effets spécifiques intégré dans la prochaine mission de supervision	FIDA	Octobre 2018
Préparation et réalisation de la mission d'achèvement	Etude quantitative et qualitative sur les formations et taux d'adoption réalisée (avec appui technique méthodologique externe)	RSE, gestionnaire	30-juin-19
	Etude quantitative et qualitative sur les effets des techniques de réhabilitation sur les productions réalisées (avec appui technique méthodologique externe)	RSE, gestionnaire	30-juin-19
	Etude quantitative et qualitative sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières concernées réalisée (avec appui technique méthodologique externe)	RSE, gestionnaire	30-juin-19
	Rapport d'Enquête finale envoyé au FIDA	Gestionnaire Base de données/consultant-e	30-nov.-19
	Equipe de la mission d'achèvement recrutée	Coordinatrice	30-oct.-19
	Mission d'achèvement réalisée	Coordinatrice/Equipe de la mission	15-fev.-20
	Rapport provisoire d'achèvement soumis au Gouvernement et au FIDA	Coordinatrice/Chef de mission	28-févr.-20
	Audit de clôture réalisé	RAF/Cabinet d'audit	30-juin-20

Annexe 11 : Programme de l'Atelier national de restitution de la RMP



ATELIER NACIONAL DE RESTITUIÇÃO DA MISSÃO DO MEIO PERCURSO DO PAPAC

HORARIO	ACTIVIDADES	RESPONSÁVEL
08H00	Chegada dos Convidados/Acolhimento	- Protocolo
08:30	Sessão de Abertura	- Coordenadora do PAPAC - Sr. Vincenzo Galastro – CPM/FIDA - Sua Excelência Senhor Ministro de ADR
09H30	Projecção do Filme PAPAC	Agro-Informático
10H00	Apresentação da Experiência da CECAB	Presidente da CECAB
10H15	Coffee Breack	
10H45	Apresentação dos resultados das realizações do PAPAC até 2017 e das Orientações para os próximos anos (2018-2020)	Sr. Damien Ngendahayo – Consultor Chefe da Missão M.P.
11H15	Debate	- Moderador/Idalécio Neto - Participantes
	Encerramento	Coordenadora do PAPAC

12H15		
12H45	Almoço	

Annexe 12 : Procès – verbal de l'atelier de restitution de la RMP



REPUBLICA DEMOCRATICA DE SAO TOMÉ E PRÍNCIPE

(Unidade-Disciplina-Trabalho)

Ministério de Agricultura e Desenvolvimento Rural

Projeto de Apoio a Pequena Agricultura Comercial (PAPAC)

Bairro do Hospital – Estrada do Aeroporto, CP 696 São Tomé, Tel (239) 22 26 41 - Fax (239) 22 20 37

PROCESSO – VERBAL DO ATELIER NACIONAL DE RESTITUIÇÃO DA MISSÃO DO MEIO PERCURSO DO PAPAC

Visto,

A Directora

No dia 27 de Outubro do ano em curso teve lugar na sala de conferências do Hotel Pestana o Atelier Nacional de Restituição da Missão de Meio Percurso do PAPAC, com início as 9 horas., de acordo ao programa em anexo.

O evento contou com a presença de ilustres convidados, representantes das direcções centrais dos ministérios de Agricultura e desenvolvimento Rural e Ministério de Finanças e Economia Azul, Representante das embaixadas de Brasil e de Portugal, Representante do Banco Central, Membros do Comité de Pilotagem do PAPAC; Representante das cooperativas, (CECAB, CECAQ11, CEPIBA, CECAFEB), os técnicos do PAPAC, os consultores e o encarregado de Pasta FIDA para o PAPAC, Representantes do AFD Paris e Libreville, segundo a lista de presença em anexo.

1 – CERIMÓNIA DE ABERTURA

A cerimónia de abertura foi presidida por Sua Excelência, o senhor Ministro de Agricultura e Desenvolvimento Rural, Teodorico Campos precedido de discursos da Directora do PAPAC, Eng^a Carmina Viegas e do representante do FIDA responsável pelo projecto, Senhor V. Galastro.

Após a abertura da cerimónia procedeu-se a apresentação do filme – “ Realizações do PAPAC”.

2 – APRESENTAÇÃO

Após a cerimónia de abertura, o Chefe e Responsável pela missão, o senhor Ngendahayo Damien fez a apresentação das principais constatações da missão relativamente ao desempenho do PAPAC durante a primeiro período e das orientações para o período restante. Importa salientar que segundo este orador o balanço da missão é positivo e bastante satisfatório.

3. DEBATE

Durante o debate, dentre outras questões levantadas, as intervenções basearam-se essencialmente sobre a sobrevivência das cooperativas pós PAPAC e a incapacidade das cooperativas CECAFEB e CEPIBA de financiarem o salário dos directores executivos. Foram prestados todos os esclarecimentos e respondidas, com exaustão, todas as questões levantadas.

4- ENCERRAMENTO - O encerramento do Atelier Nacional de Restituição da Missão de Meio Percurso do PAPAC foi feito em cerimónia presidida pela **Eng^a. Carminda Viegas**, Directora do PAPAC.

Feito em São Tomé, 30 de Outubro de 2017.

Célula Seguimento e Avaliação,

Abílio Vera Cruz